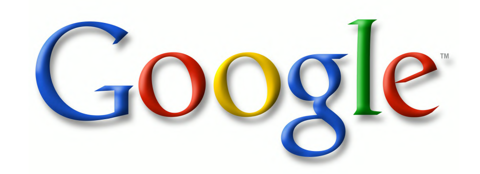
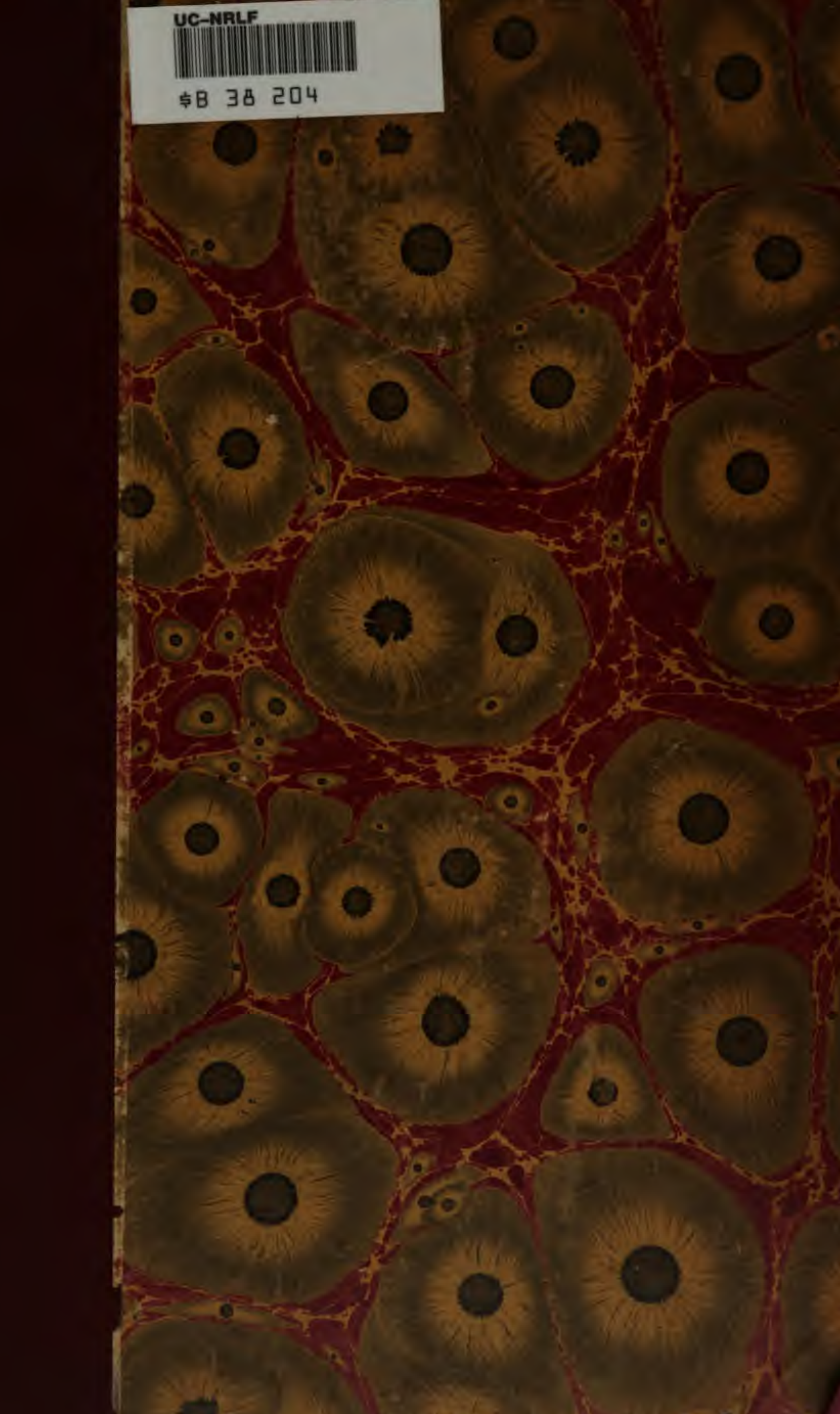
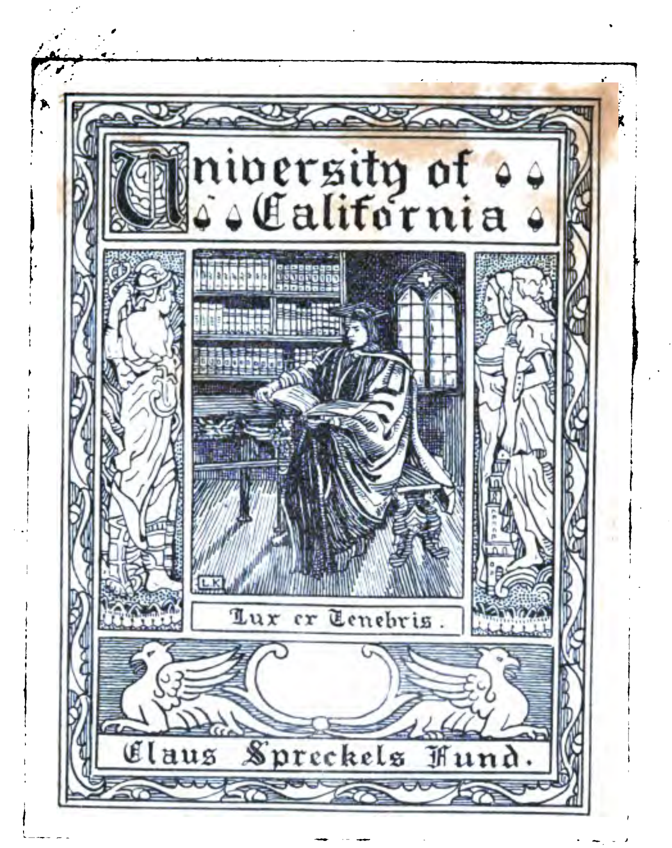
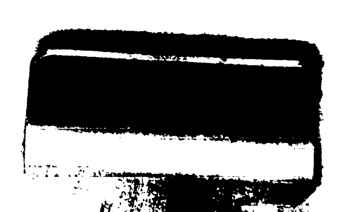





University of California
LK
Lux ex Tenebris.
Claus Spreckels Fund.



-e/35

LES THÉORIES DE LA VALEUR

ET LES

CONCEPTIONS DU SYSTÈME MONÉTAIRE

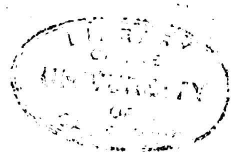
IVe ÉTUDE

A. KITSON

PAR

Hector DENIS

1901
(Extrait des *Annales de l'Institut des Sciences sociales*)



BRUXELLES
AU SIÈGE DE L'INSTITUT
11, RUE RAVENSTEIN, 11

1901

LES THÉORIES DE LA VALEUR

ET LES

CONCEPTIONS DU SYSTÈME MONÉTAIRE

IV[e] ÉTUDE

A. KITSON

PAR

Hector DENIS

1901
(Extrait des *Annales de l'Institut des Sciences sociales*)

BRUXELLES
AU SIÈGE DE L'INSTITUT
11, RUE RAVENSTEIN, 11

1901

SPRECKELS

Bruxelles. — Imp. écon., N. VANDERSYPEN, rue de Trèves 38.



LES THÉORIES DE LA VALEUR

ET LES

CONCEPTIONS DU SYSTÈME MONÉTAIRE

IVe ÉTUDE

A. KITSON

Sous le titre : *A scientific solution of the money question* (une solution scientifique de la question de la monnaie), M. A. Kitson a publié à Boston, en 1895, un livre original, audacieux et souvent profond, dans lequel la solution de la question monétaire apparaît comme une déduction de *la théorie de la valeur* proposée par les écoles anglaise et autrichienne contemporaines : le lien de la théorie de la valeur et de la question monétaire est si étroitement marqué dans cette œuvre, qu'on pourrait même dire que la solution de celle-ci a été presque complètement cherchée dans l'interprétation nouvelle de ce mot : *valeur*. « Les travaux considérables inspirés par la théorie de la valeur depuis un quart de siècle ne peuvent rester sans conclusions pratiques. Je pense, dit M. Kitson, qu'une véritable science économique peut et doit résoudre d'une manière satisfaisante et concluante les énigmes que le sphinx social propose. » Et le problème monétaire est à ses yeux le plus grand et le plus prodigieux problème de cet âge et de tous les âges.

Ce problème relève de l'éthique, comme la science économique elle-même; et le reproche que M. Kitson adresse à la science moderne est précisément de n'être pas en harmonie avec la science de l'éthique. L'Economique est nécessairement une science morale, elle n'expose pas seulement les phénomènes et leurs lois; au delà de *ce qui est,* elle recherche *ce qui doit être :* elle a pour mission de tracer la direction normale de la conduite économique; il lui appartient de fixer les principes d'un système idéal d'échange et de distribution des richesses qui soit conforme à la justice, et c'est là que la science est aujourd'hui en contradiction avec les fins qu'elle doit poursuivre; elle est en défaut de déduire des vérités acquises par l'observation et l'expérience les principes d'une reconstitution rationnelle, elle reconnaît comme permanentes et nécessaires certaines institutions, telles que le système monétaire actuel, qui consacrent des injustices séculaires.

M. Kitson prend ainsi, devant les théories actuelles de la valeur, la position que les réformateurs sociaux ont prise dès le début du siècle, en Angleterre, en Allemagne et en France, devant la théorie de la valeur dont Adam Smith et Ricardo avaient jeté les fondements.

Adam Smith a ébauché, Ricardo a porté à un plus haut degré de développement, la théorie de la valeur qui lui donne pour cause et pour mesure le travail : de cette conception théorique, exprimant, d'après ces fondateurs de la science, *ce qui est,* les socialistes du commencement du siècle se sont efforcés de dégager *ce qui doit être.* De ce que le travail est la source de la valeur et sa mesure, ils ont conclu à la fois que la commune mesure de toutes les valeurs devait être le travail, et que le produit intégral du travail devait revenir au travailleur. De là l'unité de travail, travail moyen, travail ordinaire, travail socialement nécessaire, devenant l'unité de mesure dans les échanges.

Nulle part on ne voit mieux la liaison que dans l'*Essai sur la distribution des richesses* de Thompson; le *Labor exchange,* d'Owen n'est que la projection dans le droit économique idéal de la théorie de la valeur d'Adam Smith; comme M. Vanderrydt l'a montré, le même lien unit à la théorie de la valeur la conception monétaire, exposée en 1842 par Rodbertus. La Banque d'échange de Proudhon, élaborée en 1849, se rattache par des

déductions successives, et en tenant compte des exigences de la pratique, aux principes de droit formulés dans le 1[er] mémoire sur la propriété (1840), à la théorie de la valeur développée dans les *Contradictions économiques* (1846) et par une filiation évidente à celle de Smith et de Ricardo. Une même corrélation peut être reconstituée entre les conceptions pratiques de Karl Marx et ses conceptions théoriques exposées dans : *Zür Kritik der Politischen Œkonomie* (1859) et le *Capital.*

Partout, et spécialement dans la conception monétaire, le socialisme a apparu comme un prolongement éthique de certaines théories de l'économie politique, comme l'institution d'un droit économique nouveau plongeant ses racines dans la notion de certaines lois des phénomènes économiques. Telle est la position relative des écoles, telle est leur coopération intime en dépit de leurs antagonismes les plus violents, telle est l'unité de l'évolution de l'esprit humain à travers tant et de si profondes oscillations.

La conception moderne de la valeur, telle qu'elle est interprétée par M. Kitson, écarte le travail comme fondement et comme mesure de la valeur, pour y substituer l'*utilité relative, l'utilité* organiquement unie aux variations quantitatives de la richesse, à certains degrés de sa limitation en quantité. C'est une conception nouvelle *de ce qui est,* que la critique substitue à l'interprétation que Smith et Ricardo ont donnée de ce qui est dans les phénomènes de valeur. Cette théorie a trouvé son expression la plus récente et la plus précise dans les travaux de l'école autrichienne, mais elle est le résultat d'une élaboration complexe à laquelle ont concouru presque simultanément Carl Menger, par sa publication, en 1871, de ses *Grundsätze der Volkwirthschaftslehre,* Stanley Jevons, par celle de sa *Theory of political economy,* qui a exactement la même date, et Léon Walras lui-même, par ses *Eléments d'économie politique pure,* qui datent de 1874. Stanley Jevons d'ailleurs, dans la correspondance échangée cette année-là même avec Walras, reconnaît que ce que celui-ci appelle *rareté* d'une marchandise, semble être exactement ce qu'il appelle lui-même *le degré d'utilité.* Depuis lors les travaux de Friedrich von Wieser, de Eugen Böhm Bawerk et de W. Smart, ont achevé de fixer les traits de cette doctrine de *la valeur.* Ce n'est pas ici le lieu de

la développer ; il suffit pour l'intelligence du livre de M. Kitson d'en invoquer le caractère fondamental. Les théoriciens distinguent aujourd'hui la valeur *subjective* de la valeur *objective*, et la valeur subjective elle-même est conçue sous un double aspect : en dehors de l'échange, et dans l'échange. Sous toutes ces formes, la *valeur* n'exprime que *des rapports :* la valeur *subjective* conçue indépendamment de l'échange, exprime *une relation de l'homme avec la richesse;* elle est donnée par l'importance relative du besoin le dernier satisfait, par l'utilité limite ou *marginale,* qui est celle du dernier emploi économique de la richesse; la valeur d'échange subjective exprime une relation de l'homme avec la richesse obtenue en échange d'une autre, et elle est déterminée par l'utilité limite ou *marginale* de cette richesse acquise par l'échange; la valeur d'échange *objective* exprime, elle aussi, un rapport, une *relation quantitative* entre les richesses échangeables l'une contre l'autre. Lassé des controverses auxquelles le mot *valeur* a donné lieu, Stanley Jevons avait été jusqu'à lui substituer les mots *ratio of exchange*, *rapport proportionnel des échanges*. Sous quelque aspect qu'on la considère, la valeur n'exprime donc que des *relations,* des *rapports*.

C'est à cette idée maîtresse qu'il faut être attentif pour comprendre la théorie monétaire de M. Kitson. C'est de cette idée qu'il déduit directement toute sa théorie. De ce qui est, d'après les écoles nouvelles, M. Kitson va s'appliquer à déduire ce qui doit être dans le système monétaire idéal, subordonné à la justice. Si la valeur n'exprime *qu'un rapport,* il est impossible qu'il y ait un étalon invariable de la valeur, même une mesure matérielle et objective de la valeur : on ne peut ramener, d'une manière permanente, les valeurs à aucun dénominateur physique commun, tel que la monnaie métallique, on ne peut qu'exprimer les *relations* d'échange des marchandises ; les rapports de valeur ne peuvent être traduits que par des nombres, par des rapports numériques ; les pouvoirs d'achat respectifs des marchandises peuvent être seulement ramenés à l'unité numérique, la seule invariable, et exprimés en fonction de cette unité. La conception scientifique de la monnaie consiste précisément à la débarrasser de toute association avec une marchandise déterminée, comme l'or ou l'argent.

Voilà la quintessence de l'œuvre de M. Kitson, qui est à la fois critique et théorique.

Et même, dans son effort constructif, il se borne à dégager les principes d'une réorganisation de l'échange et de la circulation. La mission préparatoire du législateur, qui a consacré jusqu'ici ce que Kitson appelle *un moyen d'enrichir une minorité privilégiée* et un *instrument d'oppression contre le peuple,* consiste à renverser cet ouvrage des siècles, à faire disparaître toutes les mesures restrictives, tous les modes d'intervention qui paralysent la constitution de *la monnaie au sens scientifique qu'il assigne à ce mot.* M. Kitson semble réduire la mission de l'Etat à cette œuvre négative et destructive. Le droit économique nouveau dans l'échange est pour lui contractuel.

C'est ici que, parti d'une conception de la valeur si profondément distincte, M. Kitson vient rejoindre Proudhon dans la direction pratique; il n'expose aucun plan de détail, et ses vues sont contenues en quelques pages, mais le principe de sa solution est dans la monétisation générale de toutes les marchandises délivrées d'un intermédiaire tyrannique, et dans la constitution d'une Banque analogue à la Banque d'échange de Proudhon, dégageant sous la forme d'une émission de billets le pouvoir acquisitif des marchandises exprimé en unités conventionnelles, et consacrant cette monétisation par la garantie collective et l'acceptation réciproque; l'auteur semble, dans ses pages finales, s'inspirer directement de cette pensée de Spencer, qu'il rappelle quelque part dans son livre : « Aucun établissement scientifique des vérités relatives n'est possible aussi longtemps que les vérités absolues n'ont été formulées d'une manière indépendante. » C'est la voie rationnelle qu'il s'efforce de tracer plutôt que la voie empirique du progrès graduel, et c'est du principe d'une solution abstraite et radicale, combinée avec la connaissance du milieu actuel, qu'il faudra déduire les solutions pratiques. Elles se placent, d'après l'auteur, en dehors de l'intervention positive de l'Etat, dans le domaine exclusif du contrat, de la réciprocité entre les échangistes; il rappelle, là encore, le projet de constitution de la Banque du Peuple en 1849. La seule mesure importante de transition que présente sa conclusion est dans l'adoption du dollar comme expression de l'unité du pouvoir acquisitif; rigoureusement, d'après sa

LES THÉORIES DE LA VALEUR

ET LES

CONCEPTIONS DU SYSTÈME MONÉTAIRE

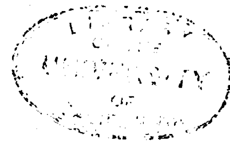
IVe ÉTUDE

A. KITSON

PAR

Hector DENIS

1901
(Extrait des *Annales de l'Institut des Sciences sociales*)



BRUXELLES
AU SIÈGE DE L'INSTITUT
11, RUE RAVENSTEIN, 11

1901

écoulées, on lit avec amusement la remarque faite par John Stuart Mill, il y a environ cinquante ans : « Heureusement, il ne reste rien à éclaircir dans les lois de la valeur pour aucun écrivain présent ou futur ; la théorie sur ce sujet est complète. » Cet exposé était si loin de la vérité que depuis qu'il a été écrit une école économique entièrement nouvelle a été établie, fondée sur une conception toute différente de celle mise en avant par Mill et par l'école d'Adam Smith.

Il est vrai, cependant, comme le dit Mill, que « presque chaque théorie touchant les intérêts économiques d'une société implique quelque rapport avec la valeur, que la plus petite erreur sur ce sujet entache d'une erreur correspondante toutes nos autres conclusions, et qu'une conception peu nette sur ce sujet crée la confusion, l'incertitude en toute autre chose ». Ceci est doublement vrai quand il s'agit de la question monétaire. En fait, on peut presque dire que la solution de la question dépend de l'interprétation donnée au mot « valeur ». Ce terme est si indissolublement lié au mot « utilité » que l'on ne peut traiter l'un sans avoir égard à l'autre. — Chaque marchandise se présente à nous sous deux aspects. Quand nous songeons à consommer une chose ou à en jouir, nous considérons son *utilité*. Quand nous nous proposons d'en disposer, nous pensons à ce que nous *pouvons obtenir en retour*. Cette considération se présente au point de vue de sa valeur. On peut, par commodité, supposer deux faces à toute denrée. Pour le consommateur, elle apparaît comme quelque chose d'utile, à manger, à boire, à porter ou à employer. Pour le marchand, elle apparaît comme un objet de valeur, quelque chose à échanger. Ces deux aspects différents des marchandises furent notés par Aristote, il y a plus de 2,000 ans.

« Il y a deux usages de toute chose que nous possédons, dit-il, l'un et l'autre lui appartenant, mais pas de la même façon ; car l'un est le *propre,* et l'autre l'*impropre,* ou second usage de la chose. Par exemple : le soulier est fait pour être porté et aussi pour être échangé : ce sont les deux usages du soulier. » Le rapport ou la relation entre ces deux aspects a été le terrain de la lutte entre économistes pendant des années. Adam Smith emploie le mot « valeur » dans les deux sens en y rattachant les mots « usage » et « échange », suivant son appli-

cation. Il dit : « Le mot valeur a deux significations différentes, et parfois exprime l'utilité de quelque objet particulier, et parfois le pouvoir d'acheter d'autres marchandises que la possession de cet objet exprime. L'une peut être appelée « valeur d'utilité », l'autre « valeur d'échange ». Les choses qui ont la plus grande valeur d'utilité, en ont peu fréquemment ou pas du tout pour l'échange, et le contraire a lieu. Rien n'est plus utile que de l'eau, mais elle servirait à peine à acheter quelque chose; peu de chose serait obtenu en échange. Un diamant, au contraire, a à peine une valeur d'utilité connue, mais on peut l'échanger fréquemment contre une grande quantité de marchandises. »

La malheureuse application du même terme pour les deux aspects des marchandises, c'est-à-dire *utilité* et *échange,* est certainement responsable de la grande confusion et de l'ambiguïté apportées dans la question. Le terme valeur d'usage est tombé en désuétude et le mot utilité, bien meilleur, a pris sa place. Smith emploie le mot utilité dans un sens positif. Certaines choses sont reconnues absolument essentielles à la vie et sont dénommées « nécessités » de la vie. Smith et son école regardent de telles utilités comme des propriétés inhérentes aux choses. De là, l'eau fut considérée comme très utile et cependant de peu de valeur d'échange, tandis que le diamant, ayant à peine de valeur comme utilité, est apte à acheter une très grande quantité de marchandises. C'est pourquoi la *valeur* et l'*utilité* furent considérées comme des qualités indépendantes. Les économistes modernes employent le terme utilité dans un sens beaucoup plus large, c'est-à-dire capacité de satisfaire un désir ou de servir à un but, quelle que soit la nature du désir ou du but. Ainsi, le professeur Jevons dit : « Toute chose qu'un individu désire et travaille à obtenir, doit être considérée comme possédant une *utilité* pour lui. » Ainsi, le professeur Smart écrit : « Le « besoin » économique n'est pas nécessairement un besoin rationnel ou salutaire. »

L'école autrichienne divise la valeur en deux parties : la valeur *subjective* ou personnelle et la valeur *objective.* En traitant ces deux divisions, le professeur Smart dit : « La valeur dans le sens subjectif peut être appelée généralement l'importance accordée à une marchandise par rapport au *bien-être* d'une

personne. Dans ce sens, une denrée est valable pour moi quand je considère sa possession associée à mon bien-être — qu'elle est profitable à mon bien-être. » — La valeur dans le sens *objectif* est un rapport de pouvoir ou de capacité entre deux marchandises. Dans ce sens, une marchandise possède une valeur quand elle a le *pouvoir* de produire quelque effet objectif ou d'offrir un avantage. Il y a par conséquent autant de *valeurs* objectives que d'*effets* objectifs. Ainsi, tandis que la valeur subjective du charbon est la somme de *bien-être* que *j'obtiens du feu,* sa valeur objective est la température qu'il maintient dans la chambre, ou la quantité de vapeur produite dans la chaudière, ou l'argent qu'il me rapporte quand je le vends. Cette espèce de valeur est très synonyme de « pouvoir » ou de « capacité »; on peut communément parler de « puissance calorifique » comme de « valeur calorifique ». En Economie, cependant, on ne traite pas des « pouvoirs » et des « valeurs » des objets qui sont purement physiques, tels que la puissance de la vapeur produite par le charbon ou sa valeur calorifique. La science ne traite simplement que des valeurs d'échange et des pouvoirs acquisitifs, c'est-à-dire les rapports sociaux entre les denrées et de leurs rapports avec les *besoins* et les *désirs* des hommes. — Suivant cette même école, la valeur dépend de l'utilité, et c'est « l'utilité à la limite de l'emploi économique » ou ce qui est appelé « utilité marginale » qui détermine la valeur d'une marchandise. Nous pouvons traiter le sujet dans cette direction. L'aptitude des marchandises à satisfaire les besoins et les appétits humains fait naître chez les hommes le désir de les posséder. Cette faculté de satisfaire les besoins est appelée utilité. Maintenant, le désir de la possession pousse les hommes à accomplir des efforts et à faire des sacrifices pour obtenir les moyens de satisfaire leurs besoins. Ils sont prêts à donner quelque chose, soit du travail, soit quelque marchandise pour posséder ce qui leur manque. *Ainsi le rapport quantitatif établi entre les denrées que les hommes désirent obtenir* est dénommé *valeur.* Il est exprimé par le rapport entre la quantité d'une chose que les hommes veulent échanger et la quantité donnée d'une autre chose. *Ainsi, l'utilité et la valeur ne sont simplement que des rapports.* Elles ne sont ni des *qualités,* ni des propriétés des choses. Elles ne sont pas inhérentes, mais

simplement « des accidents provenant du fait que quelqu'un en *a besoin* ». Et c'est le rapport du nombre et du degré de nécessité des besoins à l'offre des marchandises qui est faite qui détermine sa *valeur*. En fait, la différence entre l'*utilité* et la *valeur* n'est que quantitative. Quand les choses sont abondantes, comme l'air, l'eau, les rayons solaires, etc., quelque nécessaires qu'elles puissent être à la vie, leur valeur n'apparaît pas. La valeur ne se montre que là où la quantité des choses est limitée, et c'est pour ces choses que l'Economie est nécessaire.

La valeur économique n'est donc qu'un simple terme quantitatif. « La valeur, dit Le Trosne, consiste dans le rapport d'échange qui se fait entre tel ou tel produit, entre une quantité d'un produit et une quantité d'un autre produit. »

De là ressort clairement, dit Macleod, « que la valeur est une relation, un rapport ».

« La valeur d'échange, dit le professeur Jevons, n'exprime rien qu'un rapport, et le terme ne devrait pas être employé dans un autre sens. » Et encore : « chaque acte d'échange se présente ainsi de lui-même sous la forme d'une relation entre deux nombres. Le mot « valeur » est communément employé, et si, aux cours ordinaires, une tonne de cuivre s'échange contre dix tonnes de fer en barres, on dit habituellement que la valeur du cuivre est dix fois celle du fer, poids pour poids. »

Les définitions précédentes devraient être ordinairement suffisantes pour donner au lecteur une idée parfaitement claire de ce que les économistes veulent dire par ce terme. Mais malheureusement son mauvais usage est si général, que l'on trouve difficile de l'éviter, même après avoir acquis l'idée correcte. Par exemple, comme il est difficile de s'empêcher de dire « cette chose a de la *valeur* », ou « cet objet possède une *grande valeur* ». Et, cependant, il est très évident que si les définitions données plus haut sont correctes, *il est faux de parler d'une chose possédant ou ayant une valeur*. Le professeur Smart dit : « Il est presque impossible de se servir du terme sans suggérer une propriété INHÉRENTE. La valeur toujours implique une *relation*. » Les économistes eux-mêmes, après avoir clairement défini le mot, tombent souvent dans son mauvais usage populaire avec le résultat inévitable de s'en-

gager, eux et leurs lecteurs, dans une inextricable confusion. Prenez le professeur Jevons, par exemple, dont la définition a été déjà donnée. Il dit : « Mais la valeur, comme utilité, n'est pas une qualité *intrinsèque* d'une chose; c'est un accident *extrinsèque* ou un rapport. *Nous ne parlons jamais de la valeur d'une chose sans avoir dans l'esprit une autre chose par rapport à laquelle nous l'évaluons.* » Plus loin, il dit : « Ayant dans l'esprit que la valeur est seulement le rapport entre marchandises échangées, il est certain qu'aucune substance ne *peut avoir toujours exactement la même valeur relativement à une autre substance* », etc. A un autre endroit, il ajoute : « Celui qui étudie l'*Economique* ne peut espérer être toujours clair et correct, s'il pense à la *valeur* comme à une *chose* ou un *objet*, ou même comme à quelque chose se trouvant *dans une chose ou un objet.* Les gens sont ainsi conduits à parler d'une non-existence (non entity) comme *valeur intrinsèque.* »

En dépit de ces définitions claires et compréhensibles, il dit dans un autre chapitre : « Puisque la monnaie a été échangée avec des marchandises ayant une valeur, *elle devrait posséder elle-même une valeur,* et elle doit par conséquent *avoir une utilité comme base de valeur.* » Comment une chose peut-elle posséder « un accident extrinsèque ou un rapport »? Dans le même chapitre il dit : « Il semblerait que la monnaie n'exige pas d'avoir une valeur substantielle. » Si la valeur « est un accident extrinsèque ou une relation », que signifie l'expression : « la monnaie ne doit pas réellement exiger d'avoir un accident extrinsèque substantiel ou un rapport extrinsèque substantiel »? Macleod, après avoir défini la valeur comme « le rapport selon lequel deux quantités s'échangent », dit d'autre part : « La valeur de toute chose est toujours *quelque chose* d'extérieur à elle-même. » Mais un rapport est la relation de *deux* nombres l'un à l'autre, il implique *deux* quantités. De nouveau il dit : « La valeur est une affection de l'esprit. » Un rapport est-il une « affection de l'esprit »? Avec une telle confusion dans l'usage des termes, il n'est pas étonnant que ce sujet ait été en apparence submergé dans une ambiguïté désespérée. L'idée de valeur en Economie se présente seulement en connexion avec les *quantités* des choses. Elle est exprimée dans la question : « Combien de cette marchandise *dois-je donner* pour autant de

celle-là? » Elle n'a donc *rien à voir avec les substances ou les qualités*. Elle a complètement à voir avec la relation quantitative des marchandises entre elles. Puisque toutes les marchandises sont échangeables dans de certaines proportions, en unités de leurs mesures respectives, ces proportions ou rapports sont dénommés des valeurs. La valeur est un terme quelque peu analogue à distance. C'est une relation entre deux objets. Nous ne pouvons dire qu'une chose *possède* une distance ou l'égalité. Un simple point ne peut exprimer, définir ou mesurer une distance.

Deux points sont essentiels pour exprimer l'idée. Le *standard*, unité de longueur, par exemple, est la distance entre deux points déterminés ou nœuds. D'une manière semblable, *la valeur n'est pas exprimée ou définie par une simple chose. Deux quantités sont nécessaires pour exprimer la valeur, justement comme deux lignes sont requises pour exprimer un angle.* « De là, dit Macleod, un simple objet ne peut avoir une valeur économique. Un simple objet ne peut être égal ou distant. Si l'on dit qu'un objet est égal ou distant, nous devons demander égal à quoi? distant de quoi? Ainsi, si l'on dit que quelque quantité a une valeur, nous devons demander une valeur en quoi? Et comme il est absurde de parler d'égalité absolue ou intrinsèque, ou d'absolue ou intrinsèque distance, ainsi il est également absurde de parler de valeur absolue ou intrinsèque. »

La définition correcte de la valeur, comme employée dans la science des échanges, est donc la relation d'échange existant entre deux marchandises, et elle est exprimée par le rapport selon lequel les deux quantités s'échangent.

Il semble que l'on éprouve la nécessité d'un mot qui exprime l'idée que nous désirons communiquer quand nous parlons d'une chose ayant de la valeur. Karl Marx suggérait l'emploi du mot saxon « worth ». Nous disons fréquemment qu'une chose de valeur est de tel prix. L'emploi de ce mot évite l'ambiguïté provenant du mauvais usage du terme valeur. Les écrivains du XVII[e] siècle employaient « worth » pour utilité. Dans cet ouvrage, j'ai employé l'expression « pouvoir d'achat » dans ce sens. Une chose a un pouvoir d'achat quand elle a le *pouvoir* de procurer quelque autre chose en échange. La mesure

du pouvoir d'achat d'une chose est tout ce qui peut être obtenu en échange. *Pouvoir d'achat* et *valeur* sont quelque peu analogues à *force* et *distance*. Une force est mesurée par ce qu'elle fait, par ses effets; il en est de même du pouvoir d'achat. La distance exige deux points ou objets pour son expression. La valeur exige deux quantités pour son expression.

§ 2. — L'ÉTALON DE VALEUR.

Après la définition précédente de la valeur, le lecteur sera en défaut de comprendre le sens de l'expression « étalon de valeur ». La valeur étant une relation entre deux pouvoirs ou quantités exprimées par un rapport entre deux nombres, quelle connexité possible peut-il y avoir entre les mots « étalon » et « rapport »? Quel sens y a-t-il dans l'expression « étalon de rapport »? Voyons d'abord ce qui est ordinairement entendu par ce terme. Le professeur Jevons dit : « Il est essentiel, tout d'abord, de décider clairement ce que nous entendons par une unité étalon de valeur. Cela doit consister en une quantité fixe de quelque substance concrète, définie par rapport aux unités de poids et d'étendue. » Macleod dit aussi : « Les économistes qui réclament un étalon de valeur invariable ne peuvent découvrir, ni se fixer sur aucune marchandise particulière qui serve de terme de comparaison de la valeur des autres objets dans tous les pays et à toutes les époques. »

Edouard Atkinson, dans un récent article intitulé : « L'unité de valeur en tout commerce », dit : « La plus haute loi du commerce, enracinée profondément dans la nature humaine, a établi l'or, l'or seulement, comme unité ou étalon de valeur. » Et ensuite : « Il y a une unité de valeur. Elle existe sans égard à la législation, aux traités ou à l'agrément. C'est l'or. Le système monétaire de tout état commercial doit être réglé sur cet étalon de valeur. Un poids donné d'or est l'étalon de valeur partout, etc. » L'étalon admis comme unité de valeur dans ce pays est un certain poids, c'est-à-dire 23.21997 grains d'or contenus dans un dollar. *Un étalon de valeur, ainsi compris et défini, est donc essentiellement une substance matérielle.* Maintenant nous avons déjà vu que la valeur est une relation entre deux pouvoirs ou un rapport entre deux nombres, et est par

conséquent immatérielle. Nous avons aussi vu que la valeur n'est pas la *propriété* de quelque chose. Comment donc « une quantité déterminée de quelque substance concrète » peut-elle être un étalon ou une mesure de l'immatériel? Le professeur Bowen remarque très judicieusement « qu'une mesure doit être homogène *avec la chose mesurée* ». Pour être conséquent avec sa défense de l'étalon de valeur, il est forcé d'admettre que la valeur est une propriété naturelle des choses. Il dit : « Comme ce qui mesure la longueur et la capacité, ainsi ce qui mesure la valeur *doit avoir de la valeur* en soi, ou une *valeur intrinsèque.* » Il doit s'ensuivre, comme la nuit succède au jour, que puisque la valeur est « une relation accidentelle entre deux choses », et n'est pas la propriété d'une chose, *une chose particulière ne peut être un étalon de valeur.* Une différence doit être notée ici entre les expressions « étalon » et « mesure ». Elles sont fréquemment employées comme synonymes. Un étalon est quelque chose de fixe, d'invariable, établi par les lois ou les coutumes. Un étalon de mesure est nécessairement une mesure, mais une mesure n'est pas nécessairement un étalon. Il peut y avoir plusieurs mesures, mais il ne peut y avoir qu'un étalon.

Plusieurs écrivains reconnaissent l'impossibilité de l'existence d'un étalon de la valeur, mais reconnaissent l'existence de la mesure de la valeur. Macleod dit ainsi : « Quoiqu'un étalon de la valeur soit impossible par la vraie nature des choses, il peut y avoir une mesure des valeurs. »

Ce qui a été dit relativement à l'absurdité du terme « étalon de la valeur » s'applique avec une force égale contre une « mesure » de la valeur, si par mesure *on entend « une quantité fixe d'une certaine substance concrète »*. L'or n'est pas plus une *mesure* des valeurs qu'il n'est un *étalon* des valeurs. L'or n'est pas *homogène avec ce qu'il est sensé mesurer. L'unité de poids de l'or peut mesurer d'autres quantités d'or, mais il ne peut mesurer le fer, ou l'argent, ou le blé, ou aucune autre denrée.* De plus, le professeur Jevons expose que la valeur de l'or tomba de 46 p. c. entre 1789 et 1809; que de 1809 à 1849 elle monta à 145 p. c., tandis qu'entre 1849 et 1874 elle baissa de nouveau au moins de 20 p. c.

Parler d'un étalon, sujet à tant de fluctuations, est le comble

de l'absurdité. « Cette objection est si palpable, écrit Francis-A. Walker, que plusieurs écrivains qui adhèrent encore au terme *mesure de la valeur,* abandonnent celui de *étalon de la valeur.* »

Et il dit encore : « La valeur est une relation et par conséquent *ne peut être mesurée, mais seulement exprimée ou exposée.* »

Macleod dit : « Il est aussi bien d'expliquer ce que ces économistes veulent dire en cherchant un étalon invariable de la valeur. Si nous avions un yard anglais et quelques autres mesures étrangères de longueur devant nous, nous pourrions à la fois percevoir la différence entre elles; et si l'on nous parlait du mesurage de bâtiments étrangers, cependant éloignés comme époque et comme pays, nous pourrions, par un très simple calcul, les réduire à l'étalon anglais de mesurage et les comparer avec les dimensions de nos propres constructions. Ces économistes qui ont besoin d'un étalon invariable de la valeur, manquent d'une simple marchandise quelconque, par laquelle ils puissent comparer la valeur des autres choses dans tous les pays et à toutes les époques.

» Mais la moindre réflexion montrera qu'un tel étalon est absolument impossible par la nature même des choses... Si une quantité d'or était placée à côté d'un nombre d'autres choses, il n'y a pas de sens humain qui pourrait discerner quelle pourrait être leur valeur. Et les changements les plus violents dans leurs valeurs pourraient se produire sur le marché sans qu'il y ait aucun signe visible d'une telle chose.

» Les valeurs ne sont pas perceptibles par une démonstration oculaire, mais elles doivent être déclarées par les communications entre les esprits. De plus, il n'est pas possible de préciser les différentes valeurs des différentes quantités d'or obtenues à des époques et dans des pays différents...

» Le seul critérium de la valeur est un échange, et à moins que nous ne puissions effectuer un échange, il ne peut y avoir aucune valeur. Comment pouvons-nous échanger une once d'or en l'année 188 de l'ère chrétienne avec une once en l'année 1588, ou avec une autre en l'an 1888? »

Bailey dit aussi : « La valeur est une relation entre des marchandises *contemporaines,* parce que celles-là seulement sont admises à l'échange l'une avec l'autre; et si nous comparons la

valeur d'une denrée à un moment avec sa valeur à un autre moment, c'est seulement une comparaison avec la relation *qui existe à ces différents moments avec quelque autre marchandise.* Ce n'est pas une comparaison de quelque qualité intrinsèque, à une époque avec la même qualité à une autre époque, mais une *comparaison de rapports*, ou une comparaison des quantités relatives dans lesquelles les denrées s'échangent entre elles à deux époques différentes... Il est impossible, pour un rapport direct de valeur, d'exister entre A en 100 et A en 1800, justement comme il est impossible, pour un rapport de distance, d'exister entre le soleil à la première période et le soleil à une dernière période. »

Macleod observe plus loin : « Un étalon de valeur invariable est en lui-même absolument impossible par la vraie nature des choses, parce que la valeur est un rapport, et qu'une simple quantité ne peut être la mesure d'un rapport. Une mesure de longueur ou de capacité est une simple *quantité* et mesure d'autres simples *quantités*, telles que différentes longueurs ou capacités. Mais la valeur est un rapport, et il est impossible, par la nature des choses, qu'une simple quantité puisse mesurer un rapport. Il est impossible de dire que $a : b :: x$. Il est manifestement absurde de dire 4 : 5 :: 8 : sans dire comme 8 est à quoi, justement comme il est absurde de dire qu'un cheval galope à raison de vingt milles sans dire en quel temps.

Mais on peut faire la question : « Comment expliquez-vous l'universelle créance donnée à ce qui est dénommé par le terme *étalon de la valeur?* Macleod pense que la réponse doit être trouvée dans la cause qui donna lieu à l'usage de ce malencontreux terme « valeur intrinsèque », c'est-à-dire une croyance que la valeur est une propriété ou une qualité des marchandises. Elle est due, dit-il, à l'acceptation générale de la doctrine erronée que le travail est la cause de la valeur, et que la valeur d'un objet est par conséquent la quantité de travail *qu'il renferme* ou appliquée à l'obtenir. A citer une fois de plus : « Que c'est principalement à Smith et à Ricardo qu'est due cette malheureuse confusion des idées, entre la valeur considérée comme une quantité de marchandise qu'une autre marchandise peut acheter et la quantité de travail comme incorporée dans la marchandise elle-même, confusion qui non seulement a

conduit vers cette expression erronée « valeur intrinsèque », source d'un désordre sans fin en économie, mais encore à la recherche de quelque chose que la plus légère réflexion aurait montrée impossible dans la vraie nature des choses, c'est-à-dire *un étalon invariable de la valeur.* »

Une marchandise, quand elle est considérée seule et à part de toutes les autres, ne donne aucune idée de valeur, et aucune conception de valeur ne se présente avant qu'elle ne soit mise en rapport avec une autre marchandise; justement comme un point dans l'espace ne peut exprimer aucune idée de distance à moins qu'un second point ne soit pris. Et justement comme la distance est exprimée entre deux points, de même la valeur est exprimée par le rapport entre deux marchandises. Placer sous clef à Washington ou à Londres une quantité ou un poids donné d'une certaine denrée et déclarer cela comme étant un *étalon de valeur,* c'est comme si l'on marquait un point sur le papier en déclarant que c'est l'étalon unité de longueur. Deux points déterminent l'unité de longueur, c'est-à-dire les deux extrémités d'une certaine tige ou yard, et si l'on doit trouver un sens quelconque à l'expression « étalon de la valeur », il ne peut être exprimé que par deux quantités. L'or peut, dans un certain sens, être appelé étalon des marchandises *(i. e.),* une marchandise à laquelle les autres sont comparées, justement comme un point sur la surface terrestre peut être dénommé un étalon d'une position d'où l'on mesurerait des distances. Maintenant, puisqu'il peut en réalité y avoir une telle chose qu'un étalon de la valeur, et puisqu'une relation existe entre les denrées, cette question se pose : de quelle façon se montre, se définit et s'exprime cette relation? J'ai dit que les arguments employés à prouver l'absurdité « d'un étalon de la valeur », s'appliquent avec une force égale à l'expression « mesure de la valeur », si par mesure on entend « une quantité fixe d'une certaine substance concrète ». *Aucune substance ne peut « mesurer » les valeurs.* Le fait que nous comparons toutes les denrées à l'or, ne le constitue pas comme une « mesure » des valeurs, pas plus que si tous les yards de bois étaient faits en ébène, l'ébène ne deviendrait une mesure de longueur. Voyons cette question de près. Les marchandises se présentent elles-mêmes à nous sous deux aspects — de *qualité* et de *quantité.* La première distinction

entre les marchandises est une distinction de qualités, telle que la matière dont elles sont composées, fer, bois, blé, or, etc.; ou leurs tailles ou formes, telles que tables et chaises; ou leurs propriétés physiques, telles que verre, sucre, sel, etc.

Ce sont ces propriétés variées que possèdent les marchandises qui les rendent utiles à l'humanité et servent à créer dans l'esprit des hommes le désir de les posséder. Il est physiquement impossible de dénommer par des termes les *propriétés* des choses. Jusqu'à présent on n'a pas découvert un dénominateur commun pour les *qualités physiques* des choses. Quelle que puisse être la relation entre les marchandises, il est impossible de l'exprimer en termes de qualités. L'or est un terme qualitatif désignant une certaine substance possédant certains traits caractéristiques. Aucune relation de marchandises non similaires ne peut, par conséquent, être exprimée en terme d'or (en fonction de l'or). Les valeurs étant des relations ou des rapports, ne peuvent être exprimées par aucune substance. Mais les marchandises sont aussi des *quantités* définies de choses, et c'est de ces quantités que traite la science de l'Economique (economics). Elle traite des lois qui gouvernent les rapports des *quantités* échangeables et n'a rien à voir avec les *qualités* des choses. Celles-ci forment la matière d'une étude séparée et spéciale entièrement à part de l'Economique.

Maintenant, tandis qu'aucun sens ne peut être attaché à une expression telle que l'argent = l'or, en assignant des quantités définies à chaque terme, l'équation devient parfaitement intelligible, ainsi : 20 onces d'argent = 1 once d'or. La relation de valeur est exprimée par les nombres 20 et 1, ainsi une once d'or est à une once d'argent comme 20 est à 1. Ou encore, considérez l'expression : 15 boisseaux de blé = 2 yards de soie. La relation de valeur est exprimée par les nombres 15 et 2, ainsi un boisseau de blé est à un yard de soie comme 2 est à 15. *La seule forme d'expression pour le rapport entre les marchandises est celle de deux nombres ou plus, représentant des quantités échangeables dans les termes de leurs unités respectives.* Qu'il soit observé que chaque denrée est désignée par trois termes : 1° *les substances,* comme le blé, la soie; 2° *les unités de quantité,* comme boisseau et yard; 3° *les nombres* de telles unités, comme 15, 2. Le seul terme commun aux deux est celui de

nombre. Aucun rapport n'est exprimable dans les termes de substance, blé ou soie, ou dans des unités de *mesure* aussi dissemblables que des boisseaux, des yards. *Donc, le seul langage par lequel les marchandises puissent exprimer leur relation sociale, est celui des nombres*. Supposons, par exemple, que les denrées suivantes soient échangées dans ces proportions :

5 livres de beurre = 3 boisseaux de blé; 1 habit = 12 boisseaux de blé; 2 paires de souliers = 1 habit; 3 1/2 gallons de whiskey (eau-de-vie de grain) = 1 paire de souliers; 1 vache = 60 boisseaux de blé; 50 onces d'argent = 1 vache, et 1 once d'or = 20 onces d'argent.

Nous pouvons rapidement exprimer leur rapport numériquement en les mettant toutes sur le pied de l'égalité. Pour éviter de traiter avec la valeur fractionnaire d'une vache, nous allons les ramener toutes à son équivalent. Pour les valeurs d'échange données plus haut, nous pouvons convenablement établir le tableau synoptique qui suit :

BEURRE en livres	BLÉ en boisseaux	HABITS	WHISKEY en gallons	VACHE	ARGENT en onces	OR en onces	SOULIERS en paires
100	60	5	35	1	50	2 1/2	10

Le langage commun par lequel le beurre, le blé, les habits, les souliers, etc., nous expriment leur relation, est par les nombres 100, 60, 5, etc. Le nombre de livres de beurre de valeur égale aux boisseaux de blé, est exprimé directement par ces nombres = 100 : 60; tandis que la valeur du beurre par livre, par rapport au blé par boisseau, est inversement comme ces nombres = 60 : 100, et il en est de même pour les autres denrées. Le rapport du beurre au whiskey comme 35 : 100; d'une vache à l'or en onces comme 2 1/2 : 1, etc. *Ceci est la seule expression possible des valeurs*.

Mais on pourra arguer que, puisque les denrées ci-dessus ont toutes une égale valeur d'échange, on peut toutes les exprimer dans les termes d'une seule. Ainsi :

100 livres de beurre
60 boisseaux de blé
5 habits
10 paires de souliers, etc. } = 2 1/2 onces d'or.

Des économistes disent que c'est là élever les marchandises à leur forme de monnaie. On dit aussi que l'or est la forme monnayée des marchandises. De cette façon l'on conclut que l'or devient une mesure de la valeur parce que toutes les denrées peuvent être exprimées par des quantités définies d'or, et l'unité étalon de l'or est un étalon à l'aide duquel on mesure ces quantités. John Stuart Mill dit : « Nous pouvons définir une mesure de la valeur comme étant quelque chose à comparer avec deux autres choses quelconques, pour inférer leur rapport l'une avec l'autre. » *(Pol. Ec.)* Supposons que nous désirions trouver le rapport d'échange entre les chevaux et les mulets. Afin de faire cette comparaison, il est à supposer que nous connaissons la valeur de chacun en termes d'or. (Incidemment nous dirons que les économistes n'expliquent pas pourquoi il est plus aisé de régler la valeur d'une denrée en or que dans les termes d'aucune autre marchandise. Par exemple, pourquoi le rapport d'échange entre les chevaux et les mulets ne peut-il être découvert d'un coup au lieu de les comparer l'un et l'autre à l'or? La transmutation des mulets en or est-elle une opération plus simple que celle des mulets en chevaux?) Supposons qu'un cheval soit échangé contre dix onces d'or, et qu'une mule le soit contre une once d'or; ainsi la valeur des chevaux à celle des mules est comme 10 à 1.

Ce n'est donc pas l'or qui exprime la valeur, MAIS LE RAPPORT ENTRE LE NOMBRE D'ONCES. En d'autres mots, c'est le rapport entre les deux *quantités* indépendantes de la *substance.* La valeur des chevaux par rapport aux mulets ne peut jamais être déterminée en apportant près d'eux une quantité d'or comme unité. Il est évident que la fonction remplie ici par l'or peut être remplie par toute autre chose, pourvu qu'elle soit échangeable. Ainsi, au lieu de dix onces d'or, nous pourrions écrire trois cents boisseaux de blé, et au lieu d'une once d'or, trente boisseaux. La valeur des chevaux relativement à celle des mulets est alors exprimée, non *en termes de blé, mais par les nombres 300 : 30.* Ce choix d'une denrée à laquelle toutes les autres sont comparées, peut constituer celle-ci, dans un certain sens, comme une *marchandise étalon,* mais elle ne peut jamais être ni *un étalon, ni une mesure des valeurs.*

Par exemple, si notre savoir est limité au rapport de l'or

avec les mulets, nous sommes aussi loin que jamais de connaître le rapport des mulets avec les chevaux. Posons la question sous forme d'un simple problème. Etant donné un cheval, un mulet et une quantité définie d'or, on demande de trouver la valeur du cheval en termes de mulet. On peut dire que pas un économiste, jusqu'à présent, n'a été trouvé capable de résoudre ce problème.

Un étalon de mensuration qui manque à sa fonction de mesurer est un phénomène que la science ne peut reconnaître. L'usage d'une denrée comme l'or ne convient simplement qu'à apprécier et à ranger d'autres marchandises les unes au-dessus des autres à *un moment déterminé.* Mais cela ne peut faire de l'or un étalon de la valeur. *Il est simplement une marchandise étalon au moment où fut faite l'appréciation, l'arrangement.* Aucune denrée ne peut continuer longtemps *à servir d'étalon, sans désorganiser de temps en temps toute la série des prix, puisque aucune denrée n'est ou ne peut être exempte de fluctuations.* Désormais, une comparaison des prix à deux époques différentes ne donne aucune indication ni sur la fluctuation de la denrée sur laquelle les prix ont été établis, ni sur celles dont les prix ont été comparés. L'or est reconnu comme étalon parce qu'on le suppose plus stable que d'autres denrées. Mais, comme nous l'avons vu, l'or varie considérablement comme toutes les autres espèces de marchandises. L'erreur que les économistes ont faite est de supposer que la denrée qui fut choisie comme point de comparaison aux autres, à une *époque déterminée,* est un *étalon perpétuel à toutes les époques et en tous les lieux.*

Ce qui, à l'origine, fut demandé à une marchandise étalon, était de permettre à la société d'exprimer les valeurs numériquement en les comparant toutes à une seule. Ainsi, quand il fut trouvé que les marchandises s'échangeraient pour certains poids d'or, il fut extrêmement facile et commode d'exprimer les valeurs des marchandises et de les classer les unes au-dessus des autres *en se servant de l'or simplement comme de leur arithmétique.* Mais ceci une fois accompli, l'or ne fut plus nécessaire. Le langage des marchandises fut créé aussitôt que leurs rapports (relationship) furent établis en termes de quantités (soit de poids, soit de volume) de toute espèce de marchandises, soit or, argent, blé ou n'importe quoi; et si, à partir de ce moment, les

prix avaient été établis sans *conserver la marchandise étalon pour des comparaisons, des évaluations successives,* nous aurions eu une méthode absolue par laquelle les variations dans les prix des denrées toutes ensemble ou séparément eussent été correctement enregistrées, y compris les variations de la marchandise étalon elle-même.

Une marchandise ne peut être considérée comme étalon qu'à un moment particulier. Entre ce moment et un suivant, un changement dans l'offre, dans la demande peut survenir, et par conséquent ses rapports avec d'autres denrées ou, en d'autres termes, sa valeur change. Une explication rendra ceci plus clair. Imaginez un nombre de ballons se mouvant en avant et en montant, les mouvements de chacun étant irréguliers, si bien que leurs positions respectives changeront constamment. Si nous désirons tracer les mouvements respectifs de chacun, nous devons le faire d'un point fixe sur la surface terrestre. Si nous essayions de décrire ces mouvements d'un point également mouvant, — d'une voiture de chemin de fer, par exemple, — il serait impossible de le faire avec quelque exactitude; et si nous étions dans un de ces ballons et si nous en faisions l'étalon de position, nous ferions pratiquement ce que fait maintenant le monde commercial en traitant la monnaie comme une marchandise particulière. Nous sommes incapables de déterminer si notre ballon a avancé ou si c'est un autre qui a reculé.

Beaucoup, à la vérité, ont pensé qu'un étalon fixe de compensation, qui ne fût soumis aux plus légères variations, est impossible. L'or ayant été choisi, les économistes s'imaginèrent que les dangers d'un cours variable seraient réduits au moins possible en adoptant cette marchandise peu sujette aux variations; mais l'erreur, comme je l'ai dit, fut de supposer qu'il était nécessaire d'avoir une *marchandise qui fût un étalon par elle-même* (per se) *à toutes les époques.*

Toute marchandise peut servir à déterminer les prix à une époque particulière, aussi longtemps que l'on connaît ses relations d'échange avec d'autres. *Une unité absolue, invariable, sur laquelle les prix peuvent être établis, peut être obtenue en estimant les marchandises dans les termes de l'une d'entre elles à une certaine époque et jamais après.* Par exemple, si l'or était choisi comme marchandise étalon au 31 décembre 1894, et que

ce soi-disant « étalon de la valeur » fût immédiatement aboli, les valeurs des denrées seraient toutes exprimées en nombres qui représenteraient autant de grains d'or *pour ce jour particulier*. Il importerait peu que l'or subît des fluctuations après cela, il ne pourrait avoir la faculté d'affecter les prix des autres marchandises. Ses propres fluctuations seraient enregistrées en monnaie basée sur un tel système.

Il ne faut pas oublier que l'usage d'une marchandise, pour établir l'échelle des valeurs des marchandises, ne peut constituer cette marchandise en aucune façon comme un « étalon de la valeur », puisque, comme nous l'avons vu, la valeur est une relation abstraite. Tout ce qu'une telle denrée peut faire est de nous aider à constater la relation des marchandises en devenant un étalon de comparaison. Une fois ces relations réglées et exprimées, cette denrée cesse d'être un étalon.

Ce sujet sera plus complètement traité plus loin.

Pour vider la question avec les avocats de « l'étalon de la valeur », nous pouvons la poser ainsi : « La valeur est-elle la propriété ou la qualité des marchandises, ou est-elle simplement une relation abstraite entre elles ? » Dans le premier cas, l'or peut être considéré justement « un étalon de la valeur ». S'il est vrai — comme tous les économistes l'affirment — que la valeur est simplement une relation entre des choses échangeables, alors elle ne peut être exprimée qu'en termes abstraits, c'est-à-dire en *nombres*.

En somme donc, une mesure étalon des valeurs est une impossibilité physique. D'abord, parce que les valeurs, comme les rapports, ne sont susceptibles que d'expression, non de mesure. Secondement, parce que la valeur ne peut être exprimée que par *deux* quantités. Une seule quantité est donc incapable d'exprimer une relation. Troisièmement, la valeur étant la relation d'échange entre les marchandises, et cette relation étant *quantitative,* les valeurs ne peuvent être exprimées que par des *nombres,* et non par des *substances*. Il est par conséquent physiquement impossible qu'il existe un *étalon de la valeur,* et le terme est justement aussi absurde et dépourvu de sens que pourrait l'être un « étalon de l'égalité ».

§ 3. — Le pouvoir d'achat.

Jusqu'à présent, les termes valeur et pouvoir d'achat ont été employés comme synonymes, à la grande confusion de la science, et nonobstant le fait qu'ils embrassent des conceptions tout à fait différentes. La valeur est la relation existant entre deux marchandises échangeables, et est exprimée par un simple rapport de deux nombres ou de deux quantités. Le pouvoir d'achat est le pouvoir d'une marchandise dans l'échange, et est exprimé par un *seul nombre* ou une *seule quantité*. La valeur ne peut être exprimée que par deux *nombres* ou deux *quantités;* le pouvoir d'achat est exprimé par un seul. On ne peut *mesurer la valeur;* le *pouvoir d'achat peut l'être.* Il ne peut y avoir une unité invariable de la valeur; il peut exister une unité *invariable du pouvoir d'achat.* Rien ne *possède de la valeur,* mais on peut dire que toutes les marchandises ont *un pouvoir d'achat.* Le crédit d'un homme est son pouvoir d'achat; nous ne parlons pas de sa valeur.

Nous pouvons établir une analogie entre le pouvoir d'achat et le potentiel adopté en mécanique. On dit qu'un corps a de l'énergie potentielle quand il est placé au-dessus d'autres objets *(i. e.),* il a un pouvoir potentiel par rapport à tout autre objet ou point au-dessous de lui. Une pierre jetée en l'air perd graduellement l'énergie initiale qui lui a été communiquée par la force qui la projeta en l'air, mais cette énergie actuelle est graduellement convertie en énergie potentielle, cette dernière augmentant avec la perte de la première jusqu'à ce que l'énergie initiale soit transformée entièrement en potentielle, à son plus haut point. Ainsi, l'énergie potentielle est un avantage de position. Maintenant, dans le monde commercial, les marchandises ont des relations différentes l'une envers l'autre, relations qui changent constamment. Les marchandises ont continuellement des élévations et des abaissements de prix, changements qui sont analogues au changement d'altitude en mécanique. Avec chaque baisse il y a perte, et avec chaque hausse gain, dans le pouvoir d'achat, justement comme avec un corps tombant ou montant dont l'énergie potentielle diminue et augmente. Le pouvoir d'achat, contrairement à la valeur, *est capable d'être*

de l'absurdité. « Cette objection est si palpable, écrit Francis-A. Walker, que plusieurs écrivains qui adhèrent encore au terme *mesure de la valeur,* abandonnent celui de *étalon de la valeur.* »

Et il dit encore : « La valeur est une relation et par conséquent *ne peut être mesurée, mais seulement exprimée ou exposée.* »

Macleod dit : « Il est aussi bien d'expliquer ce que ces économistes veulent dire en cherchant un étalon invariable de la valeur. Si nous avions un yard anglais et quelques autres mesures étrangères de longueur devant nous, nous pourrions à la fois percevoir la différence entre elles; et si l'on nous parlait du mesurage de bâtiments étrangers, cependant éloignés comme époque et comme pays, nous pourrions, par un très simple calcul, les réduire à l'étalon anglais de mesurage et les comparer avec les dimensions de nos propres constructions. Ces économistes qui ont besoin d'un étalon invariable de la valeur, manquent d'une simple marchandise quelconque, par laquelle ils puissent comparer la valeur des autres choses dans tous les pays et à toutes les époques.

» Mais la moindre réflexion montrera qu'un tel étalon est absolument impossible par la nature même des choses... Si une quantité d'or était placée à côté d'un nombre d'autres choses, il n'y a pas de sens humain qui pourrait discerner quelle pourrait être leur valeur. Et les changements les plus violents dans leurs valeurs pourraient se produire sur le marché sans qu'il y ait aucun signe visible d'une telle chose.

» Les valeurs ne sont pas perceptibles par une démonstration oculaire, mais elles doivent être déclarées par les communications entre les esprits. De plus, il n'est pas possible de préciser les différentes valeurs des différentes quantités d'or obtenues à des époques et dans des pays différents...

» Le seul critérium de la valeur est un échange, et à moins que nous ne puissions effectuer un échange, il ne peut y avoir aucune valeur. Comment pouvons-nous échanger une once d'or en l'année 188 de l'ère chrétienne avec une once en l'année 1588, ou avec une autre en l'an 1888? »

Bailey dit aussi : « La valeur est une relation entre des marchandises *contemporaines,* parce que celles-là seulement sont admises à l'échange l'une avec l'autre; et si nous comparons la

valeur d'une denrée à un moment avec sa valeur à un autre moment, c'est seulement une comparaison avec la relation *qui existe à ces différents moments avec quelque autre marchandise.* Ce n'est pas une comparaison de quelque qualité intrinsèque, à une époque avec la même qualité à une autre époque, mais une *comparaison de rapports*, ou une comparaison des quantités relatives dans lesquelles les denrées s'échangent entre elles à deux époques différentes... Il est impossible, pour un rapport direct de valeur, d'exister entre A en 100 et A en 1800, justement comme il est impossible, pour un rapport de distance, d'exister entre le soleil à la première période et le soleil à une dernière période. »

Macleod observe plus loin : « Un étalon de valeur invariable est en lui-même absolument impossible par la vraie nature des choses, parce que la valeur est un rapport, et qu'une simple quantité ne peut être la mesure d'un rapport. Une mesure de longueur ou de capacité est une simple *quantité* et mesure d'autres simples *quantités*, telles que différentes longueurs ou capacités. Mais la valeur est un rapport, et il est impossible, par la nature des choses, qu'une simple quantité puisse mesurer un rapport. Il est impossible de dire que $a : b :: x$. Il est manifestement absurde de dire 4 : 5 :: 8 : sans dire comme 8 est à quoi, justement comme il est absurde de dire qu'un cheval galope à raison de vingt milles sans dire en quel temps.

Mais on peut faire la question : « Comment expliquez-vous l'universelle créance donnée à ce qui est dénommé par le terme *étalon de la valeur?* Macleod pense que la réponse doit être trouvée dans la cause qui donna lieu à l'usage de ce malencontreux terme « valeur intrinsèque », c'est-à-dire une croyance que la valeur est une propriété ou une qualité des marchandises. Elle est due, dit-il, à l'acceptation générale de la doctrine erronée que le travail est la cause de la valeur, et que la valeur d'un objet est par conséquent la quantité de travail *qu'il renferme* ou appliquée à l'obtenir. A citer une fois de plus : « Que c'est principalement à Smith et à Ricardo qu'est due cette malheureuse confusion des idées, entre la valeur considérée comme une quantité de marchandise qu'une autre marchandise peut acheter et la quantité de travail comme incorporée dans la marchandise elle-même, confusion qui non seulement a

Son point de départ est en ceci : la *valeur d'échange* n'est pas une propriété *inhérente* aux marchandises échangées, elle n'a rien de *substantiel,* elle n'exprime aucune *innéité.* Elle est conçue en dehors de toutes les théories économiques et socialistes d'après lesquelles le travail *incorporé* aux produits est à la fois le *fondement* et la *mesure* de leur valeur échangeable.

La valeur n'exprime qu'un *rapport* entre les choses livrées à l'échange, elle est une *relation entre les quantités* de marchandises échangées les unes contre les autres, elle exprime *combien* de l'une d'elles s'échange contre une quantité donnée d'une autre.

De cette notion de la valeur l'auteur *déduit* l'impossibilité, non seulement d'un *étalon,* mais de toute *mesure* de la valeur.

L'*étalon*, c'est l'unité de *mesure invariable* de la valeur; la *mesure*, en général, c'est une quantité donnée d'une certaine substance matérielle, concrète.

Dès lors que la *valeur* n'est plus donnée par un élément ou un caractère inhérent à la marchandise, tel que le travail, il est impossible de concevoir une *unité* invariable et inflexible à laquelle on ramène dans tous les temps et tous les lieux l'expression de toutes les valeurs.

Il est semblablement impossible que même à un moment donné une *substance* mesure un *rapport* entre deux ou plusieurs *substances*. Il est d'ailleurs acquis que toutes les substances auxquelles ce rôle a été assigné ont varié historiquement de valeur.

On *exprime* donc un *rapport de valeur,* on ne le *mesure pas* par un élément objectif, matériel, et la valeur reste la relation entre des *quantités* de marchandises ramenées à une unité physique et échangées l'une contre l'autre. C'est un rapport entre des *quantités* et qui ne peut être que *numériquement* exprimé, par le nombre d'unités physiques de l'une que l'on obtient en échange d'un certain nombre d'unités physiques, ou de l'unité physique d'une autre.

Mais le pouvoir *acquisitif* d'une marchandise n'est pas identique à la *valeur;* pendant que la valeur d'échange s'exprime par le *rapport* de *deux quantités,* de *deux nombres,* on peut concevoir le pouvoir *acquisitif* de l'une d'elles à l'égard des autres comme *ramené* à une certaine unité, comme socialement *commensurable*. Supposez que l'on établisse les *rapports de*

valeur entre les *différentes quantités de produits divers* qui peuvent s'échanger les unes contre les autres. On pourra ramener les nombres à leur plus petit multiple commun et alors le pouvoir d'achat de chacun d'eux pourra s'exprimer par le nombre d'*unités* que donnera ce calcul.

Ce seront de pures unités *numériques* exprimant simplement les nombres *proportionnels* selon lesquels les produits considérés sont échangeables ; mais on pourra dire que le pouvoir d'achat de chacun d'eux s'exprime à un moment donné par le nombre d'*unités* que le calcul a fourni. On peut suivre les variations de ces *pouvoirs d'achat* en construisant, d'une *manière continue,* des tables analogues à celles que fournissent les *index numbers* et dont les mercuriales donnent les éléments.

Tel est l'enchaînement des idées de l'auteur.

Voici maintenant que nous pénétrons dans le domaine de la *monnaie* proprement dite.

La *fonction monétaire* sera conçue indépendamment de toute *substance monétaire :* c'est l'association de la *fonction* monétaire et d'un élément *matériel* qui a fait naître les difficultés inextricables, les confusions funestes, les antagonismes dans lesquels nous nous agitons, et où le *travail ne réussit pas à se dégager de l'étreinte des détenteurs de la monnaie métallique.* Pendant que par l'association de la fonction monétaire avec une substance monétaire on aboutit à considérer une demi-transaction comme une transaction entière, et à admettre la libération sociale de toute dette par le paiement de la monnaie matérialisée, la dissociation définitive de cet organe matériel et de la fonction monétaire montrera que cette fonction n'est socialement accomplie, et parfaite, et toute dette réellement éteinte, que par l'échange des produits ou des services contre des produits ou des services.

Telle est l'idée directrice du chapitre qui suit.

§ I. — La monnaie.

L'argent est la seule puissance devant laquelle toute l'humanité s'incline.

(Butler's « Hudibras. »)

Toutes les fois que nous avons à soutenir une discussion sur la question monétaire, nous avons à affronter un grand obstacle — une superstition — qui s'est fortement implanté dans l'esprit

populaire, et qui peut être appelé le fétichisme de l'or et de l'argent.

Nous sommes si habitués à associer les choses avec leurs fonctions, que finalement grandit dans nos esprits l'idée d'une personnalité appartenant à l'objet lui-même, et nous lui attribuons inconsciemment des qualités et des tendances humaines. Ainsi nous entendons journellement les expressions « bonne monnaie », « mauvaise monnaie », un dollar « honnête » ou « malhonnête ». On appelle l'or « poltron », et l'on dit qu'il « refuse » de circuler, et le vrai comble du fétichisme est renfermé dans l'expression « l'argent parle ».

Quoique tout d'abord ces expressions et ces idées soient purement figurées, après un temps, spécialement parmi les ignorants, l'idée engendre une croyance et une superstition. Les voyageurs nous content combien il est difficile d'amener les esprits de ceux qui pratiquent l'adoration des idoles à distinguer entre les objets et leurs fonctions.

C'est précisément cette superstition qui rend la question monétaire si difficile à comprendre par l'homme d'intelligence moyenne : accoutumé pendant toute sa vie à manier des pièces de monnaie, qui jouent la fonction de la monnaie, les pièces sont pour lui la monnaie elle-même, justement comme l'idée de la force, pour un ingénieur, est contenue dans la conception d'une machine à vapeur. Pour lui, la machine devient synonyme de force invisible, au lieu de l'instrument par lequel la force se manifeste.

Pour comprendre parfaitement l'idée de la monnaie, nous devons séparer entièrement dans notre esprit la matière à travers laquelle et par laquelle la monnaie est exprimée et la monnaie elle-même.

La question monétaire est le côté pratique de la question de la valeur, et il reste à voir si la théorie de la valeur, telle qu'elle est exposée dans la partie précédente de cet ouvrage, permet une application pratique ou non. En science, la théorie et la pratique doivent toujours s'accorder, et là où c'est le cas, les résultats d'une telle pratique doivent être ceux que l'on cherchait. Partout où les résultats d'une politique financière ou commerciale diffèrent de ceux que l'on visait, désirait (ce qui, avec notre système actuel, est généralement le cas), nous

pouvons être sûrs que la politique n'est pas en harmonie avec la science, et qu'elle est basée sur des principes antiscientifiques. Les systèmes monétaires actuels du monde peuvent être brièvement décrits comme suit :

Afin de faciliter l'échange des marchandises, une marchandise est choisie comme étalon auquel les autres sont comparées, et les valeurs de toutes sont exprimées dans les termes de celle-là. L'or est l'étalon choisi par le monde civilisé, il est la base de tous les systèmes monétaires ou de presque tous les systèmes monétaires du monde. La monnaie est donc considérée comme une marchandise, et l'on dit qu'elle remplit les fonctions : 1° d'intermédiaire des échanges; 2° de commune mesure de la valeur; 3° d'étalon de la valeur; 4° d'étalon pour les payements différés. L'avantage de la monnaie ainsi constituée, consiste à éviter les inconvénients de l'échange, c'est-à-dire « l'improbabilité de la rencontre entre les personnes *manquant* ou ayant besoin de certaines richesses et les *personnes possédant* ces biens; la complexité des échanges, qui ne sont pas faits dans les termes d'une seule substance; et la nécessité d'avoir quelques moyens de diviser et de distribuer les articles échangeables ». (Professeur Jevons.) On dit que la monnaie surmonte ces difficultés en agissant *comme dénominateur commun des valeurs.*

D'innombrables discussions ont eu lieu touchant la vraie nature et les fonctions de la monnaie, mais presque tous nos économistes modernes s'accordent à regarder la monnaie comme une marchandise.

Or, j'ai démontré qu'il n'y a pas d'étalon ou de mesure des valeurs, que ces termes mêmes renferment une absurdité et que leur existence est impossible par la vraie nature des choses. La monnaie *n'est donc ni un étalon, ni une mesure commune des valeurs,* et il ne sera pas nécessaire de traiter plus avant de ces deux soi-disant fonctions de la monnaie.

Nous allons maintenant rechercher la vraie origine, la nature et les fonctions de la monnaie, et nous essayerons de résoudre ce problème : une marchandise *peut-elle remplir les fonctions de monnaie?*

L'origine de la monnaie remonte aux inconvénients auxquels le système du troc donna lieu. Ces inconvénients provinrent de

la nature même des choses échangées, c'est-à-dire du manque de divisibilité. Si toutes les marchandises étaient aisément et également susceptibles d'être divisées et subdivisées, elles pourraient être échangées en toute proportion. La difficulté de rendre toutes les marchandises proportionnellement échangeables donna lieu à la nécessité de posséder les moyens de calculer et d'exprimer ces proportions dans l'échange.

Ainsi, si un marchand de chevaux désire 50 boisseaux de blé, et si le marchand de blé a besoin d'un cheval, on tentera d'échanger un cheval contre du blé. Le maquignon juge qu'un cheval vaut 200 boisseaux et le marchand est d'accord avec lui. Ainsi un cheval vaut 200 boisseaux de blé. Or, puisqu'il est impossible de diviser un cheval et d'utiliser encore ses services, si l'échange a lieu, le vendeur du cheval a 150 boisseaux de blé dont il n'a pas l'usage. S'il ne prend que 50 boisseaux, le marchand de grains lui doit 150 boisseaux ou leur équivalent. De là provient une dette, et de cette inégalité dans l'échange est née la nécessité de la monnaie.

Maintenant nous avons déjà vu, en discutant le sujet de la valeur, que la relation proportionnelle selon laquelle des denrées sont échangées entre elles est appelée leur valeur. De là un système qui, pour éviter les inconvénients du troc, doit servir à *exprimer les valeurs*. J'ai montré que les valeurs ne sont susceptibles que d'expressions numériques. UN SYSTÈME MONÉTAIRE DOIT PAR CONSÉQUENT ÊTRE UN SYSTÈME NUMÉRIQUE.

Transportons-nous, en pensée, à une époque et dans un lieu où la monnaie matérielle est inconnue. Les affaires et le commerce d'un tel endroit consisteront dans l'échange direct en nature des divers produits nécessaires à la vie et au bonheur. Un fermier enverra son blé au marché et l'échangera en quantités variées contre les différentes choses dont il peut avoir besoin. Ainsi, l'éleveur de moutons échangera son mouton contre le vin du vigneron; le tisserand, son drap contre le gibier du chasseur, et ainsi de suite. Mais certains inconvénients surgissent. Parfois, le fermier qui a besoin de vin, trouve le vigneron qui n'a pas besoin de blé, et si le blé est tout ce qu'il a pour payer, il ne sait plus que faire. Le garçon de ferme qui s'est engagé avec le fermier à condition de recevoir tant sur la récolte pour son labeur, se trouve lui-même avoir besoin de

bottes, d'habits et de différentes autres choses. Il ne peut toujours échanger son blé directement contre ce dont il a besoin. Le médecin qui a soigné l'éleveur de moutons, ne se soucie pas de cette viande-là, par conséquent il ne désire pas un mouton. Comment l'éleveur payera-t-il le médecin? D'un autre côté, le charpentier, qui a bâti une maison pour le vigneron, trouve que s'il acceptait du vin en retour, il en aurait assez au moins pour deux cents ans, dût-il vivre aussi longtemps. Comme il ne peut vivre entièrement de vin, il ne souhaite pas d'accepter en payement exclusivement cette denrée. Ici surgit la nécessité d'avoir un plan ou un système par lequel l'industrie et le commerce de la société peuvent être continués sans voir naître ces difficultés. La société a besoin d'un inventeur possédant assez de cervelle pour trouver le moyen de surmonter ces inconvénients. Deux plans peuvent être suggérés. Nous décrirons d'abord celui qui a été le plus généralement adopté. « Dans le cours des âges, dit Macleod, toutes les nations adoptèrent ce plan : elles se fixèrent sur une certaine substance matérielle qu'elles convinrent de rendre toujours échangeable entre elles, pour représenter le montant d'une dette. » La substance choisie fut celle dont le professeur Jevons dit : « qu'elle semblait désignée par la nature pour remplir ce but », c'est-à-dire l'or. « Puisqu'il peut être fondu, divisé et subdivisé, qu'il est homogène, portatif, qu'il est reconnaissable, qu'il est indestructible et stable, il apparaît comme la substance la mieux appropriée à ce dessein. »

Les divers marchands, fermiers, éleveurs de moutons, etc., eurent par conséquent à se rendre chez l'orfèvre et à s'arranger au mieux avec lui pour avoir un approvisionnement de pièces d'or. Etant d'abord convenus entre eux d'accepter ces pièces en échange de leurs divers produits dans certains rapports, les affaires de la société purent continuer, et les obstacles d'abord rencontrés furent écartés — *pourvu toujours, que ces marchands eussent en tout temps le pouvoir de commander l'or avec leurs marchandises*. Si l'orfèvre, de son côté, manquait de se dessaisir d'un plus grand nombre de pièces, il refoulerait simplement la société en arrière dans son état originaire de barbarie. Si l'inventeur d'un tel plan était un opérateur du XIXe siècle, il devrait, avant d'exposer un tel système pour faciliter

les échanges, procéder à l'inventaire de tout l'or et de toutes les mines d'or de la société.

Il persuaderait ainsi au gouvernement de la communauté de promulguer une loi rendant l'or la monnaie (tender) légale et fixant un certain poids d'or comme un étalon arbitraire de la valeur. Ayant accompli ces choses, il pourrait sûrement se considérer lui-même riche « au delà des rêves de l'avarice ». Ayant sûrement établi ce système pour faciliter les échanges et aider la communauté, en lui prêtant l'or, il lui suffirait de fermer ses mines et d'amasser en secret son trésor, pour avoir bientôt, tombée sous son contrôle, une large part de la richesse de notre société imaginaire. *En contrôlant l'intermédiaire de l'échange, il contrôlerait le commerce entier de la communauté.* Maintenant, quoique l'usage de cette substance, l'or, puisse (aussi longtemps que les marchands d'or le permettraient) faciliter l'échange et éviter les complications décrites auparavant, *le système serait toujours un système de troc.* L'échange du blé contre l'or est autant un troc qu'il le serait contre du vin ou n'importe quoi d'autre. C'est l'échange direct d'un produit contre un autre.

Il n'y a ici encore aucune apparence ou conception de monnaie.

Supposons maintenant que l'or, l'argent et les métaux précieux soient inconnus dans notre communauté imaginaire. L'inventeur trouve le plan que voici. Il découvre *d'abord la proportion* dans laquelle se trouvent tous les divers produits les uns envers les autres. Il trouve aussi que le fermier et le vigneron échangent un boisseau de blé contre un gallon de vin; l'éleveur de moutons et le fermier, un mouton contre vingt boisseaux de blé; le tisserand et le vigneron, un yard de drap contre deux gallons de vin, et ainsi de suite. Il établit alors en tableau toutes les denrées dans leurs relations d'échange, ainsi :

Boisseaux de blé	Gallons de vin	Nombre de moutons	Yards de drap
20	20	1	10

Cela fait vingt boisseaux de blé échangés pour vingt gallons de vin, ou un mouton, ou dix yards de drap.

Toutes les denrées, depuis la moindre valeur jusqu'à la plus grande, auront leurs relations d'échange ainsi exprimées par leurs quantités respectives. En divisant leur plus petit multiple

commun par chaque nombre respectivement, nous trouvons leur rapport de valeur. Ainsi :

$$\frac{20}{\underset{\text{Blé}}{20}\quad\underset{\text{Vin}}{20}\quad\underset{\text{Mouton}}{1}\quad\underset{\text{Drap}}{10}} = \overset{\text{Blé}}{1}\quad\overset{\text{Vin}}{1}\quad\overset{\text{Mouton}}{20}\quad\overset{\text{Drap}}{2}$$

En prenant l'unité numérique pour unité, les denrées peuvent être classées ainsi : un boisseau de blé équivaudra à une unité de pouvoir d'achat, un mouton à vingt unités, et ainsi de suite, *à cette époque et à cet endroit particuliers*.

Prenant cette unité pour représenter une *unité de pouvoir acquisitif, d'achat*, notre inventeur suggérerait d'imprimer sur des morceaux de papier durable, de format convenable, de simples unités et des multiples d'unités représentant des *pouvoirs d'achat correspondants. De tels billets pourraient être émis avec l'autorisation du gouvernement de la communauté,* ou bien chaque marchand émettrait les siens. Ainsi, dans le cas du fermier et de son ouvrier, au lieu de lui donner, disons 10 p. c. de sa récolte, ou peut-être un millier de boisseaux de blé pour ses services, il pourrait, en consultant son tableau ou le cours du marché (qui serait publié journellement, comme à présent, en donnant les fluctuations des diverses denrées), trouver le blé marqué, disons par exemple dix unités de pouvoir d'achat par boisseau, et ainsi le payer en billets jusqu'à concurrence de dix mille unités. Egalement, l'éleveur de moutons donnerait au médecin des billets pour trente ou quarante unités, et ainsi de suite. Si la communauté était petite et si chaque membre convenait d'accepter les billets des autres, de tels billets pourraient être émis individuellement; *autrement la communauté les émettrait* COLLECTIVEMENT. ICI NOUS AVONS LA VRAIE FORME SCIENTIFIQUE DE LA MONNAIE. Dans le premier cas, comme nous l'avons vu, *la monnaie n'existe pas*. Elle n'est que l'échange de toutes les marchandises contre une marchandise particulière. *Dans le dernier exemple, l'intermédiaire de l'échange n'est pas une denrée*. L'échange de blé pour autant d'unités arbitraires exprimées en morceaux de papier n'est pas l'échange d'une denrée contre une autre, mais contre le droit ou le pouvoir de demander des services ou des marchandises à une époque future. *La seule chose indispensable, pour que de tels billets constituent la monnaie, est que les membres de la communauté conviennent de les accepter entre eux en échange de*

leurs produits. Considérons, par exemple, la transaction du fermier avec le garçon de ferme. Ayant droit à 10 p. c. de la récolte, ce dernier ne se trouve pas capable d'utiliser le produit de la manière qu'il désire. Le fermier lui doit, comme nous savons, un millier de boisseaux de blé ; mais l'ouvrier manque de souliers, d'habits, de chapeaux et d'une diversité de choses. Maintenant supposons que le fermier lui paye la valeur du blé en or. Il est aussi mal loti que s'il avait été payé en blé, si ce n'est que l'or est plus généralement acceptable que le blé, puisque ce n'est pas l'or dont il a besoin, mais ce qu'il peut procurer. Le payement donc des billets, ou en autres termes la monnaie, est la reconnaissance de la part du fermier d'une dette équivalente à un millier de boisseaux de blé en ce moment et en ce lieu particulier. Ces billets sont des ordres tracés sur tout autre membre de la communauté de rendre à cet homme des marchandises et des services équivalant à un millier de boisseaux de blé, et si ces billets émanent du fermier, la communauté s'adressera à lui pour en obtenir le remboursement en blé. *S'ils émanent de la communauté collectivement,* ils peuvent être remboursés par le gouvernement de la communauté au moyen de taxes, ou rester dans la circulation. Le payement des *billets* ou *monnaie* n'est pas un échange de deux produits, tel que dans le cas de l'intermédiaire de l'or.

Le garçon de ferme a échangé son produit, c'est-à-dire ses services, pour un ordre ou un droit de demander mille boisseaux de blé comme équivalent. *Etant socialement reconnu et socialement acceptable et exprimé en termes dans lesquels le pouvoir d'achat de toutes les denrées est commensurable, ce papier sert comme moyens d'exprimer les valeurs, et il est, par conséquent, strictement et scientifiquement la monnaie.*

« La vraie nature de la monnaie est maintenant apparente. *C'est simplement un droit ou un titre à demander quelque produit ou service à une autre personne.* Maintenant, quand quelqu'un accepte de la monnaie en échange de produits ou de services rendus, il ne peut ni la boire, ni s'en vêtir ; et il n'y a aucune espèce de satisfaction économique pour le service qu'il a rendu. Il ne consent à l'accepter pour le service qu'il a rendu que parce qu'il croit, ou a confiance, qu'il pourra acheter quelque satisfaction qu'il désire, à quelque époque qui lui plaira. La

monnaie est donc ce qu'on appelle le CRÉDIT. » (Macleod.)

Le terme « intermédiaire de l'échange » indiquerait une distinction entre la véritable nature de ce qui sert d'intermédiaire et celle des choses échangées. La transaction comme vente n'est pas un troc ni une complète transaction d'échange.

Ce n'est pas l'échange d'un produit avec un autre; c'est ce qu'on appelle un demi-échange. L'échange n'est qu'à moitié accompli; il n'est complet que lorsque nous avons acheté avec la monnaie ce qui nous manquait. Alors, et alors seulement, l'échange est accompli et la satisfaction réciproque effectuée.

« Une vente de marchandises pour de l'argent, dit Francis A. Walker, est seulement une demi-transaction; l'autre moitié n'a lieu que lorsque la monnaie elle-même est vendue pour des denrées. »

L'intermédiaire d'échange ne doit donc pas être regardé comme une marchandise, ni soumis aux mêmes influences.

Il doit être absolument invariable, puisqu'il doit exprimer exactement les relations d'échange des marchandises entre elles. Il est impossible qu'un intermédiaire variable puisse le faire; et comme tous les produits échangeables sont variables et sujets aux fluctuations, *aucune marchandise ne peut, scientifiquement parlant, constituer un intermédiaire d'échanges.*

La différence entre ce qui est appelé marchandise-*monnaie* et la vraie monnaie peut être démontrée comme suit :

Soit A, B, C, trois marchandises, C étant la marchandise intermédiaire. Soit M la monnaie sous sa forme scientifique. Le résultat d'un échange complet est, comme nous l'avons vu, une satisfaction réciproque. Pour accomplir ceci, dans le premier cas, nous avons A = C; C = B; ce sont deux échanges complets pour un résultat économique. Avec la monnaie nous avons A = M = B, ce qui est un échange complet et un résultat économique, c'est-à-dire une satisfaction réciproque. L'idée de la monnaie puise son origine dans le désir d'effectuer un échange, quand deux marchandises *de valeur inégale* sont en présence l'une de l'autre. Ainsi, en nous en rapportant à notre exemple précédent : Supposons que le vigneron désire du fermier 1,000 boisseaux de blé et qu'il convienne de l'échanger au taux de 1,000 boisseaux de blé = 1,000 gallons de vin, mais le fermier a besoin seulement d'un gallon de vin, il ne peut en

consommer davantage. Le vigneron donc, dans cette transaction, devrait au *fermier l'équivalent* de 999 boisseaux de blé, c'est-à-dire *999 gallons de vin*. Le fermier demande une preuve substantielle de cette dette du vigneron envers lui et sous une *forme* telle qu'il puisse la transmettre aux autres pour les choses qu'il désire se procurer et qu'ils possèdent. Afin de rendre cette preuve efficace, *elle doit être socialement reconnue et généralement acceptée*. Supposons que dans le premier système d'échange, le vigneron paye au fermier la différence en or. En l'absence de tout acte légal, ou d'intervention gouvernementale, le vigneron est-il déchargé de sa dette? Cela dépendrait de l'acceptation par le fermier de l'or comme libération définitive de la dette, et il ne donnerait son consentement que si la société acceptait aussi. Il ne l'accepterait donc que comme un intermédiaire, un moyen de se procurer ce dont il aurait besoin. Mais, maintenant, voyez la différence du résultat entre une marchandise intermédiaire et la véritable monnaie, telle que je l'ai décrite. Dans l'usage de l'or, *un tel intermédiaire est reconnu pour être l'équivalent* per se *des marchandises achetées*. Il est donné comme *décharge définitive de la dette ou de l'obligation*. Maintenant, personne ne croit que l'or fonctionnant comme moyen d'échange soit de quelque avantage spécial; il ne procure ni confort ni bonheur en dehors de ses fonctions monétaires acquises; il ne donne pas de satisfaction économique; on n'en a pas besoin. De là, l'intermédiaire *or, comme or,* est simplement sans utilité. Il n'est pas d'une utilité plus grande que le papier sur lequel se trouve gravé le nombre d'unités de pouvoir d'achat. Il ne fait rien de plus qu'une matière quelconque qui remplit les fonctions de la monnaie. Maintenant, supposons que le vigneron paye la différence par un billet représentant sa dette; la dette est-elle définitivement éteinte? *Non, pas avant que le billet ne soit remboursé en marchandises*. Il doit l'équivalent de 999 boisseaux de blé, ce qui est 999 gallons de vin, *et si la société convient d'accepter son billet*, c'est vers lui qu'elle se tourne pour le remboursement. Dans ce cas, la société acquerrait 999 gallons de vin, un article utile et désirable, au lieu de plusieurs pièces d'or qui, comme monnaie, n'ont pas une plus grande utilité que le papier. En d'autres mots, l'usage de la monnaie-marchandise ou métallique prive

la société d'un nombre correspondant de produits utiles, et y substitue donc ce qui est inutile, comparativement parlant. Nous avons donc ce principe : *L'usage de la marchandise-monnaie constitue une perte pour la société égale au coût de production de la masse de marchandise ainsi employée.* En plaçant *la monnaie sur une base scientifique et en la faisant rachetable par toutes les marchandises au lieu d'une seule,* qui est comparativement inutile, *le bénéfice pour le monde serait incalculable.* Quand je parle de l'or comme étant comparativement inutile, j'entends que s'il était soudainement et complètement dissocié de la monnaie, il deviendrait presque une chose sans valeur sur le marché et baisserait de prix comme l'a fait récemment l'argent, qui couvrirait difficilement ses frais de production. La différence fondamentale entre la vraie monnaie et la marchandise-monnaie est que là où une vente de marchandises a lieu *contre la dernière, la transaction est complète.* Maintenant, quoique des économistes tels que Walker admettent que le vendeur n'a pas reçu satisfaction avant qu'il n'ait échangé la monnaie contre quelques produits désirables, cependant ils regardent la transaction comme complète et la dette comme définitivement éteinte aussitôt que la monnaie est payée; de là, il y a un échange économique sans satisfaction réciproque, *ce qui est scientifiquement impossible.* Nous avons vu, en traitant de l'échange, que le critérium d'un échange complet était une satisfaction réciproque. Les deux parties, dans une transaction, doivent recevoir satisfaction par un échange de marchandises d'utilités désirables. L'échange d'une marchandise contre une marchandise-monnaie est une absurdité. Il implique libération des obligations de l'un envers l'autre, alors qu'il n'y a satisfaction que pour l'un d'eux. *Il déclare la transaction complète quand elle ne l'est pas.* On dit que l'échange est complet sans que les résultats naturels d'un échange soient accomplis. C'est complètement antiscientifique, et le conflit entre la marchandise et la monnaie est la cause de tout le mal. Comme définitivement libératoire d'une obligation, la marchandise prend la priorité et déclare la transaction d'échange complète. Comme monnaie, elle s'affirme comme étant l'*intermédiaire* de l'échange; ce n'est pas la chose désirée, mais simplement son représentant, *un moyen pour une fin,* une chose intermédiaire qui constitue alors

le mécanisme de l'échange; de là la contradiction. *Par conséquent, nous sommes forcés d'échanger nos marchandises contre une marchandise particulière dont nous n'avons pas besoin, afin d'acquérir les moyens par lesquels nous pourrons définitivement obtenir les marchandises que nous désirons*. On dit que la monnaie exprime les valeurs, et elle est aussi appelée un dénominateur commun des valeurs. Francis Walker dit ainsi : « Les économistes sont à peu près d'accord que la valeur est un rapport, et, dans l'intérêt de la discussion présente, nous devons la considérer comme telle. Mais, assurément, une relation, un rapport ne peut être mesuré! Vous ne mesurez pas la relation entre un mille (1,609 mètres) et un furlong (201 mètres); vous l'exprimez comme 8 : 1. Vous employez un langage commun pour les deux quantités. Vous prenez un terme commun ou un dénominateur commun pour les deux distances, et ainsi vous les mettez immédiatement en comparaison l'une avec l'autre. Diriez-vous, par exemple, qu'un mille fait 63,360 pouces et qu'un furlong est la vingt-quatrième partie d'une lieue? L'auditeur inhabile et sans technique ne se ferait aucune idée de la relation qui existe entre un mille et un furlong. Au lieu de cela, vous prenez une quantité, le furlong, comme unité et vous réglez l'autre d'après lui, et l'auditeur le moins instruit, le moins pratique comprendra d'un coup la relation. C'est précisément ce qui est accompli par la monnaie. »

Rien ne peut être ni plus clair, ni moins ambigu que cette description de la monnaie, le dénominateur commun des valeurs. Après cette exposition de la question, il est étonnant de trouver cet écrivain tombant dans la même erreur dont il prévient les autres. Il dit : « Etant donné le fait du *désir général d'un article de qualité uniforme,* qui est susceptible d'une division aisée et exacte, nous avons satisfait à toutes les exigences d'un dénominateur commun dans l'échange. » Mais qu'est-ce, au nom du sens commun, que ce « désir général » d'un article peut avoir affaire avec « un dénominateur commun dans l'échange »? Nous échangeons des choses *dissemblables*, une espèce de marchandise contre une autre. Nous n'échangeons pas des choses de même dénomination l'une contre l'autre. Par exemple, nous échangeons du blé contre du beurre et du beurre contre de l'or, mais pas beurre contre beurre

ou or contre or. *Comment peut-il y avoir un dénominateur commun pour des choses de dénomination dissemblable?* Le soutenir est une absurdité. Maintenant la relation d'échange est susceptible d'être exprimée dans un langage commun. Tandis que les *denrées elles-mêmes ne peuvent être* présentées sous une même dénomination, *leurs relations d'échange peuvent l'être, et ces relations ce sont leurs valeurs.* Qu'est-ce que le désir a affaire avec le rapport? *Les valeurs,* comme nous l'avons vu, *sont des relations de quantités, des rapports de quantités,* et peuvent être exprimées en *nombres. Un dénominateur commun des valeurs est donc un dénominateur commun de nombres; ou, en d'autres mots, c'est un dénominateur commun de quantités, non de qualités.* Voici, par exemple, deux marchandises dont les relations de valeur sont les suivantes : 1 livre de sucre : 1 livre de café :: 2 : 25; ce qui montre que 25 livres de sucre s'échangent pour 2 livres de café. Quel est le dénominateur commun pour cette expression de la valeur? La valeur du sucre à celle du café est comme 2 : 25. Puisque ce sont des entiers, ils sont commensurables avec l'unité; dès lors donc, *l'unité numérique est le dénominateur commun de leurs valeurs. Le langage commun des valeurs, ce sont des nombres.* Ils ne peuvent être exprimés eux-mêmes par l'intermédiaire de l'or, de l'argent ou du blé, pas plus que l'homme ne peut exprimer ses pensées par l'intermédiaire de ses habits. Un « désir général d'un article » n'a pas plus à voir avec un dénominateur commun des valeurs qu'une demande d'habits n'a à voir avec le langage. En fait, il serait aussi sensé de parler d'exprimer la relation d'un furlong avec un mille par « un article » pour lequel il y aurait un « désir général », que de parler d'exprimer les valeurs, ou de constituer un dénominateur commun des valeurs, par la même chose. « Vous ne mesurez pas la relation entre un mille et un furlong; vous l'exprimez ainsi : = 8 : 1. Vous usez d'un langage commun pour les deux quantités. Vous prenez un terme commun ou dénominateur commun pour les deux distances, et ainsi vous les mettez en comparaison immédiate l'une avec l'autre », dit le professeur Walker. Précisément ainsi, et c'est exactement ce que vous faites avec les valeurs. « Vous vous servez d'un langage commun pour les deux quantités », et il n'est pas d'article de qualité uniforme, « pour lequel il y a un désir

général », qui ne soit aussi incapable de mesurer ou d'exprimer les relations d'échange des marchandises qu'il est incapable d'exprimer le rapport d'un furlong avec un mille. L'une et l'autre sont des *relations quantitatives,* et ne peuvent être exprimées que *numériquement.* Le long et quelque peu habile argument par lequel le professeur Walker cherche à renverser les erreurs de ceux qu'on appelle les avocats de la « monnaie difficile » *(hard money)* est fondé sur un sophisme aussi grand que ceux qu'il cherche à exposer. Quand il écrit que la monnaie « exprime les valeurs » et est « le dénominateur de la valeur », il écrit correctement et scientifiquement. Il traite ainsi la monnaie du point de vue de l'Economique. Mais quand il écrit que la monnaie est un « article de *qualité uniforme, susceptible d'une division facile et exacte* », il traite la monnaie comme une marchandise, et du point de vue d'une institution consacrée par les lois et d'une institution également antiscientifique et contraire à la nature des choses. Scientifiquement parlant, il serait justement aussi sensé pour un gouvernement d'édicter une loi déclarant qu'il y aura deux couchers du soleil par vingt-quatre heures, ou que noir sera blanc, que de déclarer que 25 grammes 8/10 d'or seront un « étalon de la valeur », et que la monnaie est une marchandise.

Les législateurs disent qu'une chose est ainsi, et la science dit qu'elle est autrement. Les législateurs déclarent que la monnaie est une marchandise; la science dit qu'elle ne l'est pas et ne peut l'être.

Et ainsi, en essayant de réconcilier deux théories opposées et contradictoires, le professeur Walker, en compagnie de Macleod et de plusieurs autres économistes capables, manque le but vers lequel se dirige infailliblement la science de l'Economie. Abordez le sujet à quel point de vue vous voudrez, pourvu que ce soit dans le véritable esprit scientifique, et la seule solution de la question monétaire *est trouvée en délivrant la monnaie de son association* contre nature avec une marchandise. Ce n'est pas la première fois que les lois des nations sont entrées en conflit avec celles de la science.

Les tours joués par cette association de la monnaie avec une marchandise, sont les plus étranges qui soient. Elle a conduit les économistes dans un parfait labyrinthe de mystères et de

confusions, à ce point que la science des échanges ressemble à un casse-tête chinois. Elle a conduit Francis Walker, un des plus savants penseurs économistes, à des conclusions directement opposées à celles qu'il aurait atteintes logiquement; de même pour Macleod, l'économiste mathématicien. Elle a fait condamner par le premier le papier-monnaie, après qu'il eût prouvé d'une façon satisfaisante et concluante qu'il était parfaitement capable de remplir les fonctions de la monnaie, et cela parce qu'il ne posséde pas vraiment les fonctions d'une marchandise, et maintenant il lance cette définition : « La monnaie est ce qui remplit la fonction de la monnaie, cela est la monnaie; tout cela est la monnaie; cela seulement est la monnaie qui remplit un certain office. » Il pourrait aussi bien condamner un cheval parce qu'il ne possède pas d'ailes, ou une vache parce qu'elle ne porte pas de laine. Ce qui remplit d'une façon satisfaisante les fonctions de la monnaie est de la bonne monnaie, justement comme une machine à vapeur qui fait le travail requis par elle est une bonne machine. Et de nouveau il dit : « La monnaie est ce qui passe fréquemment de main en main, à travers la communauté comme *décharge finale des dettes et payement définitif* de marchandises. »

Il dit autre part que : « Lorsqu'un homme accepte de la monnaie en payement du produit de son travail, il se dessaisit de ce qui, par supposition, était capable de satisfaire ses propres goûts et ses besoins corporels, et prend à sa place quelque chose *qu'il n'a pas l'intention ou le désir personnel de consommer ou d'employer d'aucune autre façon que comme moyen et intermédiaire pour se procurer plus tard ou ailleurs ce qui pourra satisfaire ses besoins individuels.* » Et encore : « Une vente de marchandises pour de l'argent n'est qu'une demi-transaction. » Comment en même temps les parties d'une transaction peuvent-elles être considérées comme « étant définitivement libératoires » d'une dette et un « payement complet » pour des marchandises, si la transaction n'est seulement qu'une demi-transaction? Il établit distinctement qu'un des deux contractants dans la transaction a reçu satisfaction et l'autre pas; et cependant il déclare que le dernier a reçu un « payement complet »? Une demi-transaction signifie une *transaction d'un côté seulement,* et cependant les avocats de ces transactions d'un seul côté, de cette « mar-

chandise » ou « monnaie difficile » (hard money) nous disent qu'ils sont pour la monnaie « honnête ». « Honnête » monnaie, vraiment, qui déclare « une *demi*-transaction » comme étant une transaction entière ! « Honnête », la monnaie qui fait une « transaction » malhonnête ! Ce qui cause toute cette ambiguïté est de confondre la monnaie avec une marchandise. La science solennellement déclare que la monnaie n'est pas une marchandise ; le gouvernement déclare qu'elle en est une, et de là nous voyons cette invention, qui ostensiblement devait être un moyen pour faciliter les échanges, devenir le dominateur de l'échange, l'intermédiaire transformé en résultat — la fin du commerce.

Une légende orientale nous parle d'un mortel favorisé qui procédait, sur l'information d'une fée, à la prise de possession d'une grande abondance de richesses qui gisaient secrètement sous un palmier. Comme il s'approchait de l'arbre, celui-ci prit la forme d'un géant malin, d'aspect terrible, qui le fit partir frappé de terreur. Mais aussitôt qu'apparaissait la fée, le palmier reprenait sa forme naturelle. La légende ajoute que le trésor ne fut mis en sûreté que par la coopération de la fée, qui monta la garde près de l'arbre pour l'empêcher de se transformer en géant.

Nous avons dans le terme « monnaie » une simple invention pour aider le négoce et le commerce ; une pure pièce d'un mécanisme utile ; un système pour calculer rapidement ; une méthode pour exprimer les valeurs. Cela, c'est la monnaie conçue d'un point de vue scientifique, au point de vue de la science économique. Sous son aspect social actuel, cependant, nous avons un géant à cent têtes, un monstre aux proportions immenses, terrible et terrifiant. Au lieu de faciliter et d'aider l'échange, il le domine et le contrôle. Au lieu que ce soit l'échange qui détermine ce qui servira de monnaie et comment, c'est la monnaie qui décide quand les échanges auront lieu et avec quelle fréquence. Elle accélère, diminue et arrête l'industrie, partout et toutes les fois qu'elle le veut. Elle crée les valeurs et les détruit à volonté. Au lieu de les exprimer, elle les contrôle. Cette invention, cet instrument, cette machine est devenue le produit, la matière parfaite, elle-même. Tels sont les résultats du contrôle gouvernemental de la monnaie.

Macleod explique très clairement l'origine de ce conflit entre

la monnaie et la marchandise. Ce n'est rien de plus qu'un conflit entre la science et la législation ; le résultat de l'intervention des gouvernements dans des matières appartenant à une branche de connaissance qu'ils ne peuvent pas plus contrôler qu'ils ne peuvent contrôler le mouvement des marées ; et comme le dit Mill : « Tandis que les gouvernements peuvent déterminer quelles institutions seront établies, ils ne peuvent arbitrairement déterminer comment ces institutions fonctionneront. » En droit, la monnaie est une marchandise et elle est considérée comme accomplissant le payement absolu et la libération d'une dette, la fin de la transaction. La fonction de la denrée, ici, est suprême. Mais en économie, le payement en monnaie n'est pas la fin de la transaction. L'échange complet est « d'obtenir une satisfaction pour une satisfaction. Une pièce de monnaie n'est pas plus une satisfaction économique qu'un morceau de papier ». Et encore : « Il ne s'ensuit pas qu'un payement soit la conclusion définitive de la transaction. Le seul mot légal qui dénote la conclusion définitive de la transaction est : satisfaction. » (Macleod.)

Je me suis étendu longtemps sur l'aspect marchandise de la monnaie, parce que c'est cette association qui est la cause de la plupart, si pas de tous les troubles financiers du monde. C'est le conflit de deux forces opposées qui dérange l'industrie périodiquement. La *monnaie* cherche constamment à remplir les fonctions d'intermédiaire de l'échange, et elle est de temps en temps empêchée et gênée par la marchandise qui la gouverne, et comme une chose générale, c'est la *marchandise* qui est maîtresse de la situation. Elle s'obstine à s'affirmer elle-même. Elle est cause que la monnaie, ou plutôt la matière par laquelle on connaît la monnaie, quitte le pays, y reste, circule, est amassée, pour être abondante ou rare, comme cela paraît le plus profitable ou le plus désirable à ceux qui la possèdent. La marchandise-monnaie ne facilite les échanges que lorsqu'il est plus profitable pour ses contrôleurs de faire ainsi qu'autrement. Elle n'aide l'industrie qu'aussi longtemps qu'elle est payée pour cela (je pourrais même dire subornée), car malgré ses fonctions naturelles, si cela assure une rémunération d'arrêter l'industrie, elle est prête en tous temps à le faire. Elle est semblable au gardien infidèle de la vie et de la propriété, qui

est aussi disposé à aider et à soutenir les voleurs et les assassins qu'à préserver le salut des citoyens, et dont la conduite est gouvernée seulement par le côté qui le paye le plus; ou semblable au traître mercenaire qui portera aussi bien les armes *contre* son pays que *pour* lui. Voilà le mal, l'effet pernicieux, le résultat maudit d'une base spéciale. « Le monnayage de cette base », dit William A. Whittick, dans son admirable petit pamphlet sur la question monétaire, « constitue un monopole de la monnaie grand comme le monde, qui exploite l'industrie avec une extension effrayante. Elle stimule ou paralyse l'industrie alternativement; elle est dans les mains de ses propriétaires, en même temps que la vie et la mort des affaires entreprises. Aussi loin qu'elle va, et ce n'est pas loin, elle est la vie, mais sa limite est la paralysie. Nous poursuivons nos entreprises d'affaires aussi loin que la monnaie le permet; mais la limite devrait être le travail et la matière. Combien les découvertes de l'or en Australie et en Californie, en 1847, stimulèrent les industries du monde! Et cependant les facteurs fondamentaux (basic) de cette industrie existaient avant ces découvertes d'or. »

Résumons-nous ainsi : Nous avons découvert maintenant la véritable origine, la nature et les fonctions de la monnaie. C'est une ingénieuse invention pour éviter que certains inconvénients et difficultés soient apportés par l'inégalité des échanges. Elle représente les inégalités dans ces échanges, ou, en d'autres mots, les dettes. Afin de faire ceci d'une façon satisfaisante, elle devrait être capable de représenter et d'exprimer avec précision les relations d'échange d'une denrée avec l'autre, ou, en d'autres mots, les *valeurs*. Maintenant, puisque les valeurs sont des rapports entre *différentes quantités exprimées numériquement,* il s'ensuit que la monnaie doit consister *en quelque système de nombres par lesquels ces rapports sont exprimés.* En réduisant toutes les marchandises à une égalité échangeable, nous trouvons les nombres représentant leurs proportions d'échange. En trouvant le moindre multiple commun pour ces nombres et en le divisant par chacun, nous obtenons les expressions de la valeur de toutes les marchandises en simples nombres. Puisque ce sont des nombres entiers, l'unité numérique peut être adoptée pour unité commune, et nous

avons à la fois les expressions des pouvoirs d'achat de toutes les denrées dans les termes d'une unité invariable. L'adoption générale de ce plan mettra chacun à même, par un regard jeté sur le cours journalier du marché, de voir les prix de toutes les marchandises. Ces unités, enregistrées distinctement une à une ou par leurs multiples sur bon papier, *émises à concurrence des dettes et remboursables par toutes marchandises, constituent la monnaie dans le strict sens scientifique.* Elle devient ainsi, en vérité, *l'intermédiaire* de l'échange et non la *fin* de l'échange. *Ses unités étant invariables,* elle devient un étalon parfaitement sûr et scientifique par lequel on peut calculer les payements différés. Par sa vraie nature, elle ne peut être une marchandise. Une marchandise est ce qui, par sa consommation, son usage ou son action, satisfait les désirs humains. Une marchandise est la *fin* désirée par l'échange; la monnaie est seulement un *moyen* d'atteindre cette fin, le mécanisme par lequel s'effectuent les échanges. Une vente de marchandises pour de l'argent n'est donc pas un échange. L'échange est seulement alors dans un état transitoire; il est incomplet. Il est complet seulement lorsqu'a lieu un achat de marchandises par la monnaie. Un achat est le complément d'une vente. Les deux actions, par une même personne, avec la même monnaie, sont un échange complet. *La fin cherchée dans l'échange est, par conséquent, l'acquisition de marchandises, non la monnaie.* C'est pour satisfaire leurs besoins et leurs désirs que les hommes trafiquent entre eux.

Le désir d'acquérir et d'amasser de l'argent est une perversion de l'usage naturel des choses. La monnaie est faite pour l'usage, pour l'échange, pour être transférée et dépensée dans la circulation, pour être courant et se mouvant et non stationnaire. La monnaie n'est ni un étalon de la valeur, ni une mesure de la valeur. *Elle exprime les valeurs, elle enregistre les pouvoirs d'achat.* Pour finir, comme la monnaie est la représentation des marchandises — le symbole de la satisfaction qu'offre leur possession — elle est rachetable par toutes les marchandises également, sans préférence pour aucune. Nous pouvons voir maintenant le caractère antiscientifique de cette théorie qui est si extrêmement populaire parmi les avocats de la protection, les disciples du vieil esprit mercantile, théorie qui fait consister

la richesse dans la monnaie et qui veut que la fin du négoce et du commerce international soit l'acquisition de l'argent — théorie qui déclare l'ombre d'une chose comme étant la substance, les *moyens*, comme étant la *fin;* la *marchandise* comme étant son produit.

Dans un système scientifique, cette absurdité, jointe à d'autres, telles que « la balance du commerce » et la « mesure étalon de la valeur » disparaîtra. La véritable fin, le but du commerce, à savoir l'acquisition de marchandises utiles, sera poursuivie alors par tous et le monde cessera cette folle poursuite de cet *ignis fatuus*. Alors l'industrie prendra sa place naturelle et contrôlera la finance; et elle ne lui sera plus, comme à présent, enchaînée en véritable instrument, en esclave. Alors les paniques ne seront possibles que si les hommes refusent de travailler ou si la nature cesse de livrer ses trésors.

Alors la guerre industrielle cédera la place à la coopération industrielle, et les hommes cesseront d'être des meurtriers en affaires, tout en professant une religion de paix et de bonne volonté pour tous.

Tel est l'exposé fidèle de la théorie fondamentale de M. A. Kitson; il me reste à en analyser les aspects secondaires et à en reproduire les conclusions pratiques.

III. — Les déductions de la conception de la monnaie idéale.

§ I. — La loi de Gresham et la loi de l'évolution.

Je ne trouve pas d'expressions plus précises que *monnaie-marchandise* et *monnaie idéale* pour marquer l'opposition fondamentale qui domine toute la conception monétaire de M. A. Kitson. Sa pensée maîtresse est de montrer l'impossibilité d'attribuer la fonction monétaire à une marchandise déterminée, à peu près comme Proudhon entreprit de montrer l'impossibilité de la propriété individuelle. Ce n'est qu'une *monnaie idéale,* dégagée de tout assujettissement à l'or et à l'argent, qui sera véritablement le dénominateur commun des valeurs, la mesure du pouvoir acquisitif relatif des marchan-

dises. L'examen de la célèbre loi de *Gresham* va lui fournir une première occasion de réduire à l'absurde la théorie de la monnaie-marchandise. C'est en 1858, dans ses *Elements of Political Economy,* que M. Mac Leod attacha le nom de celui qu'il appelle l'*illustre* Gresham à la loi par laquelle le conseiller de la reine Elisabeth exprima une relation de *causalité* entre l'altération de certaines monnaies et la disparition de la circulation de monnaies à titre plein, la même valeur *nominale, the like value by denomination*, étant attachée aux unes et aux autres. Plus tard, d'ailleurs, et particulièrement dans son livre: *Bimetallism* (1894), M. Mac Leod se chargea de prouver lui-même avec beaucoup d'érudition que cette *grande loi* avait été établie par Oresme 162 ans et par Copernic 32 ans avant Gresham. La loi de Gresham a été d'ailleurs depuis considérée elle-même comme ún cas particulier de lois plus générales : au Congrès monétaire de 1889, M. Fournier de Flaix en fit la manifestation d'un principe supérieur, celui de la moindre action; dans son traité d'*Economie politique* (1893), M. P. Le Roy-Beaulieu y voit une application de la loi la plus générale de l'Economie politique, et moi-même j'ai montré qu'elle reproduit la loi de direction du mouvement, selon la ligne de la plus faible résistance.

Je ne pense pas qu'aucun écrivain ait discuté d'une manière plus originale que M. Kitson la loi de Gresham, ni poussé plus avant les principes que je viens de rappeler.

Comme je l'ai fait jusqu'ici, je rends le plus souvent possible dans ce qui suit la pensée de M. Kitson par l'analyse étendue et la traduction même de son livre.

S'il faut, dit-il, recourir à l'évidence pour démontrer la pensée antiscientifique qui dirige notre science monétaire, nous trouverons des preuves abondantes dans l'importance donnée par les hommes d'Etat, les financiers et les économistes à ce qu'ils appellent la loi de Gresham. Il n'y a pas de théorie en science économique plus fréquemment citée ou à laquelle on ait plus souvent recours, et cependant son existence est due entièrement à l'erreur que j'ai essayé d'exposer, à savoir que la monnaie est une marchandise. La loi de Gresham contient environ autant de vérité que les théories astronomiques du Rév. M. Jasper, ou l'*Economique* du gouverneur MacKinley, et pas davantage. Sir Thomas Gresham, le fondateur de la bourse

royale, au XVI[e] siècle, remarqua que de nouvelles monnaies disparaissaient rapidement de la circulation, quand on y maintenait des monnaies plus légères. Il découvrit que pour exporter les métaux précieux, les changeurs choisissaient les nouvelles pièces de poids plein ; par conséquent, celles de poids inférieur restaient seules en circulation. La persistance avec laquelle cela se présenta conduisit Sir Thomas à formuler ce qui, depuis lors, a toujours été connu comme loi de Gresham, c'est-à-dire : « *La mauvaise monnaie chasse la bonne*, mais la bonne ne pourrait chasser la mauvaise ». En présence de cette loi, on se demande comment la science monétaire échappe au principe fondamental de la philosophie de l'évolution, celui de la survivance du plus apte. Considérons le sujet de près. Si nous analysons une pièce de monnaie, nous trouvons qu'elle se compose d'une certaine quantité de métal, moulée dans une certaine forme et frappée d'une inscription de chaque côté. Comme morceau de métal (argent ou or), c'est simplement une marchandise. L'inscription lui donne le crédit du gouvernement. En quoi consiste la monnaie? Dans le crédit de la nation ou dans le métal qu'elle contient? Qu'est-ce qui lui vaut d'être généralement reçue, de circuler dans la communauté? Si je prends un marteau, et en évitant de perdre la moindre parcelle de métal, j'efface l'inscription au point de la rendre méconnaissable, la pièce ne circulera plus. Plus personne ne voudra la recevoir au même titre qu'auparavant; néanmoins, comme pièce de métal, elle conserve précisément la même valeur. Je suis obligé de l'envoyer à l'hôtel des monnaies pour renouveler son inscription ou de la vendre à un marchand d'or ou d'argent comme une marchandise. *L'effacement de l'inscription a réduit la pièce à l'état de simple marchandise. La monnaie est détruite.* Quelqu'un peut-il douter de ce fait? S'il en est ainsi, qu'il prenne une pièce d'or, qu'il en supprime l'inscription, et qu'il essaie de s'en servir comme d'une monnaie. Il peut même y mettre plus d'or qu'il n'y en a dans un dollar. Un marchand d'or seul l'acceptera et seulement comme marchandise. Il la vendra justement comme il vendrait du thé, du café ou toute autre marchandise. Alors, quelle est la signification du phénomène, à savoir : la disparition des pièces de monnaie les plus lourdes ou de meilleur aloi? Simplement ceci, c'est que la

tendance du commerce et de l'industrie est au bon marché, à la réduction à l'infini de la *valeur* employée dans le sens commercial. Elle est fondée sur la loi économique que les hommes cherchent à satisfaire leurs besoins avec le moins de dépense d'énergie possible, loi qui correspond à la ligne de la moindre résistance en mécanique. En conséquence, de deux choses également aptes à remplir une certaine fonction, c'est la moins chère qui sera choisie. Pour cette raison, le fer a remplacé le cuivre et le bois, et l'acier a pris la place du fer dans la plupart des arts. Pour cette raison, l'acier lui-même disparaîtra aussitôt que l'humanité trouvera une matière à meilleur marché, en état de remplir les mêmes fonctions. Pour cette raison aussi, les pièces de monnaie légères restent dans le pays et celles de plein poids vont à l'étranger. Pour cette raison, en dehors de l'intervention des gouvernements ou des actes législatifs, l'or et l'argent seront renvoyés aux arts auxquels ils appartiennent en propre, et la meilleure forme de monnaie, et la moins chère, le papier, sera universellement adoptée. La loi de Gresham est une démonstration parfaite du fait que la fonction monétaire est une fonction qu'une marchandise est incapable de remplir, *en tant que marchandise.* Dans le commerce, comme dans la mécanique, l'utilité d'une invention est déterminée par la faculté de remplir les fonctions pour lesquelles elle a été inventée. Comme le dit Francis Walker, « la monnaie est ce qu'elle est ».

Maintenant, connaissant le fait que deux espèces de pièces étant mises en circulation, l'une circule librement tandis que l'autre ne le fait pas, nous sommes conduits à l'inévitable conclusion que celle qui circule est la meilleure monnaie, c'est-à-dire *la mieux adaptée au travail requis ;* car quel est le travail demandé à la monnaie, si ce n'est de circuler librement? La monnaie est au commerce ce que les roues sont à une voiture, un moyen de faciliter ses progrès. A quoi servirait à une voiture une roue qui ne pourrait tourner? *Et cependant, on nous informe gravement que la monnaie qui ne circule pas est la meilleure!* La loi de Gresham est par conséquent une erreur absurde, ridicule. *La bonne monnaie chassera toujours la mauvaise.* Ce qui fait que l'on « choisit et que l'on cueille » les pièces d'or et d'argent (selon l'expression) pour les retirer de

la circulation, le voici : quand les pièces fonctionnent comme monnaie, elles ne sont pas une marchandise, à proprement parler; mais dès qu'elles sont considérées comme métaux, elles obéissent à la plus haute loi de leur existence. Cette loi est qu'elles cherchent la sphère où elles pourront remplir les fonctions auxquelles elles s'adaptent le mieux; et voilà la loi de survivance du plus apte, une loi que la théorie de Gresham contredit. Leur fonction comme monnaie est ici subordonnée à leur fonction comme marchandise. Et maintenant, les *Greshamites* pourront s'étonner d'apprendre, comme un fait positif, que *la monnaie ne va jamais à l'étranger. C'est la marchandise qui émigre. Les pièces sont envoyées à l'étranger comme lingots, non comme monnaies.* Elles sont envoyées aux hôtels des monnaies étrangers pour être frappées à nouveau, ou vendues aux changeurs. Nous pouvons résumer la question comme suit : *La monnaie-marchandise* est assujettie à deux pouvoirs; elle est soumise à l'un comme intermédiaire des échanges, à l'autre comme marchandise. La question de savoir si la pièce remplira bien ou mal la fonction de monnaie, si elle circulera ou non, dépend de ceci : sa valeur comme marchandise est-elle plus grande ou moindre que sa valeur comme monnaie? *Une monnaie qui est enchaînée à une marchandise est par conséquent une mauvaise monnaie* dans le sens de n'être pas capable de remplir les fonctions de monnaie *quand c'est nécessaire.* La bonne monnaie est de telle nature qu'en tout temps elle obéit aux lois de son essence et n'est soumise à aucune autre.

La loi de Gresham montre que la tendance naturelle de la monnaie est de se dissocier de toute marchandise. Une pièce légère en poids circule là où une autre de plein poids ne le peut. La marchandise commence à disparaître dès le moment où une pièce est lancée dans la circulation. Ou elle disparaît *per saltum,* ou bien elle est graduellement usée. La perte par l'usage porte en elle-même l'évidence de la folie qu'il y a à permettre à la monnaie de porter en elle-même la richesse dont elle ne devrait être que le représentant. Elle est organisée comme le colimaçon qui est forcé de porter sa maison sur son dos. On peut voir maintenant l'absurdité qu'il y a à tâcher de faire de la monnaie une marchandise, ou de l'associer à une marchandise.

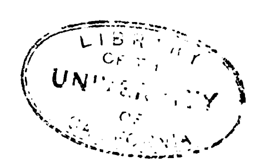
Soumise comme elle l'est à deux forces en conflit, elle ne peut bien remplir la fonction de monnaie aussi longtemps qu'elle est exposée à la force agissant contre elle comme marchandise. « Personne ne peut servir deux maîtres. » La loi de Gresham montre distinctement que comme marchandises l'or et l'argent ne peuvent remplir la fonction de monnaie. Ce n'est que lorsque leur forme de marchandise disparaît qu'ils remplissent convenablement la fonction d'intermédiaire des échanges. La loi de Gresham devrait donc être amendée comme suit pour devenir vraie : *La monnaie à bon marché est la meilleure et chasse celle qui est chère,* ce qui signifie que plus la matière dont se composera la monnaie sera bon marché, mieux cela vaudra.

Naturellement, pour devenir monnaie, elle devra remplir convenablement les conditions requises. Monnaie à bon marché ne doit donc pas signifier *pauvre* monnaie, ni monnaie impropre à remplir sa fonction monétaire. Le fer est moins cher que l'or, mais un pont en fer est infiniment préférable à un pont en or. Une locomotive construite en acier, en fer et en cuivre est infiniment à meilleur marché qu'une locomotive construite en or et en argent, et l'on ne doit dire à personne que celle-là soit une meilleure locomotive.

Aussi longtemps donc qu'elle remplira d'une façon satisfaisante la fonction de monnaie, la monnaie à bon marché sera la meilleure et devra nécessairement écarter la monnaie chère.

La loi de Gresham n'est ainsi aux yeux de M. Kitson qu'un aspect particulier de la loi d'évolution ; et dans l'évolution monétaire, la survivance n'est assurée qu'aux organes les plus propres à l'accomplissement de la fonction monétaire. C'est pourquoi les *métaux précieux* seront finalement éliminés par le *papier ;* ici, M. Kitson conteste d'abord que les métaux précieux présentent l'ensemble des propriétés physico-chimiques ou des caractères qui les adaptent à la fonction monétaire. On jugera peut-être, comme moi, que dans sa critique, si fine qu'elle soit, cet esprit éminemment déductif ne se place pas, ici non plus, au point de vue de la relativité historique, ni même du principe de la relativité universelle malgré sa conception évolutionniste.

Les économistes nous disent que les métaux précieux semblent tout spécialement désignés par la nature pour la frappe de la monnaie. Ainsi le professeur Jevons dit : « Certains métaux



semblent marqués par la nature comme les plus aptes de toutes les substances à l'emploi de monnaie ; aussi, nous voyons que l'or, l'argent, le cuivre, le plomb et le fer ont été plus ou moins amplement en circulation à toutes les époques de l'histoire. A presque tous égards, l'or est parfaitement convenable pour la frappe des monnaies ».

Néanmoins, il reconnaît qu'employé pur il est trop mou et que les pièces sont rapidement hors d'usage. « Lorsqu'il est complètement pur, en vérité, l'or est aussi mou que l'étain. » De là sont formés les alliages, et ces métaux appelés « précieux » spécialement désignés par la nature pour servir à l'homme d'intermédiaire d'échange, ont besoin d'altération pour devenir serviables à tous. En d'autres termes, la nature semble avoir fait une mauvaise besogne dans son essai de fournir à l'humanité un intermédiaire satisfaisant d'échange, et l'homme a été appelé à l'aider par son art. Mais les forces combinées de l'art et de la nature n'ont pas réussi à faire un intermédiaire *métallique parfait,* car cet alliage n'est pas une preuve contre la désagrégation graduelle et la mort de la pièce de monnaie. Du moment qu'une pièce de monnaie commence son voyage, sa dissolution s'opère, et si elle n'était pas renouvelée de temps en temps, elle disparaîtrait définitivement. S'il y avait quelque but ou dessein de la nature touchant les métaux précieux, elle semblerait indiquer leur destruction finale, en commun avec l'homme.

L'or et l'argent ne sont donc pas plus désignés par la nature pour servir de monnaie que le corps de l'homme n'est destiné à une vie perpétuelle. « Chaque année, dit le gouverneur de la Banque d'Angleterre, une classe nouvelle de souverains devient trop légère. Une classe qui une année possède son poids complet, par l'usure, le roulement, perd assez l'année suivante pour que le plateau de la balance se relève contre elle. Pendant la circulation, les pièces perdent plus les unes que les autres. Le nom et la substance, le poids nominal et le poids réel commencent leur procès en séparation. Des pièces de la même dénomination deviennent différentes en valeur parce qu'elles sont différentes en poids. Le poids de l'or, fixé comme étalon des prix, dévie du poids qui sert comme intermédiaire de circulation, et ce dernier, par conséquent, cesse d'être plus longtemps l'équivalent réel des prix qu'il doit réaliser. L'histoire de la frappe pendant le

moyen âge et jusqu'au XVIIIe siècle rapporte que la confusion fut toujours renouvelée provenant de la même cause. »

La tendance naturelle de la circulation à convertir les pièces de monnaie en une simple apparence de ce qu'elles devraient être effectivement et du poids du métal qu'elles devraient avoir officiellement, est reconnue par la législation moderne qui considère la perte de poids comme suffisante pour démonétiser une pièce d'or ou ne plus en faire l'étalon légal. « C'est la théorie de la loi anglaise actuelle, dit le professeur Jevons, que chacun pèse un souverain qui lui est offert. Autrefois, il n'était pas rare de voir des gens porter des balances de poche pour peser les guinées, et il se trouve de telles balances dans les magasins de curiosité. Mais il est vrai que cette habitude a été entièrement abandonnée, et même que là où l'on reçoit le plus d'argent, dans les banques et les compagnies de chemins de fer, le bureau des contributions, la poste, etc., on ne prête pas la moindre attention à la loi. Ce n'est qu'à la Banque d'Angleterre, dans ses succursales et dans quelques bureaux du gouvernement que l'on pèse les pièces d'or en Angleterre. Il en résulte qu'un grand nombre de pièces sont au-dessous du poids normal, et toutes les personnes expérimentées évitent de payer en vieux souverains à la Banque d'Angleterre. Il n'y a que les ignorants ou les malheureux ou bien les grandes banques et les compagnies qui supportent une perte, parce qu'ils ne peuvent autrement se débarrasser de leurs pièces légères. La quantité de pièces d'or légères retirées par la Banque n'excéda pas pendant plusieurs années un demi-million par an; pendant ces quelques dernières, cela a varié de £ 700,000 à £ 950,000. Comme la moyenne des pièces d'or frappées annuellement est de quatre à cinq millions et comme les pièces fondues ou exportées sont pour la plupart nouvelles et de plein poids, il s'ensuit nécessairement que les pièces en circulation sont devenues de plus en plus insuffisantes en poids. » Il dit aussi : « En 1869, je certifiai par une enquête soigneuse, étendue, que 31 1/2 p. c. des souverains et près de la moitié des pièces de 10 shillings étaient au-dessous de la limite légale. »

Y eut-il jamais une démonstration plus complète de l'inaptitude d'une chose à remplir sa fonction? Et pourtant l'écrivain croit qu'il voit dans le recours à l'or comme le témoignage

d'une sage prévoyance de la nature offrant à l'homme un intermédiaire des échanges ! Cette substance préparée spécialement par la nature, aidée elle-même par l'art humain, soutenue par les dispositions législatives, couverte par l'autorité de l'Etat, ne remplit pas l'office auquel elle est destinée, et les pertes causées par son imperfection retombent sur les « ignorants et les malheureux ». John Stuart Mill a parfaitement écrit : « Mais quoique les gouvernements ou les nations puissent en quelque mesure déterminer quelles institutions seront établies, ils ne peuvent arbitrairement déterminer comment ces institutions fonctionneront. » A part donc les fluctuations mêmes de la valeur des métaux précieux, l'or et l'argent, ils sont encore physiquement impropres à servir de monnaie.

A l'imperfection des caractères physiques des métaux précieux il faut joindre les dépenses importantes que l'usage de la monnaie métallique impose au public. M. Kitson rappelle ici les évaluations de Stanley Jevons qu'on retrouvera dans le curieux chapitre *de la Monnaie et le Mécanisme de l'échange sur ce que coûte la monnaie métallique.*

L'analyse de ces charges le ramène à sa conclusion évolutionniste : la grande loi gouvernant le commerce et l'industrie coûte que ce qui est à bon marché chasse et remplace ce qui est cher. C'est toujours la loi suivant laquelle les hommes cherchent à satisfaire leurs désirs avec le moins de dépense d'énergie.

Dans les arts nous n'employons pas l'argent quand le cuivre répond aussi bien à nos desseins : une machine à coudre construite en bronze et en nickel ne rendra pas plus de services qu'une autre en fonte et en acier. L'expérience a démontré que le papier est de toutes les substances la plus convenable pour l'usage monétaire. Il réunit tous les avantages des métaux précieux et n'a aucun de leurs inconvénients. Il est à bon marché, utile, durable, reçoit aisément les empreintes; il est portatif et peut représenter les valeurs de toute dénomination. Il échappe au *frai* et aux fluctuations de prix d'une marchandise; sa matière est peu coûteuse et facilement remplacée quand le billet est perdu. Il n'est pas lui-même exposé, comme la monnaie métallique, à redevenir une marchandise et à être exporté au moment même où il serait le plus nécessaire.

§ 2. — LA MONNAIE-MARCHANDISE ET LES VARIATIONS DES PRIX

L'histoire des prix et l'influence qu'exercent sur eux la contraction ou la dilatation de l'instrument monétaire fournissent un nouvel argument à M. Kitson contre la monnaie-marchandise. C'est évidemment l'un des aspects les plus importants du problème monétaire, je lui ai consacré moi-même une large part de mon livre sur la *Dépression économique* et hier encore M. L. Walras le plaçait au premier rang des préoccupations de l'économiste. Ici je laisse la parole à M. Kitson :

Le prix, pour les économistes, dit-il, c'est la « valeur en monnaie » des marchandises. Francis Walker le définit « le pouvoir que possède une chose d'acheter de l'argent ». Cependant, il se sert du terme valeur comme synonyme de pouvoir d'achat, ainsi que beaucoup d'autres écrivains. J'ai déjà démontré la différence qui existe entre les deux expressions. La définition ci-dessus, à savoir « le pouvoir qu'a une chose d'acheter de l'argent », quoique correcte en un sens, exprime l'idée que le prix d'une chose varie non seulement avec la demande de la chose elle-même, mais encore avec la demande de l'argent. En d'autres termes, cette définition implique que la monnaie est une marchandise, et par conséquent qu'elle est soumise à la loi de l'offre et de la demande. Considérée scientifiquement, comme je l'ai montré, la monnaie n'est pas une marchandise, et lorsque cette absurdité connue sous le nom « d'étalon de la valeur » sera abolie, et les lois restreignant son émission abrogées, la monnaie prendra sa position naturelle de dénominateur commun et invariable des valeurs. Le prix d'une chose dépendra alors complètement de la demande de la chose elle-même et non de la demande de l'intermédiaire des échanges. Comment est-il possible d'exprimer exactement des valeurs par un intermédiaire soumis lui-même à des influences indépendantes?

Imaginez un thermomètre dont l'échelle serait faite d'une substance très dispendieuse, et placée de telle sorte qu'elle recevrait une chaleur artificielle à laquelle le réservoir ne serait pas exposé. Il est évident que de semblables conditions rendraient le thermomètre tout à fait sans valeur. Nous aurions une échelle dont les graduations mesureraient un jour 1/32 de

pouce, un autre 1/16 de pouce ou encore 1/8 et ainsi de suite selon le degré de la chaleur artificielle à laquelle elle serait exposée. Donc, sans aucun changement dans la température du milieu atmosphérique, nous verrions l'échelle marquer un jour 60°, un autre jour 70°, puis 80° et ainsi de suite.

C'est ce qui arrive avec notre système de monnaie-marchandise.

Le réservoir ou le mercure correspond aux marchandises; la chaleur atmosphérique à l'offre et à la demande auxquelles les marchandises sont soumises. L'échelle représente la monnaie, et la substance dispendieuse, c'est l'or. La chaleur artificielle agissant sur l'échelle est l'offre et la demande de l'or ou de la monnaie. Et maintenant il est très certain qu'aussi longtemps que la monnaie ou sa marchandise est soumise à la loi de l'offre et de la demande, il lui devient tout à fait impossible d'enregistrer, même avec une approximation de vérité, les variations actuelles des valeurs des marchandises. Comme moyen d'exprimer exactement les valeurs, un tel système doit, par la nature des choses, être complètement erroné.

Et quand on songe que cette échelle monétaire est contrôlée par une classe de spéculateurs, dont l'intérêt est de changer continuellement la grandeur de ses degrés et les pouvoirs d'achat des dollars ou des souverains par les manipulations de l'offre, il devient évident qu'un pareil système monétaire est absolument indigne de confiance, antiscientifique, dangereux pour le commerce et l'industrie, menaçant pour le bien-être de la société et de l'humanité.

Comme l'échelle du thermomètre doit être invariable afin que l'instrument serve à quelque chose, de même la monnaie devrait être de telle nature qu'elle ne pût varier par l'offre et la demande, afin que le commerce fût affranchi des inconvénients continuels et des désastres auxquels il est soumis maintenant.

Un intermédiaire d'échange fondé sur une base scientifique au lieu d'une base de numéraire sera invariable en lui-même et affranchi des lois réglant les marchandises. Il enregistrera fidèlement et constamment les fluctuations des prix de toutes les marchandises, excepté l'or lui-même.

J'ai déjà démontré que toutes les marchandises peuvent être

considérées comme possédant un pouvoir d'achat *spécial,* tandis que la monnaie est le pouvoir d'achat *général.* Je devrais donc définir *le prix comme étant le pouvoir d'achat spécial des marchandises exprimé en termes de pouvoir d'achat général.* Nous verrons promptement l'immense avantage qu'offre au commerce un intermédiaire invariable d'échange aussi bien que les désavantages provenant d'un intermédiaire variable. Avec la monnaie comme intermédiaire invariable, ou dénominateur commun des valeurs, il ne peut plus y avoir une hausse ou une baisse générale des prix. Ce phénomène se produit au contraire chaque fois que la monnaie est affectée par la loi de l'offre et de la demande. Avec une disette de monnaie les prix baissent, et avec un excès de monnaie, ils montent.

Les variations dans l'offre de l'argent dérivent exclusivement de ce que l'on traite la monnaie comme une marchandise. En suivant jusqu'à la fin un échange complet, nous constaterons mieux les maux qui proviennent de l'usage d'un intermédiaire variable.

Une opération complète d'échange n'est accomplie qu'après que la monnaie reçue pour la vente d'une marchandise est employée à l'achat de quelque autre. Par exemple, que A représente une marchandise à vendre, M l'intermédiaire des échanges (la monnaie) et B une autre marchandise à acheter. Maintenant, la vente d'A est représentée par A = M; mais puisque la monnaie est seulement *un moyen vers une fin* — un intermédiaire — l'opération d'échange n'est qu'à moitié faite. Elle n'est complète qu'aussitôt que la monnaie est employée à l'achat de quelque chose d'autre. M = B représente donc la seconde moitié de l'opération d'échange qui est complètement représentée par A = M = B, exprimant exactement la véritable fonction de la monnaie. M devrait donc simplement désigner les rapports existant entre A et B, et pour remplir cette fonction elle devrait être, *per se,* neutre.

Les économistes, en reconnaissant les variations auxquelles est soumise la monnaie-marchandise, soutiennent cependant que ces variations ne causent pas de préjudice puisqu'elles affectent toutes les marchandises proportionnellement. Ainsi, si M augmente de volume et affecte le prix de A, elle affecte B au même degré et, par conséquent, le rapport entre A et B est

exprimé aussi exactement que si M était resté constant. Ainsi, John Stuart Mill dit : « Les rapports des marchandises entre elles restent inaltérables par la monnaie; le seul nouveau rapport introduit est leur rapport avec la monnaie elle-même. » Il est vrai que « les rapports des marchandises entre elles ne sont pas altérés par la monnaie », *pourvu que l'échange complet ait lieu au même moment et au même endroit;* mais si entre le temps de vente de A et d'achat de B s'écoule un intervalle pendant lequel M a changé de rapport avec A et avec B, alors il est certain que l'usage de M *altère les rapports des marchandises entre elles,* et c'est ce qui arrive généralement.

Il est rare que lorsqu'un homme vend ses marchandises et en reçoit l'argent, il trouve ce moment propice pour en acheter d'autres. Ordinairement, il doit garder cet argent jusqu'à ce qu'il ait besoin de certaines marchandises. Avec notre système monétaire actuel, les marchandises sont invariablement payées à 30, à 60 ou à 90 jours. Les prix auxquels ces marchandises ont été vendues sont ceux qui avaient cours à l'époque de la vente. Si donc un changement de l'offre et de la demande de l'argent a lieu dans l'intervalle, il est certain qu'une injustice atteint le vendeur par cette perturbation, puisque les rapports entre les marchandises ont été modifiés en raison du changement dans la valeur de l'argent.

Ici donc, nous trouvons *une autre preuve de l'absurdité et du péril qu'il y a à baser la monnaie sur une marchandise particulière, ce qui a été déjà démontré dans l'examen de la loi de Gresham.*

M. Kitson ne remarque pas assez ici que ce sont les contrats à long terme qui sont surtout affectés par les variations de la valeur de la monnaie-marchandise.

M. Kitson insiste sur la nécessité de démontrer que si la monnaie était un dénominateur invariable des valeurs, il n'y aurait rien qui ressemblât à une hausse ou à une baisse *générales* des prix. Revenant à un exemple cité plus haut, il exprime comme il suit les équivalents de certaines marchandises échangées en nature :

400 livres de sucre = 50 livres de beurre = 40 livres de café = 20 boisseaux de pommes de terre = 25 yards de drap = 1 once d'or. Les valeurs étant inversement proportionnelles aux quantités selon lesquelles les marchandises s'échan-

gent, nous pouvons arriver aisément à l'expression des rapports de valeur en divisant leur moindre multiple commun par chacune des quantités. Ainsi :

$$\frac{400}{400 \text{ sucre} \quad 50 \text{ beurre} \quad 40 \text{ café} \quad 20 \text{ pommes de terre} \quad 25 \text{ drap} \quad 1 \text{ or}}$$

qui deviennent :

FORME DE LA VALEUR

	sucre	beurre	café	pommes de terre	drap	or
comme	1	8	10	20	16	400

Nous avons vu que le prix est la forme monétaire des marchandises. Il s'ensuit donc que la forme du prix se dégage directement de la forme de la valeur en appliquant simplement un *dénominateur commun à la forme de la valeur.*

Ce dénominateur commun peut être un nombre quelconque choisi arbitrairement. Tous les nombres étant de simples multiples de l'unité, nous choisirons celle-ci comme notre dénominateur commun. Dans notre exemple ci-dessus, on voit que 1 se trouve être l'équivalent ou l'expression du pouvoir d'achat d'une livre de sucre à une époque donnée. Mais il est aussi pareillement l'expression des pouvoirs d'achat de 1/8 de livre de beurre, 1/10 de livre de café, 1/400 d'once d'or, etc., et représente l'un justement autant que l'autre. Donc, cette unité n'étant basée sur aucune marchandise, ni dépendante d'aucune, est absolument invariable. Tout ce que nous avons à faire est d'appliquer le système décimal, et nous arrivons à la fois à une méthode, par laquelle tous les pouvoirs d'achat de toutes les marchandises peuvent être exprimés et leurs fluctuations journalières enregistrées avec une fidélité, une précision mathématiques.

En prenant 1 comme dénominateur et en l'appliquant à la forme de la valeur, nous obtenons ce qui suit :

FORME DES PRIX

$$\frac{\overset{\text{sucre}}{1} \quad \overset{\text{beurre}}{8} \quad \overset{\text{café}}{10} \quad \overset{\text{pommes de terre}}{20} \quad \overset{\text{drap}}{16} \quad \overset{\text{or}}{400}}{1.00}$$

Ce qui signifie que si le sucre est une unité par livre, le beurre

vaut huit unités, le café dix unités, ainsi de suite. Nous sommes maintenant en situation de préciser la cause d'une hausse ou d'une baisse générale des prix, et ayant découvert la cause, le remède deviendra apparent. En prenant la forme des prix, écrivons la valeur de plusieurs marchandises.

Supposons que le thé soit vendu pour 60 cents par livre ; le blé, 75 cents par boisseau ; le fer, 25 dollars par tonne ; l'argent, 90 cents par once ; whiskey, dol. 2.50 par gallon ; l'or, 20 dollars par once. Rappelons-nous que ce qui se nomme « l'étalon de la valeur » ou plutôt le dénominateur commun des valeurs est 1 dollar, la forme des prix pour les marchandises ci-dessus devient :

thé	blé	fer	argent	whiskey	or
60	75	2,500	90	250	2,000

1.00

Maintenant, il est tout à fait évident que toute variation dans le dénominateur affecte tous les numérateurs proportionnellement. Ainsi, que le dénominateur soit doublé, l'effet est le même que si tous les numérateurs étaient réduits de moitié. De même, soustraire la moitié du dénominateur est la même chose que doubler les numérateurs. Il est évident que tout changement dans l'étalon cause un changement correspondant dans les prix des marchandises. Une hausse du dénominateur produit une baisse des prix et vice-versa.

La cause donc d'une hausse ou d'une baisse générales des prix des marchandises est l'usage d'un dénominateur **variable** *des valeurs.*

Le remède doit être trouvé dans l'abolition d'un étalon des marchandises et dans l'adoption d'un dénominateur *invariable* de la valeur.

§ 3. — La fonction instrumentale de la monnaie et la loi de l'offre et la demande.

De même qu'il a déduit toutes les conséquences du principe même de la loi de Gresham, M. Kitson s'applique à dégager les conséquences dernières du caractère *instrumental* de la monnaie que Boisguillebert, les physiocrates et Smith ont fait triompher contre la théorie mercantile. « L'argent,

avait dit Boisguillebert, n'est que le *moyen* et l'*acheminement* au lieu que les denrées utiles à la vie sont la *fin* et le *but.* » « La monnaie, dira plus tard Quesnay, n'est par elle-même qu'une richesse stérile, qui n'a d'autre utilité dans une nation que son *emploi pour les ventes et les achats.* » La monnaie devenant l'instrument des échanges, le valet devra désormais marcher derrière le maître, selon l'expression pittoresque de Boisguillebert. Une relation de subordination constante devra donc être consacrée entre la monnaie et les biens *commerçables*, la matière même de l'échange. C'est exactement la loi de subordination des organes de Cuvier transportée dans l'organisme économique. M. Kitson s'efforcera d'établir que la *subordination* de l'organe monétaire, l'accomplissement vraiment fécond et normal de sa fonction instrumentale est absolument incompatible avec le régime de la *monnaie-marchandise*, et n'est possible que dans le régime de la *monnaie idéale;* hors de là, il n'y a que contradictions.

Les économistes, dit M. Kitson, montrent très clairement comment le pouvoir d'achat de la monnaie monte et descend avec chaque diminution ou augmentation de l'offre, la demande restant constante.

« La valeur de l'argent, dit John Stuart Mill, toutes choses égales d'ailleurs, varie en sens inverse de sa quantité, chaque augmentation en quantité diminuant sa valeur et chaque diminution l'élevant dans un rapport exactement équivalent. »

Le résultat auquel les économistes sont naturellement conduits, les entraîne vers une contradiction extraordinaire, à savoir, que les échanges doivent être limités *par l'offre de la monnaie.* C'est ce qui est impliqué par l'expression *over trading.* C'est assurément l'annulation de l'ordre naturel des choses. Que dirait-on d'une théorie qui proposerait que le total des terres cultivées fût gouverné par une certaine production limitée d'instruments d'agriculture, ou le volume du trafic des chemins de fer par la production des locomotives, ou les transports par grand'routes par une offre de chevaux réglée artificiellement? Et cependant, de telles propositions seraient la sagesse elle-même en comparaison de celle qui permet au commerce de se régler sur l'offre de la monnaie légalement restreinte. L'expérience nous a enseigné que la vraie sagesse est

que la production des marchandises soit limitée seulement par les besoins desquels dérive leur production. Ainsi, la production des instruments d'agriculture est gouvernée par la demande qui se produit pour la culture des terres, et la production des locomotives est contrôlée par la demande de transport, et ainsi de suite. *Puisque l'existence de toutes les industries dépend de la monnaie sous une forme ou une autre, le montant de la monnaie émise devrait être gouverné complètement par la demande provenant de l'industrie et du commerce.*

Nous sommes maintenant en vue des écueils et des sables mouvants où les défenseurs de la *monnaie-marchandise* doivent inévitablement sombrer. Ils se trouvent entre deux cornes d'un dilemme, les livrant chacune à une contradiction. Si l'on veut que la monnaie soit une marchandise, il faut l'abandonner à toutes les influences qui gouvernent les marchandises, telles que l'offre et la demande, par lesquelles elle doit varier et ne peut par conséquent être *un étalon.* Elle est incapable d'enregistrer les fluctuations de la valeur des autres marchandises.

D'autre part, afin de garantir la monnaie de pareilles fluctuations et de la préserver comme étalon, il est nécessaire de la défendre contre les influences de l'offre et de la demande, et il faut alors la faire sortir du royaume des marchandises.

En d'autres termes, *la monnaie cesse d'être une marchandise quand elle est considérée comme étalon de la valeur et qu'elle sert aux payements différés ; et quand elle devient une marchandise, elle cesse d'être monnaie.* Rien n'est plus amusant que d'assister à la consternation et aux alarmes dans lesquelles se jettent les théoriciens de la monnaie-marchandise, au moment où leurs théories sont sérieusement et intelligemment discutées. Si vous essayez de leur démontrer ce qu'est réellement la monnaie, sous son aspect scientifique, ils parlent de l'impossibilité de faire des affaires sans *un étalon de la valeur ;* si vous les placez sur leur propre terrain et si vous insistez en traitant la monnaie comme une marchandise, et si vous vous efforcez de leur démontrer que la tendance de l'industrie est vers le bon marché dans la production des marchandises, et qu'il y a donc nécessité à rendre moins chère la production de celle-là, ils s'effrayent et parlent de la ruine du pays, de la désorganisation des prix, etc.

Considérons un moment ce qu'est réellement la monnaie. Commençons par Aristote qui, à notre connaissance, en avait probablement une plus merveilleuse perception mentale qu'aucun homme de l'antiquité. Il dit : « En vue d'un échange futur (si nous ne manquons de rien à présent, cela peut avoir lieu quand nous aurons besoin de quelque chose), la monnaie est notre *sécurité*. Car il est nécessaire que celui qui manquera d'une chose, soit capable d'obtenir ce dont il aura besoin.»

F. Cradocke, un marchand de Londres du temps de la république, dit : « On observera que la monnaie elle-même n'est rien qu'une espèce de sécurité que reçoivent les hommes quand ils se séparent de leurs marchandises, comme un fonds d'espérance ou d'assurance qu'ils seront payés par une autre marchandise, puisqu'aucun homme ne voudrait en vendre aucune pour la meilleure monnaie, sans espérer, par ce moyen, pouvoir se procurer d'autres marchandises ou choses nécessaires. » L'évêque Berkeley demande dans son *querist* (questionneur) « si la véritable idée de la monnaie ne serait pas d'être un billet ou un jeton, si le pouvoir de commander l'industrie des autres ne serait pas la vraie richesse, et si la monnaie ne serait pas, en vérité, des billets ou des jetons pour enregistrer et transporter un tel pouvoir, et si la matière servant à la fabrication de ces billets était de quelque importance ? »

Henry Thornton dit : « que la monnaie de toute façon est *un ordre* pour se procurer des marchandises ». Adam Smith dit : « Une guinée peut-être considérée comme *un billet* pour obtenir une certaine quantité de marchandises chez tous les commerçants du voisinage. » Ainsi parle Bastiat de la monnaie, « comme d'une reconnaissance ou d'un titre, un ordre de l'Etat, etc. » Baudeau dit : « C'est une espèce de lettre de change, ou un ordre payable à la volonté du porteur, etc. »

« C'est un des mérites spéciaux des économistes, dit Macleod, c'est d'avoir vu clairement la vraie nature de l'argent. »

Si donc la monnaie est simplement un billet, un ordre, comment peut-elle être *une marchandise ?* Comment pourrait-elle être soumise aux lois de l'offre et de la demande ? Les billets, les jetons, les marques n'y sont pas soumis. Quand j'achète un billet pour une représentation théâtrale ou pour un voyage en chemin de fer, je paye une somme

fixée par le directeur du théâtre ou par la compagnie du chemin de fer. Le billet est simplement la preuve, le titre d'une dette ou d'une obligation de leur part à me rendre un certain service. Ce billet n'est pas une marchandise, il n'est qu'un morceau de papier. Il n'a pas de valeur *per se,* et n'est sujet à aucune fluctuation. Cette transaction signifie qu'en leur payant une certaine somme d'argent je leur *ai donné un ordre sur la société*, une *note,* une pièce possédant un pouvoir général d'achat, qui ne réclame du détenteur aucun produit ou service quant à la valeur de la note ou de la pièce.

En retour, ils m'ont donné un ordre sur eux-mêmes me donnant droit à une place au théâtre, à un moment particulier, pour assister à une représentation, ou à un transport convenable à une certaine place. Maintenant, la seule différence, en réalité, entre l'argent et le billet de spectacle ou de chemin de fer, est que le premier est un ordre général sur la société et le dernier des ordres spéciaux sur les personnes ou les compagnies. Leur nature est d'autre part précisément similaire. En achetant de tels billets, nous ne pensons pas un seul instant à la matière dont ils se composent, ni en fait au billet du tout, excepté pour ce qu'il représente. En lui-même, c'est un morceau de carton que nous ne voudrions pas ramasser si ce n'est pour ce qu'il représente. De plus, nous considérerions un agent comme fou, s'il faisait ses billets en or ou en argent. Nous appellerions cela, la forme la plus licencieuse de l'extravagance. De plus, ces billets ne sont pas émis avec la notion de maintenir la *valeur des billets.* Le nombre de places vendues ou de personnes transportées n'est pas gouverné par le nombre de billets émis ; au contraire, le nombre de billets imprimés est gouverné par le nombre de personnes désirant voyager, ou par la capacité du théâtre. Un billet de spectacle ou de chemin de fer est simplement un moyen convenable de reconnaître une dette, et c'est précisément ce que fait la monnaie. Un particulier émet un billet comme un ordre à la société de remplir un certain devoir ou une obligation d'une nature *spéciale.* La société émet les autres comme un ordre aux particuliers de remplir leurs devoirs ou obligations d'une nature *quelconque.* L'absurdité de limiter le montant de la monnaie émise afin de la maintenir à une certaine valeur, est égale à celle que ferait une

compagnie de chemin de fer en limitant le nombre de ses billets imprimés afin de maintenir un certain prix. Que dirions-nous si une telle compagnie émettait des billets se basant sur un calcul (*per capita*) de la population des villes au travers desquelles passerait le chemin de fer en insistant pour que le trafic soit limité à ce nombre ? Nous verrons plus loin tous les effets de cette limitation de l'émission de la monnaie. La question, donc, quant au montant de la monnaie nécessaire à une nation est une de celles à laquelle nul homme ne peut répondre avec possibilité, et il n'est pas important que nous puissions le faire. *L'offre de la monnaie, comme l'offre de toute chose utile, devrait être gouvernée par les transactions par lesquelles se produit sa nécessité, et son émission devrait être aussi libre que les transactions elles-mêmes.*

En répondant à la question « Peut-il y avoir une surémission de la monnaie ? » deux choses sont à considérer. Si émission signifie la simple impression de certificats ou de notes, la réponse est que le dommage ne va pas au delà d'une légère perte de papier.

D'autre part, si par « émission » on entend le payement de la monnaie par le gouvernement ou les particuliers en échange de marchandises ou de services, il est évident qu'il peut y avoir des surémissions, justement comme une compagnie de chemin de fer peut vendre plus de billets qu'elle n'a de places, ou un directeur de théâtre que sa salle ne peut contenir de spectateurs. La monnaie représente les dettes que la société ou les individus acceptent d'acquitter, et puisqu'il y a une limite au pouvoir productif de chacun, il y en a aussi une autre à la capacité de chacun de régler les dettes ; de là, il doit y avoir une limite à l'émission de la monnaie. Cette limite, cependant, est uniquement gouvernée par le pouvoir productif de ceux qui l'émettent. La monnaie doit nécessairement *être soutenue par la richesse*, et aussi longtemps qu'elle ne dépasse pas nominalement le pouvoir d'achat de la richesse, il ne peut y avoir danger de surémission.

En traitant de la richesse, j'ai montré qu'une marchandise étant quelque chose d'utile, est échangeable contre quelque autre chose d'utile. La monnaie, comme nous l'avons vu, n'est pas une marchandise ; c'est l'intermédiaire par lequel les marchan-

dises sont proportionnées et échangées. C'est une très utile invention pour faciliter et soutenir le commerce. Mais l'échange de marchandises contre de la monnaie (c'est-à-dire une vente) n'offre pas une satisfaction réciproque. Comme le dit Francis Walker, « les hommes ne la prennent pas (la monnaie) pour elle-même, mais pour ce qu'elle peut leur procurer; ils ne la gardent pas pour en jouir, mais pour être prêts à s'en séparer pour obtenir ce dont ils pourront jouir ».

Macleod dit aussi : « L'usage de la monnaie étant de garantir l'enregistrement des services *dus* à son possesseur pour les temps futurs, etc. »

Ainsi Thornton dit : « la monnaie de toute espèce est un *bon* pour avoir des marchandises. » « Ce n'est pas avec de la monnaie que les choses sont réellement achetées », dit John Stuart Mill. « Il y a ici, dit Le Trosne, cette différence entre un échange et une vente ; c'est que dans un échange chaque chose est consommée ou accomplie pour chaque partie. Elles possèdent la chose qu'elles désiraient se procurer et elles n'ont plus qu'à en jouir. Dans une vente, au contraire, il n'y a que l'acheteur qui ait atteint son but, parce que seul il est en position pour jouir. Mais tout n'est pas fini pour le vendeur. »

Pour cette raison, une vente, comme nous l'avons vu, n'est qu'un demi-échange ou, comme le dit Francis Walker, « seulement une demi-transaction ». *La monnaie donc n'est pas elle-même, dans le sens économique, une marchandise échangeable. La monnaie n'est pas la chose elle-même échangée; elle est l'intermédiaire d'échange, le symbole de la satisfaction.*

C'est un « billet », un « ordre » ou un « jeton ».

Un billet pour un théâtre est une très utile institution, et il est donné à l'acheteur pour de l'argent; mais personne ne regarde l'acquisition de ce simple billet pour rien autre que ce qu'il représente. Enlevez-lui sa signification, et il n'est rien d'autre qu'un morceau de papier, complètement sans usage et sans valeur; il en est de même de la monnaie. Dépouillée du pouvoir dont la société l'a investie, elle n'est bonne à rien, elle est absolument sans valeur. « Bref, dit Mill, il ne peut y avoir intrinsèquement une chose plus insignifiante que la monnaie dans l'économie de la société, excepté quand elle a le caractère d'une invention pour épargner le temps et le travail. C'est une

machine qui fait rapidement et commodément ce qu'on ferait sans elle, quoique avec moins de rapidité et de commodité. »

Séparée de sa fonction d'intermédiaire la monnaie n'est donc rien; elle s'évanouit. En fait, *il est absolument essentiel, pour la vraie nature des choses, que la monnaie ne soit rien en dehors de ses fonctions dans l'échange.*

La monnaie est le dénominateur commun des valeurs et ces dernières ne peuvent être exprimées qu'en nombres; un dénominateur n'existe pas séparé du numérateur; sa *raison d'être* est de qualifier le numérateur; il disparaît avec lui; une marchandise a une existence indépendante; c'est une unité. *Une marchandise ne peut être un dénominateur commun des valeurs qui n'a pas d'existence à part et n'est pas indépendant du numérateur, et elle ne peut disparaître avec lui.*

Puisque la monnaie n'est rien en dehors de sa fonction et n'est pas une marchandise, la monnaie est *per se* essentiellement sans valeur. Les valeurs ou les pouvoirs d'achat qu'elle exprime ne résident pas dans la monnaie, elles n'en sont point partie. Elles sont les attributs de la richesse qui se trouve derrière la monnaie comme garantie de son rachat et qui la fait circuler. La monnaie n'est pas elle-même la richesse, mais seulement son représentant, son symbole. Comme le dénominateur de la fraction, la monnaie exprime la valeur du numérateur et disparaît avec lui; ou bien, comme le signe de l'égalité, il exprime le rapport entre deux choses, ou séparé d'elles il n'a plus de signification.

La question de l'*offre* de la monnaie peut donc être ainsi résumée. Il devrait y avoir abondance, afin de satisfaire toutes les exigences des affaires, et l'offre devrait être gouvernée par ces demandes au lieu de contraindre les affaires de s'ajuster à une offre fixe. La monnaie, émise sur une base scientifique, n'obéit qu'à une loi. Afin qu'il en soit ainsi, elle doit être *per se* sans valeur. *L'offre de la monnaie ne devrait pas être restreinte.* La substance choisie devrait être la *plus abondante*, afin qu'il ne soit pas possible de la monopoliser. La valeur ne se montre que là où la rareté existe, où l'offre est limitée; d'où il résulte que l'or est la plus mauvaise matière possible entre toutes pour créer la monnaie.

Nous avons déjà vu que cette marchandise-monnaie est sou-

mise à deux forces en conflit et qu'elle est obligée d'obéir à la plus grande. Comme marchandise, elle est soumise à la loi de l'offre et de la demande, et elle cherche ce champ où elle peut réaliser pour elle-même les meilleurs profits. Maintenant, ce n'est que comme marchandise que la monnaie est susceptible d'être exploitée. Ce n'est que lorsque la monnaie offre cette faculté que les courtiers et les banquiers peuvent en extraire des intérêts. La monnaie est une source de profit pour tous ceux qui en trafiquent exclusivement, seulement aussi longtemps qu'elle est contrôlée par la loi de l'offre et de la demande. De là, il résulte qu'avec l'adoption d'une unité idéale, invariable de pouvoir d'achat, et avec la liberté de monétiser également toutes les formes de la richesse, l'intérêt ou le payement pour l'usage de l'argent mourrait de sa mort naturelle, puisque l'offre de la monnaie serait toujours égale à la demande.

Un dénominateur invariable des valeurs amènerait une condition sans profit des choses pour les manieurs d'argent, justement comme une communauté de gens bien portants serait une pauvre place pour un médecin qui voudrait y pratiquer. On doit aux conditions anti-scientifiques et mal organisées de nos systèmes monétaires et financiers, que l'institution de la banque soit l'une des affaires les plus lucratives de toute la communauté.

La première atteinte au privilège néfaste accordé par les hommes d'Etat et les législateurs à la monnaie, conclut M. Kitson, fut portée par Adam Smith, qui montra qu'elle n'est pas la plus haute forme de la richesse. En bonne justice, il devrait partager cette gloire entre Boisguillebert, les physiocrates et Smith. Et M. Kitson ajoute : La mort du privilège, ce sera de ramener la monnaie à sa place naturelle qui est *au-dessous des marchandises*, à la condition de simple intermédiaire et instrument commercial. Il s'applique ici à déduire les conséquences ultimes de la conception monétaire que Le Trosne, en 1774, deux années avant Smith, avait exprimée à peu près dans les mêmes termes : « L'argent n'est qu'un gage intermédiaire entre les ventes et les achats, il n'est pas le *but* du commerce ; on ne l'acquiert par les ventes que pour le rendre par les achats. »

IV. — Les antinomies de la monnaie-marchandise.

§ I. — Le médium des échanges.

M. Kitson transporte sa critique de la monnaie-marchandise dans la théorie générale de la circulation.

Ce n'est plus ici la fonction de mesure des valeurs, mais celle d'intermédiaire des échanges qu'il va considérer. Le terme *circulation,* exprimant un cours continu, a été, dans sa signification la plus large, comme je l'ai montré, emprunté à la biologie par les physiocrates; à l'image de la circulation du sang, il exprime la continuité ininterrompue des échanges de richesses, entretenant la vie collective. Les mots *currency*, *circulating medium*, *intermédiaire de la circulation* s'attachent plus étroitement, ainsi que Mac Leod le rappelle dans ses *Principes de la Science économique* (ch. IV, § 21), au moyen, à l'intermédiaire par lequel les marchandises sont mises en mouvement, à ce qui accomplit la fonction de faire circuler les marchandises, à la grande roue de la circulation d'Adam Smith. Les marchandises se meuvent, dit M. Kitson, en sens inverse de l'instrument de la circulation; tandis qu'il se dirige vers le vendeur, elles se dirigent vers l'acheteur, et ces mouvements opposés embrassent tout l'ensemble des opérations commerciales du monde entier. La quantité de marchandises en circulation, dans un temps donné, est proportionnelle à la masse du *médium* de la circulation, multipliée par la vitesse avec laquelle il se meut. C'est son *moment,* en termes de mécanique. Il est manifeste qu'une petite quantité de cet intermédiaire se mouvant rapidement fera autant de besogne qu'une grande masse se mouvant lentement. Ceci explique comment l'Angleterre, les Etats-Unis, avec moins d'argent *par tête* que la France, peuvent atteindre un chiffre beaucoup plus considérable d'affaires.

Dès lors, puisque la fonction du médium de la circulation est de faciliter le mouvement des marchandises, et puisque ce mouvement est proportionnel à la masse et à la vitesse de cet intermédiaire, il suit que celui qui se meut le plus rapidement et qui est le moins sujet aux dérangements est le meilleur, le plus utile, celui dont la circulation s'opère avec le moins de

frottements. Il est évident, par là, que la *monnaie-marchandise* ne peut accomplir la fonction de la circulation aussi efficacement que la monnaie libre de cette association. Influencée comme elle l'est toujours par la marchandise même, elle a des mouvements constamment entravés et restreints.

C'est ainsi qu'*amasser, thésauriser*, est directement contraire au commerce, puisque c'est retirer de la circulation une partie de l'intermédiaire circulant, et causer par là une diminution de *moment,* au sens mécanique, dans la masse mouvante de la circulation. Or, la propension à amasser (*hoarding*) vient du désir de conserver la possession de la *marchandise* avec laquelle la monnaie, est en général, associée.

Le désir d'amasser de l'or et de l'argent semble être universel parmi les classes les plus ignorantes, spécialement en Orient. On dit que de 1602 à 1734 les Indous enterrèrent 150 millions de livres sterling d'argent, venus originairement d'Amérique en Europe.

De 1856 à 1866, l'Angleterre exporta aux Indes et en Chine 120 millions de livres en argent. Le penchant du paysan français à amasser est proverbial. Toutes les sommes amassées sont retirées de la circulation, ce qui tend nécessairement à réduire la circulation des marchandises. « Tout au commencement de la circulation des marchandises, dit Karl Marx, cité par Kitson, est né le désir passionné de maintenir ferme le produit de la première transformation. Ce produit est la métamorphose de la marchandise, ou sa chrysalide d'or. Les marchandises sont ainsi vendues, non avec le dessein d'en acheter d'autres, mais afin de remplacer leur forme marchandise par leur forme monnaie. Etant, au départ, un simple *moyen* d'effectuer la circulation des marchandises, ce changement de forme devient *la fin*. La monnaie se pétrifie en un trésor, et le vendeur devient un avare d'argent.

» Afin que cet or puisse devenir monnaie et puisse former un trésor, il faut l'empêcher de circuler ou de devenir un moyen de jouissance. L'avare, donc, sacrifie ses désirs à son fétiche d'or.

» D'autre part, il ne peut retirer de la circulation plus qu'il n'y a mis sous la forme de marchandises.

» Plus il produit, plus il peut vendre.

» Un travail forcé, l'économie et l'avarice sont donc ses trois vertus cardinales; et vendre beaucoup et acheter peu sont la somme de son économie politique. »

Chaque somme d'argent retirée de la circulation doit être ainsi remplacée par des marchandises. Celles-ci ne continuent pas longtemps à circuler; elles sont achetées pour la consommation et sont par conséquent continuellement retirées de la circulation.

La monnaie, au contraire, est créée pour la maintenir; elle n'est jamais consommée. En remplaçant la monnaie par des marchandises, on augmente la besogne qui doit être faite par la monnaie encore en circulation. Le système de thésaurisation est semblable à l'action de percer le principal tuyau d'une machine à vapeur ou de détourner une partie du courant qui active la roue d'une usine.

La monnaie devrait être libre de tout fardeau inutile, comme le voyageur pédestre. Elle devrait ressembler au lièvre plutôt qu'à la tortue.

C'est ainsi que M. Kitson est conduit à l'examen de cette question encore controversée, à savoir : Quel degré d'extension il faut donner aux termes *circulating medium, currency, intermédiaire de la circulation, circulation*, considérés comme synonymes? Que faut-il y comprendre, à côté de la monnaie métallique?

En 1840, il y eut sur cette définition un débat intéressant au sein du Comité parlementaire de la Banque d'Angleterre. Certaines des théories qui y furent développées furent, depuis, incorporées à l'*act* qui reconstitua cette Banque, en 1844.

On trouve l'exposé de cette controverse dans les ouvrages de Mac Leod. C'est là que M. Kitson puise quelques citations importantes et qu'il est encore utile de reproduire. C'est ainsi que M. Normans, directeur de la Banque d'Angleterre, n'assigne les caractères d'une circulation parfaite à aucun instrument de crédit :

« Je considère, dit-il, que les trois qualités les plus essentielles que devrait posséder la monnaie seraient d'être demandée universellement par chacun en tout temps et en tous lieux; de posséder une valeur fixe; d'être un parfait *numérateur*. Il y a d'autres qualités, mais je crois celles-ci les plus essentielles.

Mais quand je regarde tous les instruments de crédit, je trouve qu'ils ne possèdent pas complètement ces qualités. Ils ne les ont qu'à un degré très bas; nous avons vu, en 1835, la circulation diminuer avec une très grande augmentation des dépôts en banque; et il y avait toute apparence des effets d'une contraction.

» Par le terme *numérateur*, j'entends ce qui mesure la valeur des autres marchandises avec la plus grande facilité possible. Quand nous voyons tous ces expédients de banque, nous remarquons qu'ils possèdent les trois qualités dont j'ai fait mention à un degré très bas.

» Je ne puis les prendre qu'un à un; une lettre de change est un titre ordinairement payable à une époque future et à un certain endroit à quelque individu particulier; elle n'est d'aucun usage pour une autre personne, excepté quand elle lui est endossée.

» Un homme ne peut entrer dans un magasin avec une lettre de change et acheter ce qui lui manque; il ne peut payer ses ouvriers avec une lettre de change. De même, avec un dépôt en banque ou un crédit aux livres d'une banque. »

M. Samuel-Jones Lloyd, depuis lord Overstone, n'embrassait dans la circulation que les espèces métalliques et les billets de banque.

« J'entends par le terme circulation, disait-il, des espèces métalliques et des billets promettant de payer ces espèces au porteur, sur sa demande. » — « Dans votre définition du mot circulation vous ne comprenez pas les dépôts? » — « Non, je ne le fais pas. » — « Y comprenez-vous les lettres de change? » — « Non. » — « Pourquoi ne comprenez-vous pas les dépôts dans votre définition de circulation? » — « Les métaux précieux sont distribués dans les différentes contrées du monde par l'opération de lois particulières qui ont été recherchées et sont maintenant bien reconnues. Selon ces lois, chaque pays a une certaine portion des métaux précieux qui reste la même aussi longtemps que les autres circonstances restent les mêmes. Les métaux précieux convertis en numéraire constituent la monnaie de chaque pays. Ces espèces métalliques sont, dans les pays très avancés, représentées, dans certaines limites, par des billets promettant le paiement en espèces au porteur, sur sa demande;

ces billets étant d'une telle nature en principe que leur augmentation supplée aux espèces métalliques avec une même extension. Quand ces billets sont en cours en même temps que les espèces métalliques, ils constituent avec elles la monnaie ou la circulation de ce pays. Maintenant cette monnaie est marquée par certains caractères qu'on peut distinguer; le premier de tous, c'est que le montant en est déterminé selon les lois qui opèrent la distribution des métaux précieux aux différentes contrées du monde; secondement, qu'elle est dans tous les pays la mesure des valeurs commune à toutes les autres marchandises, l'étalon, par rapport auquel la valeur de chaque autre marchandise est déterminée et tout contrat exécuté; et troisièmement, elle devient l'intermédiaire commun pour le règlement de toutes les transactions, également, en tout temps, entre toutes les personnes et en tous lieux. Elle a de plus la propriété de remplir ces fonctions d'une manière indéfinie. Ni les dépôts en banque, ni les lettres de change ne possèdent ces qualités. D'abord, leur montant n'est pas déterminé par les mêmes lois que celles qui régissent la distribution des métaux précieux dans chaque pays; en second lieu, ils ne peuvent aucunement servir de mesure commune des valeurs, comme étalon, par rapport auquel nous pouvons fixer la valeur relative de toutes les autres marchandises; et enfin, ils ne possèdent pas ce pouvoir d'échange universel qui appartient à la monnaie d'un pays. »

« Toute obligation de payer une somme due peut devenir un symbole de la monnaie, tout symbole peut acquérir certains avantages de la monnaie en circulation. La lettre de change peut être transmise par la méthode sûre et rapide de l'endossement, mais elle n'est payable qu'à une époque éloignée, et, pour la réaliser, il faut s'en dessaisir.

« C'est une obligation éventuelle que l'on contracte soi-même et sous le poids de laquelle le crédit souffre jusqu'à ce qu'elle soit acquittée.

« On n'est pas toujours disposé à révéler la nature de ses affaires par les signatures que l'on met en circulation. Ces inconvénients ont conduit à chercher un symbole de la monnaie toujours plus actif et plus convenable, qui participe, comme la lettre de change, aux qualités de la monnaie métallique, parce

qu'il n'a que le mérite de la représenter; qui, semblable aux pièces de monnaie, est transmis de main en main, sans la nécessité d'être garanti par une signature, sans laisser de traces de son passage.

» Le billet, payable au porteur, émis par de puissantes associations formées sous les yeux de l'autorité et agissant sous la continuelle surveillance du gouvernement, a apparu avec ces avantages. De là, les banques de circulation. »

— « Dans de semblables circonstances, le montant des crédits ouverts aux déposants sur les livres des banquiers a-t-il quelque relation avec la quantité de monnaie du pays? »

— « Je crois qu'il en est dépendant à un très haut degré. Je considère la monnaie du pays comme le fondement, et les lettres de change comme l'édifice construit dessus. Je considère les lettres de change comme étant une forme importante des opérations de banque, et la circulation du pays est la monnaie à laquelle ces opérations doivent être ajustées; toute contraction de la circulation du pays agira naturellement sur le crédit; les lettres de change étant une forme importante du crédit, ressentiront l'effet de cette contraction à un degré très élevé; elles seront contractées, en fait, à un degré beaucoup plus élevé que la circulation de papier. »

SIR ROBERT PEEL. — « Quels sont les éléments qui constituent la monnaie dans le sens que vous attachez à cette expression « quantité de monnaie »? Quel est le sens exact que vous attachez aux mots « quantité de monnaie, quantité de circulation métallique? »

— « Quand je me sers des mots « quantité de monnaie », je veux dire la quantité d'espèces métalliques et de billets de banque, promettant le remboursement en espèces sur demande, qui sont en circulation dans ce pays. »

M. Kitson cite encore le colonel Torrens, l'auteur du projet de diviser la banque en deux départements, que sir Robert Peel adopta dans son *act* de 1844. Il dit : « Les termes de monnaie et de circulation ont été jusqu'ici employés pour montrer ces instruments d'échange qui possèdent une valeur *intrinsèque* ou dérivée, et par lesquels, selon la loi et la coutume, *les dettes sont éteintes et les transactions terminées*. Les billets de banque, payables en espèces sur demande, ont été compris dans ces

termes, aussi bien que les espèces, parce que, par la loi et la coutume, l'acceptation d'un billet d'une banque solvable, non moins que l'acceptation des espèces, liquide les dettes et termine les transactions ; tandis que les lettres de change, les crédits en banque, les chèques et autres instruments par lesquels on économise l'usage de la monnaie, n'ont pas été compris dans les termes de monnaie et de circulation, parce que l'acceptation de tels instruments ne liquide pas les dettes, ne met pas un terme aux transactions. » Il dit encore, en réponse à quelques observations parfaitement justes de M. Fullarton : « C'est un écart évident du langage ordinaire de dire que, si un achat est payé en billets de banque ou par une lettre de change, le résultat est le même. La monnaie et le crédit, tels qu'ils sont établis par l'usage universel du marché, un achat payé en billets de banque, c'est un achat argent comptant; tandis qu'une transaction négociée par le payement en une lettre de change est un achat à crédit. Dans le premier cas, la transaction est consommée et le vendeur n'a plus aucune action contre l'acheteur; dans le dernier cas, la transaction n'est pas consommée et le vendeur continue à avoir un droit contre l'acheteur. Un billet de banque liquide une dette; une lettre de change enregistre l'existence d'une dette, promet sa liquidation à une date future. M. Fullarton se trompe quand il dit que les transactions qui ont été faites avec l'aide des billets de banque doivent rester incomplètes jusqu'à ce que ces billets soient revenus à la banque qui les a émis ou acquittés en espèces. Un billet de banque de 100 £ peut passer des acheteurs aux vendeurs plusieurs fois par jour, et terminer à l'instant chaque transaction successive. Une lettre de change peut aussi passer des acheteurs aux vendeurs plusieurs fois par jour, mais aucune de ces transactions successives, dont elle est l'intermédiaire, ne peut être terminée avant que le dernier porteur n'ait reçu, en espèces ou en billets de banque, le montant de la somme qu'elle représente.

» Il y a donc la nécessité du *remboursement ultérienr qui constitue le point essentiel de distinction, qui établit la limite entre la forme du crédit et celle de la monnaie.* Il y a une nécessité qui s'applique aux lettres de change et aux chèques, mais non pas aux billets de banque.

Ces dépositions, et bien d'autres encore, sont textuellement

reproduites dans les *Principes de la Philosophie économique* de Mac Leod et dans sa *Théorie du Crédit,* avec les observations critiques de cet économiste célèbre. M. Kitson les fait siennes ; et il n'est peut-être pas de moyen de mieux faire saisir leur commune pensée, que d'emprunter directement tout d'abord quelques lignes à Mac Leod lui-même :

« Cette *circulation* n'est autre chose que l'attestation d'un service antérieurement rendu, dont on n'a pas encore reçu l'équivalent, mais qui peut être réclamé immédiatement, ou à l'échéance fixée... Ces simples considérations éclairent d'un trait la nature fondamentale d'une *currency*. Il est clair, en effet, que son usage principal est d'attester et d'enregistrer des créances, de faciliter leur transfert d'une personne à l'autre, et quels que soient les moyens que l'on emploie pour y atteindre. Or, argent, papier, ou tout autre, c'est un instrument de circulation, *currency,* et, en quelque matière qu'elle consiste, elle atteste et représente une créance transmissible, rien d'autre. » (MAC LEOD, *Principes de Philosophie économique,* ch. IV, § 20 et suivants.)

M. Mac Leod est d'ailleurs resté fidèle à cette conception jusqu'aujourd'hui, et nous lisons dans une récente communication (1896), qu'il a faite au *National liberal club political Economy Cercle,* sur le *crédit :* « Si un marchand achète des marchandises à crédit, il fait circuler ces marchandises exactement de la même manière que s'il les avait achetées avec de l'argent ; et ce crédit affecte les prix exactement de la même manière que la la monnaie. Dès lors le *médium circulant, circulating medium,* consiste dans la monnaie et le crédit dans toutes ses formes, qu'elles soient écrites ou non écrites. »

Ayant ainsi atteint une généralisation assez haute pour envelopper toutes les formes de crédit et la monnaie elle-même dans une commune propriété d'opérer la transmission d'une créance, M. Kitson combat successivement toutes les thèses qui se ramènent à resserrer plus ou moins étroitement la notion du *médium de la circulation.*

Il repousse d'abord, contre M. Normans, l'idée qu'une substance ou une matière quelconque soit l'objet d'une universelle demande ; les billets de la Banque d'Angleterre, les souverains et les shillings ne sont pas des objets de demande

dans la circulation à tous les moments, sur tous les points, chez tous les peuples. Si l'universalité était le caractère nécessaire du *médium* de la circulation, il n'y aurait pas de circulation. Il dit encore que, d'ailleurs, cette prétendue universalité des instruments de circulation que l'on défend est, au sein même de chaque nation, le fait de la loi : l'artifice d'établir par la loi, dit ironiquement M. Kitson, un système d'échange et d'obliger les gens à trafiquer par ce moyen, et de soutenir alors qu'il existe une *demande universelle de la chose,* est digne de souvenir.

M. Kitson condamne la distinction faite par le colonel Torrens entre la monnaie et les billets de banque, d'une part, les crédits en banque, lettres de change, chèques, etc., de l'autre. Torrens a soutenu que le billet a pour l'acquit d'une dette une efficacité qui manque à la lettre de change. La critique de Torrens a déjà été faite avec beaucoup d'habileté par Michel Chevalier (*La Monnaie,* seetion I, ch. V). Mac Leod a repris, avec des développements nouveaux, la thèse de Michel Chevalier (*Philosophie économique,* l. c.)

M. Kitson se place surtout au point de vue de la fonction de la monnaie. Je continue à la traduire complètement.

Un acte légal, dit-il, ne peut ni faire un échange complet d'un demi-échange, ni convertir la monnaie en marchandise. Nous avons déjà vu qu'une vente de marchandises pour de l'argent n'est, en économie, qu'une demi-transaction, et qu'elle n'est complète que lorsque la monnaie est échangée contre d'autres produits; donc, économiquement parlant, une transaction n'est pas plus terminée par l'usage d'un étalon monétaire ou d'un billet de banque que par l'usage d'un chèque ou d'une lettre de change.

La distinction établie par Francis Walker, entre les billets de banque et les chèques, dans son ouvrage sur *La Monnaie*, est que les premiers sont une forme de crédit entre le détenteur et celui qui les a émis, mais non entre le vendeur et l'acheteur, tandis que les chèques sont une forme de crédit entre les premiers et les derniers. Une autre distinction faite par lui, c'est que les chèques sont acceptés avec références prises sur le caractère et la situation des personnes qui les offrent, tandis qu'il n'en est pas ainsi pour les

billets de banque; et enfin, que les chèques passent usuellement par des endossements successifs, et les billets de banque non pas.

Ces distinctions, cependant, quand on les examine soigneusement, ne constituent pas une différence vitale ou fondamentale dans la nature des instruments eux-mêmes. La première distinction n'est pas importante; c'est une simple coïncidence qui fait que le détenteur et le souscripteur d'un chèque sont habituellement l'acheteur et le vendeur.

Quant à recevoir des billets de banque « sans références sur les personnes qui les offrent », cela n'est pas vrai. Si j'emprunte de l'argent dans une banque, et si je suis payé en billets de cette banque, je les prends les croyant valables, et avec confiance dans les personnes qui les offrent. Si j'avais le moindre doute à ce sujet, je ne les prendrais certainement pas; je traiterais avec une banque en laquelle j'aurais confiance.

La seule distinction qui puisse être établie entre les chèques et les billets de banque est la différence dans le degré d'acceptation, et, dans certains cas, il est contestable qu'il y ait même une différence à cet égard. Les chèques d'un homme d'affaires bien connu, ou d'une corporation, passeront couramment dans une société aussi aisément qu'un billet de banque. Dans les deux cas, le degré d'*acceptabilité* (*acceptability*) est mesuré par le crédit de celui qui les émet. Il est quelque peu étonnant de voir le professeur Walker classer les billets inconvertibles comme monnaie, tandis qu'il exclut les chèques et les lettres de change, spécialement, après avoir dit : « Est considéré comme monnaie, ce qui en remplit les fonctions ». Ce qui constitue la monnaie, c'est ce qui remplit les fonctions d'intermédiaire d'échange. Elle enregistre des dettes exprimées dans les termes d'un dénominateur des valeurs. L'*acceptabilité* est généralement la condition *sine qua non* de la monnaie. Mais jusqu'à quel point un instrument devient-il monnaie? Nous avons vu qu'il n'y a pas de monnaie universellement acceptable. Dans quelques contrées, l'argent a été l'étalon légal au lieu de l'or. L'or est l'étalon dans d'autres pays où l'argent ne l'est pas. Mais, même dans les pays où un étalon métallique similaire est employé, les pièces d'une contrée ne circuleront pas dans une autre. En fait, la monnaie ne va jamais réellement

d'un pays dans un autre. Elle doit être vendue en lingots pour être réalisée ou être échangée comme marchandise. La même monnaie n'est pas universellement acceptable.

Mac Leod établit une similitude entre les chêques, les lettres de change et les billets de banque, même considérés au point de vue de la loi anglaise.

« Les billets de banque, les chèques et les crédits en banque sont exactement sur le même pied pour liquider les dettes et terminer les transactions. Aucun débiteur ne peut forcer son créancier à accepter un billet de banque ordinaire, un chèque ou un crédit en banque, en payement d'une dette ; mais *s'il accepte volontairement,* tout cela liquide également les dettes et termine les transactions. L'offre d'un chèque équivaut à celle d'un billet de banque ordinaire. Et, quand la banque a transféré le crédit du compte du débiteur à celui du créancier, elle liquide la dette et clôt la transaction en tous points, comme s'il y avait eu un payement en argent. Si un créancier accepte d'être payé par un chèque et le garde pendant un temps indû, sans le présenter à l'encaissement, et si la banque fait faillite, alors qu'un crédit suffisant existait au compte du débiteur, la dette entre le créancier et le débiteur est liquidée et la transaction terminée. » Tels sont les faits, suivant les lois anglaises. En comprenant les billets de banque dans la *currency,* les chèques et les lettres de change, donc, doivent y être également classés. M. Kitson, dans cette longue digression, aboutit aux conclusions de Michel Chevalier et Mac Leod. Il s'attache, en concluant, à montrer combien les écrivains qu'il critique ont perdu de vue les vraies fonctions de la monnaie.

« Un billet de banque liquide une dette, une lettre de change enregistre l'existence d'une dette et promet sa liquidation à une époque future », dit le colonel Torrens. Eh bien! risposte M. Kitson, la fonction de la monnaie n'est pas de *liquider les dettes,* mais *d'enregistrer leur existence;* car, comme le dit très justement Mac Leod, « *où il n'y a pas dette, il ne peut y avoir circulation* ». Nous avons vu comment la nécessité de la monnaie surgit des inégalités de l'échange, et comment son usage enregistre et exprime ces inégalités. Nous avons vu aussi que la véritable liquidation d'une dette, ou sa satisfaction, n'est pas obtenue *avant que la monnaie, espèces ou billets,* ne soit transfor-

mée en marchandises. En faisant des espèces ou des billets de banque un liquidateur final des dettes (*final liquidator*), nous en faisons une *fin* d'échange, au lieu d'un *intermédiaire;* de là, on pourrait conclure que les espèces et les billets de banque ne seraient pas, scientifiquement parlant, *la vraie monnaie,* tandis que les lettres de change le seraient.

Pour résumer : Nous sommes, dit M. Kitson, d'accord avec Mac Leod sur l'extension du terme *circulation;* il comprend les espèces frappées, les billets de banque, les chèques, les lettres de change, les bons du trésor, les simples dettes reconnues sur papier donnant un titre au payement. « De ces considérations, il suit que la circulation d'un pays est la *somme totale de toutes les dettes* dues à tous les individus du pays; c'est tout son crédit et toute sa monnaie. » L'enregistrement d'une dette, exprimée en termes de relations d'échange des marchandises, et acceptée comme intermédiaire d'échange pour les marchandises, c'est la circulation, *currency, peu importe quel puisse être le degré de sa circulation.*

Elle est monnaie courante aussi longtemps qu'elle circule, car aussitôt que la circulation cesse, elle n'est plus monnaie courante. Le « degré *d'acceptabilité* » n'a rien à y faire.

Elle est circulation, ou elle ne l'est pas; ce n'est pas une qnestion de degré, mais entièrement une question de fait; et puisque circulation, *currency*, est synonyme de monnaie, les mêmes règles s'appliquent à cette dernière. « Ceci est de la monnaie; tout cela en est; est seulement monnaie ce qui en remplit les fonctions. » Les chèques, les lettres de change, les bons du trésor, les billets de banque et les inscriptions de dettes au grand livre sont tous exprimés dans les termes du dénominateur des valeurs; ils servent à faire circuler les marchandises; ils forment un intermédiaire d'échange; bref, ils remplissent les fonctions de la monnaie; donc, ils sont monnaie dans le sens le plus strict du mot. Et M. Kitson, dégageant rigoureusement les conséquences de sa conception de la monnaie soustraite à toute association nécessaire avec la marchandise, ajoute : « *Lorsque je comprends les espèces comme monnaie courante, je ne fais pas allusion anx pièces d'or et d'argent* « *de pleine valeur* », mais simplement aux monnaies à valeur conventionnelle, jetons, *token coins.* » Il est évident que l'échange des marchandises

contre des pièces d'or et d'argent *de pleine valeur* n'est autre chose *que l'échange d'une marchandise contre une autre.* »

Revenant à la définition de Mac Leod : « La circulation ne représente que des créances transférables », il ajoute : « Une pièce *de pleine valeur* ne représente pas plus une créance que toute autre marchandise, puisqu'elle porte plein remboursement avec elle. La dette qu'elle représenterait autrement est éteinte par la valeur de l'or ou de l'argent qu'elle renferme. *Les espèces, donc, ayant la pleine valeur d'une marchandise ne sont pas de la monnaie, elles sont des marchandises.* »

Ce long chapitre de M. Kitson, dont la traduction est vraiment laborieuse, n'aurait aucune originalité s'il n'avait d'autre objet que d'élargir la notion de la circulation *(currency)* adoptée par lord Overstone ou le colonel Torrens. Déjà, dans son livre sur *La Monnaie,* Michel Chevalier avait résumé une lumineuse critique dans les termes suivants (section I, ch. V) : « La langue anglaise a un mot générique qui embrasse la monnaie, le billet de banque, le papier-monnaie ou assignat non convertible en espèces, et toute autre espèce de titre qu'on peut mettre dans la circulation et qu'accepte plus ou moins le commun des hommes : c'est le des mot *currency*. Notre langue n'en offre pas l'équivalent parfait. Cependant, le terme *numéraire* pourrait être pris dans le même sens... »

Mais il y a quelque chose de plus, dans ces pages de M. Kitson, que l'extension du sens du mot *currency :* en effet, il exclut précisément de la *circulation* les monnaies métalliques à valeur *pleine* pour n'y laisser, à côté des instruments de crédit, que les monnaies métalliques à valeur *conventionnelle*. La monnaie-marchandise présente ainsi en elle-même une opposition absolue de caractères et d'éléments : elle est *fin* et *moyen,* elle est *instrument* de l'échange et *matière* de l'échange; elle est une contradiction, une antinomie, si je puis employer ici cette terminologie.

§ 2. — Le crédit et les crises monétaires.

« Vous avez un écu. Que signifie-t-il en vos mains? Il y est comme le témoin et la preuve que vous avez, à une époque quelconque, exécuté un travail, dont, au lieu de profiter, vous avez fait jouir la société en la personne de votre client. Cet

écu témoigne que vous avez rendu un *service* à la société, et de plus il en constate la valeur. *Il témoigne, en outre, que vous n'avez pas encore retiré de la société un service* **réel** équivalent, comme c'était votre droit. Pour vous mettre à même de l'exercer, quand et comme il vous plaira, la société, par les mains de votre client, vous a donné une *reconnaissance,* un *titre,* un *bon* de la république, un *jeton,* un *écu*, enfin, qui ne diffère des titres fiduciaires qu'en ce qu'il porte sa valeur en lui-même, et si vous savez lire, avec les yeux de l'esprit, les inscriptions dont il est chargé, vous déchiffrerez distinctement ces mots : « Rendez au porteur contre le présent, un service équivalent à celui qu'il a rendu à la société, valeur reçue, constatée, prouvée et mesurée par celle qui est en moi-même. »

Ce lumineux passage de Frédéric Bastiat (*Maudit argent*), que M. Kitson ne cite pas renferme néanmoins la thèse fondamentale que celui-ci va défendre.

Il adopte la notion du crédit admise en général; c'est l'échange d'une prestation actuelle contre l'engagement d'une prestation future. Le crédit est l'attente d'une satisfaction, dit-il; la créance et la dette sont les deux aspects d'un même phénomène économique, ils sont comme les deux pôles de la satisfaction, la créance en est le pôle positif, la dette le pôle négatif. Toute transaction commerciale doit nécessairement revêtir l'une de ces formes : le troc ou le crédit. L'échange direct des marchandises, c'est le troc; et, là où il n'y a pas troc, le crédit prend la place de l'une des marchandises.

C'est ici que M. Kitson incorpore la monnaie au crédit à l'aide d'une généralisation dont les éléments sont contenus dans le passage cité de M. Fr. Bastiat et dans les travaux de Mac Leod. Il propose, en effet, une division du crédit en *stationnaire* et *circulant* (*stationary* and *circulating*).

Le crédit *circulant*, c'est la monnaie elle-même, mais on a coutume, dit-il, d'appliquer le terme crédit exclusivement au crédit stationnaire; le terme monnaie, il ne faut pas s'y tromper, est pris ici avec l'*extension que M. Kitson lui donnait tout à l'heure*.

Si, en échange de marchandises vendues, quelqu'un me donne un billet à ordre, payable dans six mois, et que je sois impuissant à m'en servir pour acheter d'autres marchandises ou le donner

à d'autres en payement de dettes contractées par moi, le billet me reste jusqu'à échéance ; c'est du crédit stationnaire. Un tel billet, aussi longtemps qu'il est en ma possession, est simplement un titre de crédit ; ce n'est pas de la monnaie. Si, d'autre part, je puis le transférer pour obtenir la satisfaction que je désire, ce titre de crédit devient du crédit circulant, de la circulation, de la monnaie. Le crédit est du pouvoir d'achat, et ce pouvoir d'achat peut être *spécial* ou *général;* il est général chaque fois qu'il est généralement transférable et acceptable en payement. Ainsi, l'étalon légal représente d'une manière générale le pouvoir d'achat ; c'est-à-dire qu'il est généralement accepté par tout le monde, dans le pays, en payement de toutes les dettes. D'autre part, un simple billet à ordre qui n'est pas généralement négociable, est un exemple de pouvoir d'achat spécial. Il est donné particulièrement à une personne en payement d'une dette spéciale, et ne peut être employé par cette personne avant l'échéance.

Toutes les marchandises ont un pouvoir d'achat spécial, et l'échange de ces marchandises contre de la monnaie est la transformation d'un pouvoir d'achat spécial en un pouvoir général. Le crédit circulant est donc le pouvoir d'achat général et le crédit stationnaire le pouvoir d'achat spécial.

Quoique ce soit la coutume d'établir une distinction entre la monnaie et le crédit, cependant, comme nous l'avons vu, ils sont précisément de même nature. Strictement parlant, le crédit est le genre dont la monnaie est une espèce. On oppose souvent une affaire au comptant à une opération à crédit, comme si elles étaient d'un caractère opposé ; la vérité est que le payement comptant en espèces est seulement une forme de crédit plus haute et plus générale.

« Ils ont chacun un droit ou un titre à demander que quelque chose soit payé ou fait par quelqu'un d'autre. Personne ne peut forcer un autre à lui vendre quelque chose pour de l'argent ou à crédit. Quand, donc, quelqu'un a volontairement pris de l'argent en échange d'une chose quelconque, ce n'est en réalité que du crédit, parce qu'il ne l'a accepté qu'avec la conviction qu'il pourra l'échanger de nouveau. » (MAC LEOD, *Theory o Credit.*)

On voit par ce passage l'influence que M. Mac Leod a exercée

sur les idées de M. Kitson. Dans son dernier travail (*Credit a paper read at the National liberal club political Economy Cercle,* 1897), M. Mac Leod reproduit sa pensée : « Une série d'écrivains, Aristote, l'évêque Berkeley, les physiocrates, Adam Smith, Thornton, Burke, Bastiat, Mill et les juristes ont tous vu que la monnaie n'est autre chose que la forme la plus élevée et la plus générale du crédit... » « En économie politique, dit-il encore, *toute monnaie est crédit,* mais tout crédit n'est pas monnaie. »

Puisque les termes crédit et dette sont simplement deux aspects de la même chose, la monnaie, dit M. Kitson, peut également être appelée *créance circulante.* Il *s'ensuit* donc, selon le mot de Mac Leod, « que là où il n'y a pas dette, il ne peut y avoir circulation ».

Les tentatives des gouvernements et des législateurs de faire de la monnaie une marchandise ne sont rien moins que des tentatives de détruire la principale fonction de la monnaie.

L'idée que la monnaie doit être « quelque chose de précieux », « quelque chose ayant une valeur intrinsèque », afin de constituer une monnaie « honnête », révèle une conception complètement fausse de la monnaie et de ses fonctions ; car si la monnaie est une marchandise précieuse, si elle est, *per se,* l'équivalent des marchandises achetées, elle ne peut représenter un crédit ou une dette. Si, en échange de marchandises, je donne actuellement leur équivalent en « pleine valeur », il n'y a nul élément d'un crédit quelconque; la transaction est un *échange.* Au lieu d'un échange de satisfactions présentes, l'usage de la monnaie implique l'échange d'une satisfaction immédiate contre une satisfaction différée. Toutes les marchandises représentent une satisfaction immédiate; c'est-à-dire qu'elles satisfont elles-mêmes les besoins, les désirs de l'homme. La monnaie et le crédit en sont simplement les symboles, exprimant les droits à la satisfaction ; par conséquent, quand la marchandise apparaît, la satisfaction l'accompagne, tels sont l'homme et son ombre; elle n'est pas différée plus longtemps, elle est présente. Donc, « marchandise-monnaie » est une contradiction de mots; c'est comme l'homme sans ombre, c'est une absurdité.

De là, les pièces d'or et d'argent de « pleine valeur » ne sont pas, scientifiquement parlant, de la monnaie ; elles ne

représentent pas une dette. La valeur de l'or ou de l'argent qu'elles renferment, éteint la dette que, comme monnaie, elles représentent.

Nous nous trouvons ici devant une seconde forme de l'antinomie monétaire que M. Kitson a déjà exposée plus haut; il y a antinomie entre la monnaie-*moyen* et la monnaie-*marchandise fin,* entre la monnaie *intermédiaire* de l'échange et la monnaie-marchandise *matière* de l'échange. Il y a aussi antinomie entre la monnaie-*crédit* (circulant), et la monnaie-marchandise équivalente dans l'*échange actuel.*

Ici, nous allons voir M. Kitson se séparer de M. Mac Leod.

L'une des thèses que M. Mac Leod défend avec ardeur, c'est que les *droits abstraits,* tels que les créances, sont des richesses échangeables, ou, selon son expression, forment le troisième ordre de *quantités économiques* ou de *quantités échangeables ;* les deux autres classes sont les choses matérielles et les qualités personnelles sous les formes de travail et de crédit. Toutes ces *quantités* peuvent être vendues et achetées, et leur valeur est mesurée par la monnaie. (Voyez déjà MAC LEOD, *Principles of Economical philosophy,* § 16 et suiv., *Economics for beginners* et *Credit,* 1897.)

La critique de cette doctrine par M. Kitson est aussi vive que celles de M. Leroy-Beaulieu et de M. Gide. Sa thèse est évidemment inconciliable avec celle de M. Mac Leod, et M. Mac Leod lui-même bouleverse la notion positive de la richesse. Je ne dois pas, dit M. Kitson, manquer de faire remarquer la *fatale erreur de Mac Leod*, lorsqu'il traite les créances et les dettes comme des marchandises vendables. Une dette n'est pas une marchandise; c'est, pour me servir de ses propres expressions, « l'obligation du débiteur de payer » ou « le droit du créancier d'agir ». De payer quoi? Le droit d'agir pour quoi? L'obligation du débiteur est nécessairement de donner satisfaction, et le droit du créancier est d'obtenir satisfaction; en d'autres termes, il s'agit de donner ou d'obtenir des marchandises.

N'est-ce pas le plus pur non sens de parler de l'obligation abstraite de payer ou de donner une marchandise et du droit abstrait d'agir pour obtenir une marchandise, comme de *choses tangibles*, comme de *marchandises* vendables? « Si l'on

demandait, dit M. Mac Leod, quelle est la découverte qui a le plus profondément affecté la prospérité de la race humaine, on devrait dire probablement avec vérité : la découverte que les dettes sont des marchandises vendables. » M. Kitson poursuit :

Une telle découverte n'ayant pas encore été faite, excepté dans l'esprit de l'habile auteur lui-même, il est difficile de prédire comment elle affecterait « la prospérité de la race humaine ». Si l'on demandait quelle découverte a le plus *injurieusement* affecté les conditions de la race humaine, on pourrait dire, sans crainte de désapprobation, que c'est la découverte de la monnaie métallique comme base, car de son monopole dérive l'esclavage absolu du travail humain. Les grandes découvertes qui « ont le plus avantageusement affecté la prospérité de la race humaine », ce sont les machines salutaires au travail, par lesquelles la race humaine est capable de produire beaucoup plus de marchandises qu'elle n'en consomme. De telles découvertes ont conduit à la vaste production et à l'accumulation des richesses qui caractérisent le siècle actuel. C'est là ce qui a déterminé le développement du grand système moderne de crédit dont la raison d'être est dans la grande vérité que l'homme peut produire plus qu'il ne consomme; en engageant une part de son avenir, il peut tirer une satisfaction présente de la connaissance de cette capacité qu'il a de produire, dans un temps donné, plus que l'équivalent des avances qu'il a faites à la production.

Que le travail doive produire considérablement plus qu'il n'est nécessaire pour son entretien, c'est une vérité qui demande à peine une démonstration. Puisqu'il n'y a qu'une partie de l'humanité qui travaille, et que tous doivent nécessairement vivre des produits de ce travail, chaque travailleur doit nécessairement produire plus qu'il ne consomme. Sil n'en était ainsi, les rentes, les intérêts et les profits n'auraient jamais pu exister. Ici, donc, est le grand et merveilleux avantage que le crédit, convenablement utilisé, accorde à l'humanité. C'est un instrument pour aider à la production de la richesse en fournissant une avance de richesse. Il est le moyen de vivre pour ceux qui produisent les moyens de vivre pour les autres. « Le crédit a fait plus, mille fois, pour enrichir les nations, que toutes les mines du monde, » dit Daniel Webster.

Nous avons à voir maintenant les effets du système de crédit sur le commerce. De beaucoup, la majeure partie du commerce du monde repose sur le crédit, en tant que distinct du *comptant*.

On a estimé que le montant du crédit en usage dans la Grande-Bretagne est au moins l'équivalent de vingt-cinq milliards de dollars, le montant des espèces et des billets étant d'environ 600,000,000 de dollars.

Aux Etats-Unis, 3 p. c. au plus des affaires sont faites au comptant. Toute cette énorme création de crédit — *crédit stationnaire* — a été, dit M. Kitson, produite par les restrictions absurdes que les gouvernements ont imposées à l'émission de la monnaie.

L'auteur, que je vais traduire littéralement dans la suite de ce chapitre, oppose ici les deux formes de crédit qu'il a admises : le *crédit circulant*, la *monnaie, acceptable* en tout paiement et *libératoire* de toute dette, associée par le législateur à certaines marchandises ; le *crédit stationnaire,* trop souvent insuffisamment garanti, incertain et dangereux, et dont le développement excessif est dû aux injustes privilèges accordés par la loi à ces marchandises particulières, l'or et l'argent.

L'industrie moderne trouvant la monnaie monopolisée, appelle le crédit à l'action. En fait, si le commerce et l'industrie ne s'adaptaient pas au système de crédit, ils retourneraient au point où ils étaient il y a un siècle.

Il a été démontré par J.-S. Mill et par d'autres économistes, que l'effet du crédit sur les prix est le même qu'une augmentation de volume de l'instrument de la circulation. Puisque le crédit affecte l'offre et la demande de la monnaie, dans les conditions actuelles, comme le ferait une augmentation de la quantité de monnaie, il est évident que les prix doivent être affectés dans la même mesure. « Dans un commerce qui jouit habituellement de beaucoup de crédit, dit Mill, les prix généraux, à certain moment, dépendent beaucoup plus de l'état du crédit que de la quantité d'argent. Car le crédit, quoiqu'il ne soit pas du pouvoir productif, est du pouvoir d'achat; et une personne qui, ayant du crédit, en profite pour acheter des marchandises, crée justement autant de demandes pour ces marchandises, et contribue tout autant à élever leurs prix, que

si elle faisait une égale quantité d'achats avec de l'argent comptant. »

Mac Leod dit ainsi : « C'est l'énorme création de crédit dans les temps modernes, sous forme de crédits en banque et de crédit commercial, qui a élevé si prodigieusement les prix des produits et abaissé le taux de l'intérêt, dans les deux derniers siècles et dans celui-ci. C'est la quantité de crédit qui détermine principalement le prix des produits ; et les variations dans la quantité de crédit produisent plus de changements dans la valeur des productions que n'importe quelles variations dans la quantité d'or et d'argent ; et ce sont les abus de crédit qui produisent ces terribles calamités, appelées crises commerciales et paniques monétaires. »

Cependant, ajoute M. Kitson, ce n'est pas *l'abus du crédit qui crée ces calamités, c'est le monopole de l'argent.* C'est la funeste et injuste intervention des législateurs et des gouvernements dans les opérations naturelles, qui cause le trouble financier ; la tentative de forcer la nation à faire l'impossible, c'est-à-dire, à accomplir toutes ses transactions sur la base d'une marchandise qui est restreinte et monopolisée artificiellement. Ces calamités résultent de l'effort tenté par la force de la loi, de liquider toutes les opérations de crédit par une marchandise particulière, au lieu de le faire par toutes ; c'est le futile essai de faire passer le chameau par le trou de l'aiguille.

Dans le chapitre sur les prix, j'ai montré la cause du phénomène connu de la hausse et de la baisse gnérales des prix, qui est dû aux fluctuations de ce qui sert de dénominateur des valeurs. En se référant à l'exemple donné : le thé est vendu à 60 cents la livre, le blé à 75 cents le boisseau, le fer à 25 dollars la tonne, l'argent à 90 cents l'once, avec le dollar pour dénominateur commun des valeurs, les prix sont les suivants :

Thé par livre	Blé par boisseau	Fer par tonne	Argent par once
0.60	0.75	25.00	0.90

1.00 (un dollar)

Il est apparent que les valeurs de ces fractions varient en sens inverse des variations du dénominateur ; si en restreignant l'offre artificiellement, la valeur d'un dollar montait jusqu'à la

valeur de deux, les fractions ci-dessus seraient modifiées comme suit :

Thé	Blé	Fer	Argent
0.60	0.75	25.00	0.90

2.00

Le prix du thé est maintenant de 30 cents par livre au lieu de 60 cents. Ainsi le prix du blé est tombé de 75 cents par boisseau à 37 1/2 cents. Le fer aussi a baissé de 50 p. c., à savoir, de 25 dollars par tonne à 12 1/2 dollars, etc. *Ainsi, l'effet d'augmenter la valeur du dénominateur, est de faire diminuer le prix de toutes les marchandises;* et si le dénominateur augmente de 100 p. c., il y a une baisse générale des prix de 50 p. c. Et, inversement, une baisse dans la valeur du dénominateur détermine une hausse générale des prix. Cependant, pour le public en général, il n'y a jamais aucun changement apparent dans la valeur de l'argent; un dollar est toujours un dollar, jamais deux. C'est pourquoi, aux yeux du vulgaire, une hausse ou une baisse générale des prix est une chose aussi mystérieuse qu'une étoile filante.

Dans la *forme-prix*, donc, le dénominateur est toujours constant EN APPARENCE. Il est toujours représenté par un dollar, ou, numériquement, par 1.00. *Ce sont les numérateurs, les marchandises qui semblent subir le changement.* Ainsi, le thé baisse de 60 cents à 30 par livre et le blé de 75 cents à 37 1/2 par boisseau, tandis que, en fait, la valeur de ces marchandises n'a probablement jamais changé d'un iota sous l'influence directe de l'offre et de la demande. *C'est le pouvoir d'achat du dollar qui a changé actuellement; et si les dollars étaient des unités de pouvoir d'achat convenablement exprimées, ce changement serait exposé exactement.*

M. Kitson, dans ce passage qu'il souligne lui-même, rappelle la distinction qu'il a faite antérieurement entre la valeur d'échange et le pouvoir d'achat. Il s'est appliqué à montrer que s'il n'y a pas de mesure de la valeur, d'unité invariable de la valeur, il peut y avoir une unité invariable du pouvoir d'achat, et que des nombres représentent les rapports proportionnels dans lesquels sont les uns à l'égard des autres les pouvoirs acquisitifs des différentes marchandises. L'unité de pouvoir

d'achat devient ainsi l'unité numérique; si le pouvoir d'achat d'une marchandise augmente, son augmentation se traduit par un accroissement *visible, manifeste* du nombre de ses unités de pouvoir acquisitif. C'est ce qu'il oppose ici au *mouvement apparent des prix* dissimulant le *mouvement réel* de l'or. Si le pouvoir acquisitif était ramené à l'unité numérique, l'augmentation du pouvoir de l'or se traduirait par une augmentation d'unités. Le mouvement *réel* deviendrait *apparent* au lieu de se dissimuler dans les variations générales des prix.

Dans l'exemple exposé ci-dessus, le pouvoir d'achat du dollar a effectivement augmenté comme ceci, exprimé en termes d'unités de pouvoir d'achat :

Thé	Blé	Fer	Argent
0.60	0.75	25.00	0.90
	2.00		

Mais dans la *forme-prix* apparente, il est toujours représenté comme s'il était resté invariable et ce sont les prix des marchandises qui *varient tous* d'une manière apparente :

Thé	Blé	Fer	Argent
0.30	0.37 1/2	12.50	0.45
	1.00		

Dans le système monétaire moderne, les dollars sont des *marchandises* et sont soumis à l'influence de la loi de l'offre et de la demande. Quand l'offre des dollars diminue, leur valeur augmente, et vice versa. Mais la limitation artificielle de la base *monétaire* dans le système d'un étalon métallique ne peut empêcher l'humanité de tendre à satisfaire ses besoins. En vertu d'une sorte de loi de balancement des organes entre la monnaie (ce qu'il a appelé le crédit circulant) et le crédit proprement dit (ce qu'il a appelé le crédit stationnaire), M. Kitson montre que malgré, la limitation de l'instrument monétaire légalement investi de la fonction d'étalon, son substitut, le crédit, se développe dans des proportions énormes. L'effet est le même que celui d'un accroissement de la masse monétaire, et la destruction du crédit a des effets aussi désastreux que si l'on précipitait dans la mer des centaines de millions de dollars.

Je veux, dit M. Kitson, montrer comment le crédit personnel, en apparence le rival de la monnaie métallique, est rendu le véritable complice de la monnaie dans les désastres financiers.

De crainte que l'on ne croie que j'emploie des mots non appropriés, je demande au lecteur de réfléchir pendant un moment à ce que renferme le terme *panique financière* (*monetary panic*). Pensez aux milliers d'êtres plongés dans la pauvreté et la misère, aux centaines d'êtres poussés au suicide, à l'ivrognerie, au crime, à la folie; les foyers sont détruits, les espoirs anéantis, les carrières abandonnées et des centaines de mille hommes agonisent ou endurent de longues souffrances! Si de tels effets sont les résultats « d'un système », l'expression de « système criminel » le caractérise-t-il trop sévèrement? Nous parlons de meurtre avec des sentiments d'horreur; que devons-nous éprouver pour ce qui tue des milliers d'êtres humains et en conduit un grand nombre vers ce qui est pire que la mort? Nous marquons un incendiaire comme un criminel. Quel terme est suffisamment adéquat à décrire un système qui confisque périodiquement des millions de dollars de propriétés? Une circulation (*currency*) restreinte résultant de la « base-espèces » et du monopole légalement institué de la monnaie métallique est la cause de presque toutes les paniques financières du monde.

La diminution de l'offre d'une chose, la demande étant constante, a le même effet sur sa valeur que l'augmentation de la demande, l'offre restant constante, et vice versa. Mais s'il arrive que la demande soit augmentée et l'offre soudainement diminuée, l'effet est énormément accru. Par exemple, supposez que la demande d'un article, à un moment donné, soit représentée par 100, l'offre étant aussi 100, et supposez qu'au moyen d'un substitut artificiel, la demande et l'offre augmentent jusqu'à 10,000. En supprimant soudainement le substitut artificiel, l'offre retombe à 100 et la demande reste toujours à 10,000. C'est précisément l'effet du crédit sur la monnaie. Le crédit est le substitut artificiel de la monnaie dans le système circulatoire actuel, car M. Kitson a soin de rappeler ici que dans le système scientifique, cité ici par lui, la monnaie et le crédit seraient synonymes. Je poursuis sa traduction :

La demande de monnaie dépasse toujours de beaucoup l'offre; par là, son substitut entre en scène; le résultat immédiat est d'abaisser la valeur de la monnaie ou sa demande; les prix s'élèvent et l'effet est semblable à celui qui se produit quand on fait entrer en concurrence une marchandise avec une autre.

Vienne maintenant la panique monétaire; ces crédits, étant remboursables en *numéraire,* sont trouvés trop énormes pour le remboursement. Il n'y a pas assez de *numéraire* dans le monde pour les rembourser. *Là commence l'opération de faire passer le chameau par le trou de l'aiguille.*

L'effet est facilement expliqué par William-A. Whittick. Il dit : « Cette condition des choses peut être représentée par une pyramide renversée. Ceux qui contrôlent le sommet de la pyramide contrôlent la construction entière. Ce sommet est l'or, qui dans la condition normale des choses pourrait être dérangé avec impunité, mais qui dans les conditions présentes ébranle la pyramide entière; en d'autres termes, le monde financier contrôle le monde industriel quand le contraire devrait avoir lieu. » *L'effet du crédit, donc, est d'augmenter beaucoup la valeur de l'argent, même quand le crédit est ébranlé.* Le crédit est ce qui sert à fertiliser, à mûrir le fruit que les monopoleurs d'argent versent dans leurs propres chapeaux. Il produit une moisson que la monnaie seule ne produirait pas.

Le crédit change la valeur du dénominateur à un degré infiniment plus haut que ne pourrait le faire le numéraire. C'est ainsi qu'il est associé à la monnaie dans les crises et paniques monétaires. Prenez les crédits de la Grande-Bretagne, estimés à cinq ou six milliards de livres, tandis que l'étalon monétaire en circulation n'est que d'environ 120 millions de livres (3 milliards de francs). Supposons que 10 p. c. seulement de crédit soit remboursable en espèces. Il y a donc 600 millions de livres de crédit (15 milliards de francs) et seulement 120 millions de livres (3 milliards de francs), ou un cinquième de la somme requise, pour les rembourser. Aussi longtemps que le crédit est inattaqué, tout va bien. Les crédits se liquidant par des crédits, des prolongations sont données et une petite quantité d'argent sert à faire énormément de besogne en circulant rapidement et en remboursant les crédits périodiquement.

Mais que la confiance du public soit ébranlée, que la crainte

devienne générale par une cause quelconque, si peu importante soit-elle, telle la simple rumeur qu'une banque est insolvable, et il y a un désir immédiat de remboursement. Au lieu d'accorder des renouvellements, des prolongations, tout créancier insiste pour être remboursé en espèces. La demande, autrefois satisfaite par le crédit, se concentre sur l'or. L'or monte énormément; une multitude de personnes sont obligées de vendre leurs marchandises à perte. Les prix baissent. L'industrie est paralysée et les comités parlementaires et les congrès sont chargés de faire des enquêtes sur les causes du désastre. On consulte les hommes dont le système est la cause de tout le mal. Avec une savante ignorance, ils proposent des théories telles que « la surproduction », « la spéculation », « l'abus du crédit », etc. On prend leurs théories au sérieux et on agit d'après elles. Le pays rassemble ses forces et, une fois de plus, commence ce travail de Sisyphe, de construire une autre pyramide gigantesque avec son sommet pour base. Voilà brièvement le tableau synoptique des paniques financières qui affligent le monde périodiquement et qui ont embarrassé les législateurs des deux siècles passés, aussi complètement que la comète d'Haley a troublé les papes Calixte et Pie II.

C'est aux fondations insuffisantes et fausses de l'édifice industriel qu'il faut complètement attribuer ces résultats. Ce n'est pas « la surproduction »; ce n'est pas « l'excès de la spéculation »; ce n'est pas « l'abus du crédit » qui sont les causes des paniques; c'est parce que l'or ou la base en espèces (sur laquelle le monopole de la monnaie par les gouvernements et les particuliers a été établi) est trop étroite et trop restreinte pour construire sur elle les industries du monde. La construction devient trop lourde. Elle est placée dans une position d'équilibre instable par ceux qui contrôlent sa base, et elle s'écroule. Dire qu'il y a une surproduction générale et un excès de commerce, c'est dire que les gens ont au delà de leurs besoins et qu'ils travaillent pour leur plaisir.

M. Kitson, en combattant les théories des crises financières, oublie manifestement ici que la critique moderne ne s'est pas bornée à expliquer ces redoutables phénomènes par la rupture d'équilibre de la production et de la consommation, par les excès de la spéculation qui la précipitent, par les abus du

crédit; aux interprétations proposées non seulement par les hommes d'Etat, mais par des économistes comme J. Garnier, Max Wirth, Ch. Coquelin, il faut ajouter celles qui ont évidemment le même fondement que l'interprétation de M. Kitson lui-même. Telle est celle qu'a présentée M. E. de Laveleye lui-même, avec une richesse d'aperçus et de détails que l'œuvre purement théorique de M. Kitson ne pouvait, à la vérité, présenter. Pour de Laveleye *(Le Marché monétaire et ses crises),* les crises dérivent d'un dérangement de la balance du commerce extérieur, entraînant une exportation de monnaie et répercutant son action sur un marché où l'usage du crédit est considérable, où les engagements à terme sont énormes et où la base monétaire est étroite. La subordination du système complet du crédit moderne à la monnaie métallique concourant avec l'économie croissante de l'instrument monétaire, ce sont là, d'ailleurs, des conceptions de la science moderne, et c'est à M. Mac Leod lui-même qu'appartient cette image que tout notre appareil circulatoire est comme une toupie reposant sur une pointe métallique.

Mais là où les théoriciens des crises, loin de proscrire la monnaie métallique, s'appliquent, pour y porter remède, à en régulariser l'approvisionnement et la distribution, et où l'abolition de la monnaie n'apparaît à leurs yeux que comme une sorte de rêve lointain, M. Kitson poursuit directement et immédiatement une transformation radicale, un équilibre stable, en renversant la pyramide au sommet monétaire.

« Il est encore vrai, dit par exemple M. de Laveleye *(Le Marché monétaire,* p. 121), qu'on a trouvé un expédient plus simple et plus puissant que la monnaie de papier, c'est le crédit sous ses formes diverses : promesses, billets à ordre, chèques, lettres de change, warrants, comptes courants et autres combinaisons du même genre. Si tous les habitants d'un pays se connaissaient, étaient honnêtes et avaient confiance dans leur solvabilité réciproque, on pourrait à la rigueur opérer tous les échanges *intérieurs* par la simple intervention du crédit, sans monnaie d'aucune sorte. »

Plus loin encore, M. de Laveleye revient sur cette hypothèse d'une monnaie intérieure sans valeur intrinsèque; il admet qu'une monnaie de papier puisse ne pas tomber au-dessous de

sa valeur nominale, mais il la rejette en invoquant d'autres inconvénients graves, et en soutenant, d'ailleurs, qu'elle ne porterait pas remède aux crises dont les dérangements de la balance du commerce sont la cause ultime.

L'originalité de l'œuvre de M. Kitson est (au moins pour la circulation intérieure d'une nation) qu'il rompt avec toutes les hésitations, qu'il se porte audacieusement à une solution radicale, exactement comme le fit P.-J. Proudhon en 1849, comme le tenta R. Owen en 1834. C'est là précisément le caractère de son livre : poser de nouveau un problème à la solution duquel j'attache moi-même l'un des grands intérêts de ma vie.

Ce sont les besoins du peuple, dit-il, qui sont les causes du commerce, et par la faute du monopole de l'intermédiaire d'échange, ils sont obligés de rendre l'industrie trop lourde et instable. J'ai montré que la monnaie, au point de vue scientifique, est le crédit en circulation, et les crédits qui ne circulent pas, je les ai appelés crédits stables. A présent, le canal de la circulation est encombré de ces formes de crédit, et afin de faciliter l'industrie et le commerce, il est essentiel que les matériaux qui encombrent le canal soient mis en circulation. Comme le sang dans le corps humain, il doit (le crédit) circuler librement et sans obstacles pour conserver le commerce dans des conditions de bonne santé.

L'effet produit par la législation restreignant les émissions monétaires, est d'augmenter la somme de cette catégorie de crédit qui peut être qualifié d'indolent ou de stationnaire. Il circule lentement et avec difficulté. La demande d'argent étant plus grande que l'offre, on a naturellement recours à l'intermédiaire des crédits personnels, qui sont essentiellement stationnaires. Par là, le canal de la circulation s'engorge et la circulation se ralentit ou s'arrête entièrement.

La fin qui devrait être cherchée par ceux qui voudraient empêcher une répétition des désastres financiers et monétaires du passé, est d'affranchir la monnaie des contraintes artificielles et onéreuses dont elle est entourée; de permettre au peuple d'y pourvoir et de satisfaire ses propres besoins par rapport à la monnaie comme pour tout autre chose.

Plus l'offre de la monnaie (au sens scientifique que M. Kitson lui donne) sera abondante, moins on emploiera le système du

crédit sans base, jusqu'à ce que, avec une offre de monnaie suffisante, ce système disparaisse finalement. La solution n'est pas de faire moins volumineux l'édifice industriel et commercial, mais d'élargir les fondations, de faire la base proportionnée à l'édifice. Pour nous servir de notre première image, nous devons mettre la pyramide sur sa base, si nous voulons qu'elle soit solide.

Le commerce ainsi prendra sa véritable position et deviendra imprenable.

Telle est l'analyse fidèle et fréquemment la traduction de cette partie importante du livre de M. Kitson.

M. Kitson en vient alors, par des déductions logiques, à arracher des mains de l'Etat la constitution du système monétaire pour la restituer aux efforts spontanés, aux entreprises contractuelles de la société même, à peu près comme le fit Proudhon, et comme le rêva Herbert Spencer lui-même, dans sa *Social Statics*.

V. — Les fonctions de l'Etat et l'émission de la monnaie.

La pensée de Herbert Spencer, inscrite il y a près d'un demi-siècle dans le passage suivant de la *Statique sociale*, domine toute cette partie de l'œuvre de Kitson : « La circulation monétaire et le gouvernement, dit le grand philosophe, ont été associés d'une manière si constante, le contrôle exercé par le législateur sur les systèmes monétaires a été si universel, les citoyens en sont venus à considérer si complètement ce contrôle comme une chose naturelle, que nul ne semble s'enquérir de ce qui résulterait de son abolition. Il n'est même peut-être pas de cas dans lequel la nécessité de l'autorité suprême de l'Etat soit plus généralement acceptée, et il n'en est pas où la négation de cette nécessité puisse causer plus de surprises.

» Que des lois réglant la circulation monétaire ne puissent être établies sans la négation des devoirs de l'Etat, c'est cependant ce qui est évident. Car soit qu'il interdise l'émission, ou rende obligatoire l'acceptation de certains billets et de cer-

taines pièces de monnaie en retour d'autres choses, il porte atteinte au droit de l'échange; c'est empêcher les hommes d'accomplir des échanges qu'ils eussent autrement accomplis, ou les obliger à accomplir des échanges qu'autrement ils n'eussent point faits. »

Pour dégager le système monétaire de l'étreinte de l'Etat, M. Kitson s'applique à opposer à l'œuvre autoritaire du gouvernement, l'organisation du crédit et de la circulation que la société développe spontanément dans son évolution.

Dans ses considérations sur le crédit, il s'est appliqué, dit-il, à montrer d'abord que la majeure partie des affaires de toutes les nations commerciales est réalisée sur une base de crédit; ensuite, que *le crédit* circulant constitue la monnaie dans le sens strictement scientifique et remplit ainsi les fonctions de la monnaie. Il s'ensuit donc, qu'en dépit des actes législatifs et des assertions de certains écrivains, que « la loi, la loi seule crée la monnaie », *la plus grande partie de la monnaie est créée maintenant par les peuples eux-mêmes, sans l'aide ni la connaissance des gouvernements.* En réalité, si les particuliers n'avaient pas le pouvoir de créer du crédit, la somme des transactions commerciales du monde serait réduite à une pure fraction de ce qu'elles sont maintenant. Tandis que c'est un fait positif que le monde commercial crée la plus grande partie de la monnaie courante du monde, sous forme de lettres de change, de traites, de titres de crédit, etc., l'effet de la soumission légale et de l'intervention gouvernementale est de forcer les gens à bâtir le crédit sur une base instable et sans sécurité. La masse entière de la monnaie courante du commerce repose sur celle du gouvernement; elle est exposée en tout temps à être renversée par tous les éboulements de la base monétaire du gouvernement. *L'abolition de la base en espèces n'abolirait pas les maux de notre pernicieux système monétaire, aussi longtemps que la loi instituerait un certain instrument, monopolisé ou restreint, un étalon légal pour le paiement des dettes.* L'idée que les gouvernements doivent nécessairement contrôler la monnaie courante, provient d'une part, d'après Kitson, d'une conception fausse de leurs pouvoirs, de leurs fonctions, et d'autre part de l'idée erronée mais prédominante que les gouvernements sont plus dignes de confiance que leurs sujets. Il faut

rendre ici littéralement et avec la plus complète impartialité la pensée de M. Kitson :

La fonction paternelle assignée aux gouvernements que le nationalisme et le socialisme cherchent à conduire à son résultat logique, est celle que les avocats de la monnaie courante gouvernementale invoquent pour soutenir leur prétention. Un tel attribut est cependant complètement en désaccord avec les idées de liberté individuelle et d'expansion naturelle de la société. Le nationalisme et le socialisme mettraient en vigueur un développement artificiel sous forme de serre chaude, au lieu de permettre un développement naturel par l'abolition des restrictions artificielles.

L'expérience montre en second lieu que la moralité des gouvernements n'est jamais supérieure à celle de la majorité de leurs sujets. Même elle est souvent inférieure et de beaucoup.

Les crimes commis par les chefs, les législateurs et les gouvernements dépassent considérablement en nombre, en cruauté et en étendue ceux commis par les particuliers. Kitson trouve *étourdissant* celui qui, étant familier avec l'histoire de la frappe et de la circulation de la monnaie en Europe ou avec l'histoire financière des Etats-Unis pendant ces cinquante dernières années, peut imaginer que la régie de la circulation monétaire est plus en sûreté dans les mains du gouvernement de ces pays que dans celles du peuple. Les pages de l'histoire regorgent des récits de crimes financiers, et de conspirations de chefs et de législateurs contre le peuple qui a été de tous temps soumis au pillage : « Dans chaque pays du monde, je crois, dit Adam Smith, l'injustice des princes et des Etats abusant de la confiance de leurs sujets, a par degrés diminué la quantité réelle de métal qui, à l'origine, devait se trouver dans leurs pièces. »

« L'*as* des Romains, dans les derniers siècles de la république, fut réduit à la vingt-quatrième partie de sa valeur originaire et au lieu de peser une livre, en vint à ne plus peser qu'une demi-once. La livre anglaise, le penny ne valent environ qu'un tiers, la livre et le penny écossais environ un trente-sixième, et la livre française et son décime un cinquante-sixième de leurs valeurs originelles. Au moyen de ces opérations, les princes et les Etats souverains qui les faisaient, furent capables, en apparence, de payer leurs dettes et de remplir leurs

engagements avec une quantité d'argent plus petite que celle qui eût, sans cela, été nécessaire. Ce n'était seulement qu'en apparence, car leurs créanciers ont été réellement frustrés d'une part de ce qui leur était dû. Tous les autres débiteurs dans l'Etat eurent le même privilège et purent payer la même somme nominale avec des pièces nouvelles d'un titre inférieur, ou ce qu'ils avaient reçu en prêt à un titre supérieur. »

En parlant de l'abaissement de la frappe anglaise, Mac Leod dit : « La livre (d'argent) était divisée en 240 pièces appelées pence ou *denarii,* douze de ces pièces s'appelaient un shelling ou *solidus,* et par conséquent, vingt shellings ou *solidi* pesaient une livre d'argent en lingot...

Les souverains de ces diverses contrées furent fréquemment à court d'argent pour continuer leurs extravagances variées. Comme ils ne pouvaient augmenter la quantité de métal, ils adoptèrent le plan frauduleux de partager subrepticement le lingot d'une livre en un plus grand nombre de pièces, mais ils les appelèrent toujours du même nom. Toujours pour les mêmes raisons, ils falsifièrent les pièces à diverses époques en leur laissant les mêmes noms. Comme cela, la quantité de métal était diminuée dans chaque penny... Edouard Ier commença cette mauvaise habitude en 1300 et frappa 243 pence avec une livre de métal; en 1344, Edouard III tira 266 pence d'une livre de métal; en 1412, Henry frappa la livre en 360 pence et cela monta ainsi jusqu'à Elisabeth qui, en 1601, porta la livre de métal à 744 pence.

En Ecosse, cette dépréciation de la frappe fut encore plus étendue, pendant qu'en France et en Italie la dépréciation allait deux fois plus loin qu'en Ecosse. L'abus du monopole de la monnaie n'a pas été limité aux rois ou aux formes monarchiques de gouvernement. Nous avons plusieurs exemples dans l'histoire des Etats-Unis, avant et depuis la guerre, où les gouvernements des Etats et de la nation trafiquaient frauduleusement et faussement de la monnaie courante du peuple. Sous la protection de lois spéciales, les banques eurent l'autorisation d'émettre de la monnaie, et, après plusieurs années d'opérations plus ou moins heureuses, elles furent supprimées par le même pouvoir qui leur avait donné leur droit à l'existence; telles furent les banques libres de l'Ohio, qui furent organisées par la

loi de 1851 et furent supprimées graduellement par une taxation excessive. Nous avons aussi l'exemple de nombreuses banques d'Etat, dans tout le pays, qui furent supprimées par la taxe fédérale de 10 p. c.

Les *lois de répudiation* du Mississipi et de la Virginie prouvent à l'évidence la friponnerie que les formes républicaines de gouvernement sont capables de pratiquer en commun avec les princes et les souverains; à l'égard de la monnaie émise durant la guerre, *sous la clause d'exception,* nous avons un exemple d'un gouvernement forçant les citoyens à prendre une monnaie qu'il a lui-même déshonorée; et dans l'histoire de la législation républicaine qui aboutit à la démonétisation de l'argent et à la contraction de la *circulation (currency)* depuis la guerre, nous enregistrons d'aussi graves conspirations contre le bien-être et le bonheur du peuple américain, que celles des Stuart contre le peuple anglais, crimes auxquels la Banque d'Angleterre doit son origine.

Tout ce qu'on allègue contre la convenance de permettre à des individus ou à des institutions privées d'émettre de la monnaie, peut être allégué avec une force égale contre les gouvernements. L'histoire ne réussit pas à prouver que les derniers soient moins responsables de malhonnêteté que les individus.

A part le manque de confiance que méritent les chefs d'Etat, une raison encore plus forte pour ne pas leur permettre de monopoliser l'émission de la monnaie, est que la nature particulière de la monnaie nécessite un Etat entièrement libre de monopole ou d'influences de monopoles. *Une monnaie courante restreinte signifie un commerce restreint; un commerce restreint signifie une production restreinte, et cette dernière signifie la pauvreté, la misère, la maladie et la mort.*

La seule existence d'un corps constitué qui a le pouvoir de régler le mécanisme de l'échange est en elle-même une menace pour le commerce. Gouverner le mécanisme de l'échange c'est régler toutes les affaires, le commerce et l'industrie d'un pays; et il est impossible que le peuple puisse se sentir aussi sain et sauf dans ses opérations commerciales, en sachant qu'un homme ou un corps constitué ont le pouvoir de causer une panique par le simple exercice de leur autorité, que si ce pouvoir n'existait

pas. Une nation dont la circulation (currency) est contrôlée par les législateurs est comme une ville qui serait bâtie dans le voisinage d'un volcan. Ses habitants ne savent jamais à quelle époque ils peuvent être ensevelis dans les ruines.

On trouve cependant une objection irréfutable au contrôle gouvernemental de la monnaie, en considérant la fonction de la monnaie comme dénominateur commun des valeurs.

En traitant ce sujet dans les chapitres sur les prix et sur le crédit, M. Kitson s'est appliqué en effet à démontrer la nécessité de soustraire la monnaie aux fluctuations de valeur et de la baser sur une unité invariable de pouvoir d'achat; il a dénoncé les maux qui accompagnent une base en espèces et un dénominateur commun des valeurs soumis, suivant son expression, *aux manipulateurs des espèces.* Ce n'est pas tout; la circulation monétaire quelle que puisse être sa base, est toujours exposée aux mêmes maux *si elle est régie par le gouvernement.* Une telle monnaie serait toujours soumise aux manipulations des spéculateurs et des politiciens, comme à présent. L'observance de la doctrine du *laisser faire* serait par conséquent, d'après Kitson, aussi obligatoire de la part des gouvernants à l'égard de la monnaie, qu'à l'égard du commerce. La pensée de Kitson se développe manifestement ici sous l'influence de la *Social Statics* de Herbert Spencer, et de la Banque d'Echange de Proudhon.

L'émission de la monnaie dépendrait tout à fait, dans cette hypothèse décisive, des nécessités des affaires et en découlerait spontanément.

Il n'y a pas un individu, ni un corps d'individus qui puissent déterminer *a priori* la somme de monnaie qu'un peuple commerçant requerra pour une durée déterminée.

Déterminer cela, ce serait déterminer combien de transactions auront lieu. Laissée libre d'agir, en l'absence de toute contrainte légale, chaque société arrangerait son système monétaire d'une façon satisfaisante pour elle-même. Qu'un système général s'établisse rapidement à travers le pays, n'est pas douteux pour celui qui a assisté à l'évolution et aux combinaisons des organisations industrielles durant ces quelques dernières années. Voyez, par exemple, l'unification et la centralisation des systèmes télégraphiques, des compagnies de trans-

port, des compagnies de chemins de fer et de bateaux à vapeur, de maisons de banque de dégagement, etc. En effet, on peut dire hardiment que si tous les gouvernements du monde voulaient abroger les lois actuelles sur l'émission de la monnaie, avant que peu d'années se fussent écoulées nous verrions l'introduction d'une monnaie courante universelle; la monnaie circulerait partout où un intermédiaire d'échange serait nécessaire.

La différence existant entre un système monétaire établi par la loi et un autre dépourvu d'autorité gouvernementale est, que dans *le premier cas, le commerce est forcé de s'adapter au système, tandis que dans l'autre cas, le système est destiné à aider le commerce.*

Les systèmes monétaires devraient être une extension naturelle du commerce. Ce qui détermina la naissance du crédit et lui fit remplir les fonctions de la monnaie montre comment la monnaie, dans une société affranchie de l'intervention gouvernementale, devrait être organisée.

En fait, nous pouvons dire que dans des conditions de liberté, la monnaie et le crédit deviendraient synonymes.

Au lieu, cependant, de s'édifier sur une base étroite et instable, *le crédit se socialiserait* et supporterait seul et volontairement le poids de la société tout entière. L'intérêt personnel engagerait les hommes à s'unir dans un système de coopération, si bien que l'intérêt de chacun deviendrait l'intérêt de tous. Le crédit serait basé sur la capacité productive de toute la société. Au lieu d'une simple base-marchandise, d'une base-numéraire — c'est sur la large base de la richesse entière de la société que serait édifié le crédit, et il serait remboursable en toute espèce de marchandises.

Considérons un instant les effets d'une circulation gouvernementale monopolisée. En circulant, comme cela se fait invariablement, par le canal des institutions favorisées, la partie industrielle de la société est forcée de composer avec ceux qui régissent les institutions financières. La loi de l'intérêt personnel conduit inévitablement une classe de la société à regarder l'autre comme sa proie naturelle. Pour celui qui fait commerce d'argent, le monde industriel se présente comme étant son champ de récolte. Pour le marchand, le banquier

semble un mal nécessaire. La société est ainsi divisée et une classe fait la guerre à l'autre.

Une condition qui deviendrait une coopération avec des institutions libres, devient un état de guerre. Les infortunes d'une partie de la société font la fortune de l'autre.

Les mauvais vents de l'adversité en soufflant sur les masses envoient le bien sur les classes privilégiées.

Les paniques monétaires sont des époques de riches moissons pour les marchands d'argent. Tels sont les résultats inévitables de la circulation monopolisée. Peu de gens contesteront que cela doive être ainsi. Cette situation est contraire à la raison, inique, et produit la grande quantité de misère dont la société est toujours affligée.

Dans des conditions de liberté, la société formerait une association de travailleurs coopérant avec la nature pour la production des richesses. Au lieu de favoriser une guerre industrielle, la société s'unirait pour combattre ce que Mac Culloch appelle « la parcimonie de la nature ».

Les nations ont depuis longtemps reconnu le dommage qu'engendre le monopole des marchandises, et elles ont cherché à prévenir de tels maux par l'édiction de lois prohibant la formation des *trusts* ou coalitions, combinaisons.

Des écrivains et des politiciens ont conspiré contre la société en essayant de monopoliser le blé, le cuivre, le sucre et diverses autres marchandises. Mais le monopole de l'argent, l'intermédiaire de l'échange, est étrangement regardé comme essentiel au bien-être de la société ; et *cependant, le monopole de l'argent est non seulement le monopole d'une marchandise mais de toutes.* « Vous prenez ma maison quand vous prenez l'appui qui la soutient. Vous prenez ma vie quand vous prenez les moyens qui me font vivre. »

Un fait ne peut pas être négligé dans cette discussion.

Il n'est pas possible d'inventer un système monétaire qui agisse efficacement dans une société dont tous les membres seraient uniformément malhonnêtes.

M. Kitson ne croit pas à l'action moralisatrice des gouvernements ; il croit, au contraire, que leur immixtion intempestive peut exercer une influence désastreuse sur les mœurs.

« La loi, dit Thoreau, cité par lui, ne rend jamais les

hommes un iota plus justes, mais son respect imposé peut même faire des citoyens les mieux disposés les agents de l'injustice même. »

Tandis qu'aucun système législatif ne peut faire un peuple honnête, il peut conduire et il en conduit plusieurs à agir malhonnêtement. Prenez pour exemple les lois sur les douanes. Il est légion, le nombre de crimes dont ces lois protectrices des nations sont directement responsables. La contrebande nommée crime, qui *per se* ne viole aucun code d'éthique rationnelle ou religieuse, est une pure création de ces lois; tandis que le parjure est fait par un nombre énorme de voyageurs, afin d'éviter le payement de ce que la majorité d'entre eux sent instinctivement être une injustice.

En traitant l'aspect moral de la question monétaire, Herbert Spencer dit : « Les arrangements monétaires d'une société dépendent définitivement, comme la plupart de ses arrangements, de la moralité de ses membres.

» Chez un peuple complètement malhonnête, chaque transaction commerciale doit être effectuée en pièces de monnaie ou en marchandises; car des promesses de payer ne peuvent circuler là où, par hypothèse, il n'y a guère de probabilité qu'elles soient remboursées. Au contraire, chez un peuple parfaitement honnête, le papier seul formera la monnaie circulante; chacun constatant que personne n'émet plus de promesses que son actif ne peut en couvrir, il n'y aura plus aucune hésitation à recevoir des promesses assurées de leur remboursement, et la monnaie métallique deviendra inutile. Donc, manifestement, durant un état intermédiaire où les hommes ne sont ni complètement malhonnêtes, ni complètement honnêtes, une circulation mixte existera, et le rapport entre le papier et le numéraire variera avec le degré de confiance que les individus peuvent avoir entre eux. Là, il semble qu'on ne puisse éviter cette conclusion. Plus la fraude régnera, plus grand sera le nombre des transactions dans lesquelles le vendeur ne livrera ses marchandises que contre leur équivalent en valeur intrinsèque; dans ce cas, plus grand sera le nombre de transactions où le numéraire est demandé, plus grande sera la prépondérance de la monnaie courante métallique. D'autre part, plus les hommes se jugeront les uns les autres dignes de confiance, plus ils accepteront

fréquemment les billets, les lettres de change, les chèques en payement; plus les cas où l'on se servira de l'or et de l'argent seront rares, moins il y aura de ces métaux en circulation.

» *Ainsi, une monnaie courante se règle elle-même quand on la laisse libre; les lois ne peuvent améliorer ses arrangements, mais elles peuvent les troubler et le font continuellement.* Que l'Etat puisse contraindre quiconque a fait une promesse de payer à tenir son engagement, c'est là simplement administrer la justice; c'est sa fonction normale. Mais faire davantage, — restreindre par exemple l'émission, — n'est pas moins préjudiciable qu'injuste. Car limiter le papier en circulation à une somme moindre que celle qu'il atteindrait naturellement, c'est exiger inévitablement une augmentation correspondante de numéraire; et comme les pièces de monnaie forment un capital immobilisé, qui ne produit pas d'intérêt pour la nation, son augmentation inutile est l'équivalent d'une taxe additionnelle, égale à l'intérêt additionnel perdu.

» De plus, même sous ce régime de restriction, les hommes dépendent surtout de leur bonne foi mutuelle et de leur intérêt personnel éclairé; même maintenant la plus grande partie de notre circulation en papier est complètement dépourvue de garantie. Sur les lettres de change en circulation qui représentent un passif trois fois aussi considérable que le montant des billets de banque émis, aucun contrôle n'est exercé. Il n'existe pas de sécurité spéciale pour le payement de ces lettres de change et leur multiplication est sans aucune limite, sauf cette limite naturelle mentionnée plus haut : *le crédit que les hommes trouvent bon de s'accorder mutuellement.* Nous avons d'ailleurs acquis une expérience complète sur ce point. En Angleterre, les opérations de banque ont été perpétuellement réglementées, tontôt en privilégiant la Banque d'Angleterre, tantôt en limitant le nombre des banquiers ou leur sphère d'action, et tantôt en restreignant l'émission; nous ne sommes jamais restés plusieurs années sans quelque nouvelle loi, quelque nouvelle règle dictée par la fantaisie et la théorie à la mode à certaines époques. Et pendant que par une constante intervention nous avons empêché l'opinion publique et l'expérience des banquiers eux-mêmes d'adapter et de régler leurs affaires au mieux de leurs intérêts, il a existé en Ecosse

pendant près de deux siècles, un système complètement dépourvu de réglementation, une circulation complètement libre. Et quels ont été les résultats comparatifs? L'Ecosse en a l'avantage, et par la sécurité et par l'économie. Le profit en sécurité est prouvé par le fait que la proportion des faillites de banques en Ecosse a été bien moindre qu'en Angleterre. Quoique *légalement* il n'ait jamais été défendu à *personne* en Ecosse d'émettre des billets, cependant *en pratique* il a toujours été impossible d'obtenir la circulation pour n'importe quel papier défectueux ou hasardeux. Et ainsi la garantie *naturelle* dans un cas a été plus efficace que la garantie *législative* dans un autre. Le profit en économie est prouvé par le fait que l'Ecosse a fait ses affaires avec une circulation de £ 50,000,000 à £ 60,000,000; ou, en aocordant la différence de population, l'Angleterre a eu besoin d'une circulation trois fois plus grande qu'en Ecosse. » Tel est encore le langage de H. Spencer l'un l'un des inspirateurs de M. Kitson.

Une question de grande importance dans l'hypothèse d'une transformation de système monétaire, est celle du rachat de la monnaie métallique. La monnaie, comme nous l'avons vu précédemment. représente *une dette,* et celle-ci doit être payée tôt ou tard. Si la base en espèces était abolie, comment la monnaie serait-elle remboursée? Laissons parler M. Kitson :

J'ai déjà exposé que la monnaie serait remboursable, non par une marchandise, mais par toutes. Puisque la monnaie est le titre d'une dette, la nature et les fonctions d'une marchandise doivent être celle d'une autre. Les dettes, ce sont des obligations de payer en marchandises ou en services. Et maintenant les dettes proviennent de toute transaction concevable comprenant toute espèce de marchandise.

Quand cependant, il est convenu que le payement sera fait en monnaie, c'est avec le dessein de permettre au créancier d'acquérir suivant son désir n'importe quelle marchandise, au lieu d'une marchandise spéciale; donc quoiqu'il soit stipulé que le payement sera fait en espèces, c'est avec l'intention immédiate ou définitive pour l'acheteur d'acquérir telle marchandise qu'il lui plaira. Considérée donc au point de vue fonctionnel, la monnaie signifie payement en toutes marchandises. En d'autres termes, elle représente le pouvoir d'achat général, et

son remboursement définitif en toute marchandise même quand pour y arriver elle doit passer par la porte étroite et dorée des espèces.

Le désir d'échanger les marchandises avec l'or est dû invariablement au fait que l'or lui-même peut s'échanger contre n'importe quelle marchandise désirée. La différence entre la monnaie convertible en espèces et celle qui est remboursable en marchandises, c'est que la dernière épargne une phase du processus, qu'elle est de beaucoup plus économique. Elle atteint ses résultats *per saltum*. Dans le cas des espèces, la monnaie est d'abord remboursable en espèces et celles-ci le sont en d'autres marchandises. Le résultat final, autant qu'il se rapporte aux objets recherchés, est identique dans les deux cas. L'usage des espèces est donc tout à fait inutile.

Qu'est-ce donc qui est nécessaire pour constituer un système monétaire sûr? Simplement l'assurance que le possesseur de la monnaie peut, quand il le juge favorable, acquérir la marchandise qu'il désire, aussi loin que s'étend le pouvoir d'achat de la monnaie.

C'est tout ce que n'importe quel système peut faire, et c'est tout ce que le système des espèces accomplit.

Maintenant, puisque les dettes sont contractées en toutes marchandises, leur payement se fera également en toutes marchandises. Il s'ensuit donc que toutes les marchandises seraient *monétisables*.

Il n'y a pas de raison équitable pour que l'on offre ce privilege au possesseur de l'or et de l'argent plus qu'à ceux du cuivre, du fer, de la houille, du blé, de l'huile ou de n'importe quelle marchandise.

On peut alléguer, cependant, que puisque les banquiers prêtent de l'argent sur des gages en marchandises, sans se préoccuper de leur nature, toutes les marchandises sont monétisables dès à présent. Quoique cela soit vrai en un sens, l'offre restreinte actuelle de la monnaie donne aux banquiers le choix des marchandises sur lesquelles ils veulent prêter. Cela les autorise, de plus, à exiger des garanties exagérées, et même à demander des intérêts pour le prêt. Et finalement, le coût de cette transformation des marchandises en monnaie est si exorbitant, que peu de gens y ont recours et qu'ils n'y recourent que contraints et forcés.

Une autre objection qui sera soulevée, c'est que si la monnaie est émise également en représentation de n'importe quelle marchandise, sa valeur sera dépréciée. Cet argument invoqué par les partisans de la base métallique, prouve évidemment, répond M. Kitson, leur erreur sur la véritable nature et les fonctions de la monnaie.

Dans le chapitre sur l'offre et la demande de la monnaie, on a montré, dit-il, que la monnaie ne peut remplir ses fonctions scientifiquement que lorsque l'offre est en excès sur la demande, afin qu'elle soit, *per se,* de nulle valeur. *En d'autres termes, la solution de la question monétaire doit être réclamée aujourd'hui de l'intermédiaire appelé monnaie à bon marché.* Pour un grand nombre de personnes, exposer que la monnaie serait sans valeur paraît un paradoxe.

M. Kitson donne une nouvelle explication de sa thèse. La monnaie de papier, *remboursable en espèces,* peut être regardée à deux points de vue. *Premièrement* comme monnaie. A cause de la demande de monnaie comme intermédiaire des échanges et de son offre limitée, les hommes payeront intérêt pour son usage, indépendamment de la considération du métal qu'elle représente. Dans ce sens, elle a une valeur *per se. Secondement* comme représentant tous ces lingots. Ce sont ces derniers qui ont la valeur et non pas le papier. Le papier est uniquement représentatif de valeur; car dire que le papier a une valeur *per se,* c'est dire qu'une chose peut avoir deux fois sa propre valeur.

Comme représentant des marchandises, la monnaie de papier a une valeur qui n'existe qu'aussi longtemps que ce papier porte en lui le droit d'acquérir ce qu'il représente. Nous avons donc dans la monnaie de papier, émise sur la base espèces et remboursable par elles, cette chose qui semble être une et matérielle et qui est double en réalité; possédant un corps et une âme, elle a deux prix distincts, l'un pour son corps et l'autre pour son âme. Elle a son prix comme monnaie et son prix comme marchandise, ou comme lingot.

M. Kitson soutient donc que c'est dans le premier sens que la monnaie serait sans valeur propre. C'est entièrement à cause d'une offre restreinte que le papier-monnaie inconvertible peut devenir artificiellement une valeur. La monnaie doit nécessairement représenter les marchandises, puisqu'elle représente

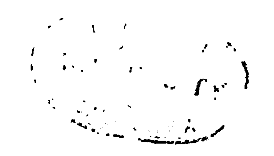
les dettes ou les créances; mais comme simple intermédiaire d'échange, comme moyen de faciliter le commerce, elle doit être sans limitation dans son émission et conséquemment sans nulle valeur. Si l'on permettait de monétiser toutes les marchandises, ce qui en résulterait inévitablement ce serait la liberté de la monnaie; car représentant des marchandises, elle serait naturellement remboursable en marchandises et circulerait librement. Avec un pareil système, il n'y aurait personne qui, ayant des marchandises, pût être empêché d'obtenir de la monnaie. L'intérêt, par conséquent, mourrait de mort naturelle, car personne ne payerait pour ce qui serait à la portée de tous. Le résultat est donc décisif. *La monnaie avec une base scientifique signifie l'abolition de l'intérêt. La science tend infailliblement à ce but.* C'est en ce point que M. Kitson rattache la pensée de Proudhon à celle de Spencer. Du monopole et de la réglementation gouvernementale de la monnaie découle l'intérêt de l'argent; de leur abolition, il va avec Proudhon à l'égal échange et à l'abolition de l'intérêt, au crédit au prix de revient.

La question de l'émission de la monnaie peut donc être brièvemsnt résumée comme suit d'après M. Kitson :

La nature et les fonctions de la monnaie exigent que sa création et son remboursement soient gouvernés seulement par le phénomène qui produit le besoin de l'instrument monétaire, à savoir l'échange. Et puisque les échanges proviennent des besoins et des caprices de l'humanité, le nombre et l'étendue de ces échanges qui auront lieu dans une période future sont au delà du pouvoir de prévision de l'intelligence humaine ; il en est de même de la somme de monnaie nécessaire pour faciliter de tels échanges.

La condition fondamentale essentielle à l'accroissement du commerce et à la production de la richesse dans une nation, c'est la liberté. Et afin que le commerce ne soit pas entravé, les moyens d'effectuer les échanges ne doivent pas être entravés non plus. *L'intermédiaire des échanges doit donc être nécessairement affranchi à la fois du contrôle des gouvernements et de celui des individus.*

Puisque les gouvernements ne peuvent déterminer les besoins commerciaux des citoyens qu'ils gouvernent, leur intervention dans le commerce, ou dans son intermédiaire, ne peut manquer de créer des troubles et de produire des injustices.



La réglementation gouvernementale dans l'émission de la monnaie courante signifie une circulation restreinte. Une monnaie courante restreinte est la parente de l'intérêt, une menace pour le commerce, un frein appliqué aux rouages de l'industrie, un empêchement à la production de la richesse, un instrument d'oppression, la source de la misère, de la maladie et de la mort. Les gouvernements ne peuvent exercer la fonction de contrôler la monnaie sans violer la seule fonction par laquelle leur droit à l'existence est généralement reconnu, à savoir : l'*administration de la justice.* L'émission de la monnaie doit être libre, afin que l'industrie et le commerce le soient; et le commerce doit être libre afin que le peuple le soit. La liberté de vivre nécessite la liberté de maintenir les conditions de la vie, et celle-ci implique la liberté de l'échange.

Rejeter la monnaie libre, c'est donc rejeter la liberté de vivre.

VI. — Principes de la solution du problème monétaire.

Le dernier chapitre de l'œuvre de M. Kitson porte pour épigraphe ces mots de Proudhon : « Le moment est venu pour les sages de choisir une direction et de se préparer pour la reconstruction. »

Il n'y a, en effet, dans ce chapitre qu'une préparation à la reconstruction, et sous un double aspect : négatif et positif.

D'une part, elle consiste à faire table rase, à arracher à l'Etat le droit régalien d'instituer et de maintenir un système monétaire obligatoire, enchaînant les forces économiques à la monnaie-marchandise, les livrant aux fluctuations du marché monétaire et aux détenteurs de l'or. Sous cet aspect la conclusion reflète la pensée de Herbert Spencer : les forces productives livrées à elles-mêmes dégageraient spontanément par une expérience plus ou moins longue le système naturel de circulation qui s'adapterait le mieux aux besoins de l'échange et de la production, après l'élimination successive des autres. C'est la théorie de la sélection naturelle et de l'évolution.

Cependant M. Kitson va au delà de la lutte des systèmes engendrés par la liberté et de la survivance du plus apte, il

s'élève à une pensée organique, définie, en empruntant à Proudhon et à certains réformateurs américains le principe dirigeant de la réorganisation future du crédit et de la circulation : *le principe de la mutualité.* C'est là l'aspect positif de la conclusion.

Et d'abord considérons le premier aspect de la solution monétaire. La critique monétaire est un cas particulier de la critique générale des fonctions des gouvernements qui doivent être ramenées, d'après Herbert Spencer, à ce que Adam Smith appelait la justice négative.

Nous avons vu que ce qui cause notre plus grande anxiété, ce qui soulève dans l'esprit de millions d'hommes la question de savoir si la vie vaut vraiment d'être vécue, en fait, ce qui nécessite l'Economie sociale, c'est la rareté des moyens d'existence. Et nous avons aussi vu que la tendance et, qui plus est, le but de l'Economie sociale, de la civilisation, c'est d'augmenter ces moyens en les rapprochant des dons de la nature, dans le langage d'Adam Smith, « de mettre le peuple à même de se procurer un revenu abondant ». Bref, l'objet de l'Economie peut être considéré comme l'abolition de la disette pour autant qu'elle concerne les moyens d'existence. Nous avons aussi vu que les maux de notre système monétaire peuvent être résumés en un seul mot, disette, condition provenant seulement de l'opération des lois restrictives, — lois qui donnent à quelques-uns un pouvoir absolu sur la vie et la fortune des masses. L'action de ces lois est complètement opposée au but de la civilisation. Elles tendent à la restriction au lieu de l'affranchissement, à la limitation de l'approvisionnement plutôt qu'à l'abondance.

La solution de la question monétaire, comme la solution de la question des tarifs douaniers, doit être trouvée dans l'abolition des contraintes que les gouvernements ont exercées sur les échanges et sur leur mécanisme. Bref, ce n'est qu'élargir le champ de la liberté humaine. Ayant reconnu le droit de tout homme à la vie, nous avons à reconnaître son droit à se soutenir dans la vie; en fait, l'un implique l'autre. Mais des lois qui restreignent le commerce, qui mettent des obstacles à l'émission de la monnaie, nient ce droit. « Le commerce, dit Proudhon, n'existe que chez les hommes libres. » Nous pou-

vons transposer cet aphorisme et affirmer que les hommes ne sont libres que lorsque le commerce est libre; comme nous l'avons vu, le commerce n'est libre que là où le mécanisme de l'échange l'est. Au point de vue pratique, deux opérations distinctes sont nécessaires; l'une de démolition, l'autre de reconstruction. L'œuvre de destruction consiste simplement dans l'abolition de la fiction connue comme étalon de la valeur, dans l'abrogation des lois concernant l'émission, l'offre de la monnaie. En d'autres termes, *la solution de la question monétaire sera trouvée dans le libre échange; l'échange libéré des tarifs, taxes de tous genres, non obstrué par des douanes ni patenté par des banques, par les faiseurs de lois, les usuriers.* Le terrain doit être entièrement déblayé afin qu'on puisse construire un édifice solide, stable à la place de celui que nous avons à présent et qui est vermoulu.

Nous avons été lents à apprendre dans ces dernières années une vérité que les hommes sages reconnaissent depuis longtemps : que plus les pouvoirs et les fonctions des gouvernements seront restreints, mieux cela vaudra pour la société.

De tous les pouvoirs qui ont été conférés aux souverains et aux Etats, celui de régler la circulation monétaire est de beaucoup le plus dangereux, le plus menaçant pour les libertés du peuple. Il n'y a probablement rien de plus important pour notre civilisation présente que la liberté de l'échange. La vie dépend de l'industrie, et l'industrie dépend de la faculté d'échanger ses produits; celle-ci, sous notre système industriel présent, dépend du mécanisme de l'échange, c'est-à-dire de *la monnaie.*

Ceux qui voient dans le système actuel des tarifs les maux, l'oppression et les injustes privilèges auxquels son action donne lieu, et qui manquent de remarquer l'iniquité d'un contrôle gouvernemental sur la circulation, sont étrangement aveugles en principe. Quel serait l'avantage pour une nation d'abolir ses douanes, aussi longtemps que l'intermédiaire de l'échange serait laissé sous le contrôle de quelques banques autorisées par le gouvernement? Les tarifs et les taxes s'imposent à certaines marchandises *spéciales* et affectent des échanges *spéciaux;* mais une monnaie restreinte, qu'elle soit limitée par l'approvisionnement d'une marchandise spéciale telle que l'or, ou par

les règles arbitraires d'un gouvernement, est une taxe sur *tous* les échanges, un fardeau placé sur le champ *entier* de l'industrie. *Le commerce non restreint est impossible avec une monnaie restreinte. En d'autres termes, le libre échange n'est possible qu'avec une monnaie libre.*

L'idée dominante que la circulation d'une nation doit nécessairement être restreinte en volume, est due entièrement au sophisme que la monnaie est forcément quelque chose ayant une valeur, ou, comme il est communément établi, que la monnaie doit être « une valeur intrinsèque », — un sophisme, comme nous l'avons déjà vu, qui est attribuable à la fausse conception du mot *valeur*. *La monnaie n'est pas, scientifiquement parlant, une chose de valeur; elle n'est pas la richesse.* Elle est le symbole de la richesse, le titre, la preuve d'une dette, un moyen convenable de reconnaître et d'exprimer les valeurs des marchandises. *La monnaie n'est pas un étalon de la valeur, ni une mesure des valeurs, ni une marchandise.* C'est un *dénominateur commun* des valeurs et une *mesure du pouvoir* d'achat.

J'ai démontré combien il est impossible, scientifiquement parlant, de faire de la monnaie une marchandise. J'ai démontré combien il est physiquement impossible de faire d'une chose matérielle un dénominateur commun des valeurs. L'or ne peut pas « mesurer » les valeurs. Et maintenant, voyons quel serait l'effet produit en démolissant l'étalon de la valeur? Le grand résultat qui en serait obtenu serait le divorce de la monnaie de son alliance antinaturelle avec les métaux précieux. Le seul prétexte allégué par les économistes et les législateurs en basant la monnaie sur le numéraire est qu'il est nécessaire d'agir ainsi, afin que la monnaie puisse remplir les fonctions d'étalon de la valeur. L'abolition de cette fonction anéantit d'un coup toute prétendue nécessité de maintenir le numéraire comme base. La question s'élève : Qu'est-ce qui le remplacera? Que sera le système monétaire? Pour commencer, la nomenclature sera la même. Un dollar restera toujours l'unité monétaire, mais au lieu d'être déterminé par un certain poids fixe d'or, il sera simplement une unité de pouvoir d'achat. *Il ne représentera aucun montant ni aucune quantité fixe d'aucune marchandise particulière.* Son pouvoir sera représenté par toutes les marchandises. Les marchandises seront toujours estimées dans le système du

dollar. Les cours du marché seront imprimés dans les mêmes termes qu'à présent, la seule différence étant que les prix des marchandises ne seront pas soumis aux fluctuations de l'or et de l'argent. Ces métaux pourront être amassés, exportés, importés, mis de côté ou jetés sur le marché avec la plus grande impunité, sans affecter les prix d'aucune autre marchandise dans le plus léger degré. Chaque marchandise se tiendra sur sa propre base. Une baisse ou une élévation générale des prix sera complètement impossible. Maintenant, au contraire, dans notre système actuel inique et antiscientifique, le prix de chaque marchandise dépend d'abord de l'offre et de la demande des marchandises elles-mêmes; ensuite, de l'offre et de la demande de la monnaie.

Des variations dans ces deux ordres de phénomènes peuvent se produire séparément ou simultanément, et les fortunes et les existences des hommes sont beaucoup plus affectées par les secondes que par les premières. Les premières sont subordonnées aux dernières, et les banquiers contrôlent à un haut degré les destinées des producteurs et des commerçants. Aujourd'hui, un commerçant peut voir la valeur de son fonds subitement diminuée de moitié, sans qu'aucun changement se soit produit dans le coût de production ou dans l'offre des marchandises elles-mêmes, simplement par l'action combinée d'un certain nombre de banquiers en diminuant (cornering) l'offre de la monnaie. Observez, par exemple, comme la dimintion de l'or précipita la panique générale connue sous le nom de *black friday, vendredi noir!* Aucune diminution de marchandises ne pourrait créer une panique générale, si la fonction monétaire n'était plus enchaînée à une marchandise particulière.

Dans le système que je propose, les variations dans l'offre et la demande de la monnaie ne pourront avoir aucun effet sur les prix, parce que l'offre sera toujours aussi grande que la demande. En rendant toutes les marchandises égales, en les mettant toutes sur le même pied, toutes seront également monétisables.

L'industrie et le commerce prendront ainsi leur position naturelle et deviendront indépendants de la finance. Les fortunes des manufacturiers et des commerçants cesseront d'être les jouets des spéculateurs.

Un marchand de nouveautés trouvera aussi facile de monétiser son fonds, qu'un entrepreneur sa maison, ou un extracteur d'or son or. Avec la liberté de monétiser toutes les marchandises également, la *monopolisation* de la monnaie sera aussi impossible que la monopolisation de *toutes* les marchandises. De plus, l'offre de la monnaie sera si abondante que l'intérêt dû pour l'usage de la monnaie disparaîtra rapidement. *L'intérêt n'est possible qu'avec une circulation restreinte.*

Dans le chapitre sur le *Pouvoir d'achat,* M. Kitson s'est appliqué à démontrer comment on peut se pourvoir d'une unité invariable de *pouvoir d'achat.*

L'opération de l'estimation du rapport des marchandises dans les termes de leurs unités comprend, comme nous l'avons vu, l'usage d'un nombre sans fin de figures. En se servant de la méthode du dollar, cette difficulté disparaît. Les rapports d'échange de toutes les marchandises sont maintenant exprimés en dollars et en cents. *En conséquence, il est seulement nécessaire d'abolir l'étalon de la valeur, afin de faire du dollar une unité invariable de pouvoir d'achat.* Mais, me demande-t-on, qu'est-ce qu'un dollar qui n'est plus basé sur l'or? Simplement une unité de pouvoir d'achat choisie arbitrairement qui, en simples multiples ou en fractions, puisse exprimer les rapports d'échange ou de valeur de toutes les marchandises. *Un tel dollar est purement idéal.* Le *dollar idéal* est invariable puisqu'il ne peut avoir, *per se*, de fluctuations ni de l'offre ni de la demande.

Le dollar d'or, au contraire, le dollar-marchandise varie continuellement. Quoique l'idée de ce que le dollar pourra être doive sembler nouvelle à un grand nombre de personnes, quelques moments de réflexion leur montreront que presque tout le monde, excepté les banquiers et les manieurs d'argent, fait usage, en pratique, du dollar dans ce sens idéal, bien qu'inconsciemment.

Pas une personne sur dix mille ne s'arrête jamais à penser à ce qu'est un dollar, exprimé en or. Tout ce qu'elles en pensent tient à son pouvoir d'achat exprimé dans la marchandise particulière dont elles ont besoin, et comme elles n'ont pas besoin d'or, elles ne songent jamais à s'assurer de la valeur en or d'un dollar. « Combien de ceci ou de cela pourrai-je acheter avec mon dollar? » est la question qui les intéresse le plus.

Ni le marchand, ni l'entrepositaire n'embarrasseront leur cervelle de ce qu'on appelle *la valeur intrinsèque* de la monnaie.

En fait, il est douteux qu'un seul homme sur dix mille puisse dire de mémoire combien de grains d'or représente un dollar. *Ce ne sont que les spéculateurs d'argent et les usuriers qui s'intéressent réellement à ce sujet, et qui s'en servent de temps en temps pour intimider le public et créer une panique.*

La preuve de l'usage de la monnaie idéale est fournie par l'expérience faite dans différents pays, du papier-monnaie inconvertible. « Les gouvernements, » dit Francis Walker, ont souvent émis du papier-monnaie sans avoir une quantité suffisante d'or et d'argent pour assurer sa conversion, sans qu'une telle conversion, en fait, eût lieu et quelquefois sans qu'elle fût même promise, et *cependant ce papier-monnaie a circulé aussi rapidement que l'or ou l'argent eût pu le faire, a été échangé aussi librement contre des marchandises et des services, et même en plusieurs cas a conservé une valeur égale à celle du montant des métaux précieux dont il était nominalement l'équivalent.*

» Le papier-monnaie du Massachusetts, pour la plus grande part de la période 1690 à 1710; le papier-monnaie de la Russie pour les vingt années après 1768; ce que l'on appelait la monnaie continentale de la révolution américaine, pour une année et plus après la première émission; le papier-monnaie de la Prusse pour une période de temps non insignifiante, tous circulèrent librement, même sans escompte en espèces. » Et il ajoute : « Les billets appelés *greenbacks* de la guerre civile américaine ne perdirent jamais leur cours, au moindre degré, depuis 1862 jusqu'à la fin de la guerre en 1878. Ils furent toujours acceptés à leur cours nominal, promptement et avidement. Jamais les hommes ne cherchèrent à éviter leur usage en prenant l'or avec prime ou à recourir à l'échange ou au crédit. » Ce dernier exposé est remarquable, à raison du fait que le gouvernement des Etats-Unis déshonora cette monnaie par la fameuse ou plutôt infâme clause d'exception, en refusant d'accepter le papier en paiement des impôts et des intérêts d'obligations...

C'est ici que le second aspect, positif et organique de la solution monétaire apparaît dans le livre de M. Kitson avec un caractère profondément optimiste. Ayant dissous, dit-il, l'asso-

ciation immorale des banquiers avec le gouvernement, sur quelle base opéreront-ils à l'avenir? Comment et par qui la monnaie sera-t-elle émise? Comment sera-t-elle remboursée? La première chose à dire est celle-ci : qu'avec le champ entièrement libre et débarrassé des obstructions législatives, il y a place pour le meilleur système financier possible qui sera *le produit naturel de l'industrie même*. Les meilleures institutions, les plus utiles, les plus stables, ont grandi dans les conditions les moins restrictives. De telles institutions, naissant dans des conditions parfaitement naturelles, doivent nécessairement être mieux adaptées aux besoins des hommes que les méthodes artificielles des institutions gouvernementales.

Il est difficile — en fait inutile — de prédire quel sera le système de banque qui remplacera les banques nationales actuelles si elles sont supprimées. Les bons systèmes de finances, comme toutes les bonnes institutions sociales, sont choses de croissance et elles se conforment naturellement — si les législateurs les laissent tranquilles — aux besoins du peuple. Ce que ces besoins seront dans dix, vingt, cinquante ans d'ici, personne ne pourrait le prédire. Fixer arbitrairement un système de banque qui serait incapable de variation ou d'adaptation à la croissance sociale, serait semblable à la méthode des Chinois qui emprisonnent les pieds de leurs femmes dans des souliers d'enfants.

Les méthodes de banques devraient s'adapter elles-mêmes aux exigences du commerce, loin que le commerce dût s'adapter aux systèmes fixes des banquiers. Les banques devraient exister exclusivement pour faciliter le commerce. Sous notre système actuel, le commerce existe pour le bénéfice des banquiers et est forcé de s'adapter à leurs fantaisies et à leurs opinions. De nombreux plans ont été proposés pour supplanter le système actuel, et on ne peut mettre en question que l'expérience déterminerait bientôt quel système serait le mieux approprié aux conditions économiques. Le plan qui me paraît le plus scientifique, le plus capable de varier et de s'étendre et d'accord avec les principes que j'ai décrits, est celui qui est connu sous le nom de système de *crédit mutuel*. Ce système est une coopération par laquelle les membres d'une société s'organisent eux-mêmes en société de crédit mutuel, dont les opérations consistent

à émettre des billets représentatifs des marchandises qui sont le gage en assurant le remboursement. Chaque membre de la société peut devenir un membre de l'association banquière, pourvu qu'il ait des marchandises acceptables et qu'il désire les transformer en monnaie. Chaque membre de l'association convient d'accepter ses billets en payement de ses services et de ses marchandises. Aucun intérêt n'est exigé pour le crédit accordé, mais seulement une prime qui suffit rigoureusement à couvrir les dépenses et charges courantes de la banque. En d'autres mots, il n'y a pas de capital de banque et, par conséquent, pas de dividendes.

Le retour à la banque des billets émis dégage les marchandises qui leur servaient de couverture. Ces billets de banque seront émis comme à présent, en unités, en multiples et en fractions de dollar. Ils constitueront la monnaie dans le sens le plus strict; ils seront simplement l'intermédiaire des échanges divisé en *unités de pouvoir d'achat.* Ce système placera toutes les marchandises sur un pied d'égalité avec l'or. En d'autres termes, cela fera pour les marchandises ce que jadis on supposait que le républicanisme ferait pour une nation, *procurer l'égalité des conditions et des moyens de développement à tous ses membres.*

L'idée d'une banque mutuelle n'est pas précisément moderne. Elle fut proposée, il y a des années, par Beck, Proudhon et d'autres. Le premier suggéra l'application de ce qui est connu comme « crédit en compte courant », le dernier se base sur la « lettre de change ». En essayant de résoudre cette question gigantesque, je décline toute intention d'inventer un système de banque. *Je prétends que le problème monétaire sera résolu aussitôt que les gouvernements cesseront de monopoliser la circulation monétaire en s'en mêlant. L'abrogation des lois interdisant et restreignant l'émission de la monnaie, fera naître de nombreux systèmes dont la compétition conduira à la survie du plus avantageux, ce qui est la solution naturelle de la question de la circulation et de la monnaie.*

Que d'ardentes objections soient soulevées contre l'abrogation de lois relatives à la monnaie, et à la reprise aux gouvernements du droit régalien d'imposer le système monétaire et de frapper la monnaie, c'est à la fois naturel et inévitable, puisque

cela ne signifie rien moins que le détrônement de l'or, du monopole de la monnaie et du privilège. Ce sera encore une fois la vieille question du Temple de Diane :

« Messieurs, vous savez que par cette ruse nous avons notre richesse... Et notre ruse est en danger d'être réduite à rien. »

Pour tous ceux, ajoute M. Kitson, qui croient aux fonctions paternelles du gouvernement, protectionnistes, socialistes, nationalistes et greenbackers, cette proposition ne rencontera que le ridicule. Comme le Parisien du XVII[e] siècle, qui, entendant dire que Venise était gouvernée sans roi, mourut de rire de l'absurdité de la chose, ainsi l'idée que la monnaie peut être émise sans la force de la loi semblera déraisonnable à un grand nombre.

Quant à ceux qui regarderont le sujet avec calme et sans passion dans la lumière de la raison, ils ne verront rien de visionnaire ou d'impraticable dans la suggestion. Ils verront comment les grandes industries du pays, les manufactures, les entreprises de transport et d'assurance, etc., s'opèrent avec succès par les individus, les corporations et les associations volontaires, avec un degré de perfection qu'aucune forme de gouvernement ne pourra jamais atteindre. Reconnaissant que la perfection de ces diverses opérations est due au libre concours des individus et des groupes d'individus, ils en déduiront naturellement qu'un semblable degré de perfection pourra ètre atteint pour la monnaie et la circulation, pourvu qu'une libre concurrence des banquiers et des systèmcs de banque soit permise. Même plus : ils reconnaîtront que, puisque le présent contrôle gouvernemental de la circulation est la véritable cause de l'insécurité, et du système instable de crédit par lesquels les affaires de ce pays sont faites maintenant, et que l'incertitude et l'insécurité qui entourent le commerce moderne sont entièrement dues à cette base indigne de confiance, que l'abolition des restrictions gouvernementales conduira à l'adoption d'un régime solide et stable d'échange, et à un système monétaire qui s'adaptera naturellement au développement du commerce et de l'industrie. Aujourd'hui, la monnaie, sous la forme de traites émises par des individus et des sociétés, *consiste pour la plus grande partie en promesses de faire l'impossible,*

c'est-à-dire de les racheter par une certaine marchandise, ou par un certain genre spécial de monnaie, dont l'offre est de beaucoup inférieure à celle qui serait nécessaire pour répondre à la demande. Ce qui en résulte, les faits en témoignent, c'est que le monde est constamment en danger de paniques financières. *Tout ce qui est nécessaire afin de précipiter une panique provient en une certaine proportion, de la demande de remplir ses obligations, faite par la classe des créanciers à la classe des débiteurs.* Elle est précisément analogue à ces paniques auxquelles donne lieu le cri de : « au feu ». Et justement, comme les chances et les horreurs d'une panique augmentent en proportion de la diminution du nombre et de la grandeur des issues d'un bâtiment, de même, plus le danger et les dévastations des paniques financières sont grands, plus la circulation de la monnaie des nations est limitée et restreinte.

C'est ici que M. Kitson vient se heurter aux plus graves objections que fait surgir ce retour au système de la *liberté naturelle* d'Adam Smith : On m'objectera, dit-il, qu'en donnant au peuple un ample contrôle de la circulation avec le droit d'émettre la monnaie, les chances de malhonnêteté augmenteront énormément. Qu'est-ce qui empêchera les institutions de banque d'émettre de la monnaie fiduciaire bien au delà de leur faculté de rachat?

En réponse, dit-il, on peut demander ce qui aujourd'hui empêche les individus et les corporations de surémettre des effets de commerce, des promesses, et de s'exposer à un passif excédant leurs forces? D'abord leur honnêteté. Ensuite la crainte de la honte et du déshonneur que la malhonnêteté attire sur les individus et sur les communautés civilisées. Sous le couvert de la loi, les privilégiés peuvent maintenant pratiquer la malhonnêteté sans encourir les pénalités et le stigmate qui autrement s'attacheraient à eux, s'ils agissaient comme individus ou comme corps privés. Enfin, la difficulté de franchir certaines limites qui sont assignées à leur crédit. S'il est vrai que dans un régime de liberté, aucune force matérielle n'empêcherait les émissions excessives, il n'y aurait pas non plus de force légale pour faire accepter la monnaie du Gouvernement. Il en résulterait plus de discernement, de soin, de vigelance dans les transactions financières. Un peuple qui

cherche à devenir vertueux par la force de la loi finira par devenir une nation d'hypantes.

Et M. Kitson termine par ces paroles où resplendit son optimisme : « dans des conditions libres, la guerre entre l'honnêteté et le malhonnêteté, entre la lumière et l'obscurité peut être engagée avec la pleine assurance que le puissance du bien l'emportera ».

VII. — Considérations finales sur l'œuvre de M. Kitson.

La thèse fondamentale de M. Kitson, c'est qu'il faut voir dans la monnaie, non la *mesure commune* des valeurs mais leur *commun dénominateur;* elle *exprime des rapports* quantitatifs entre les marchandises livrées à l'échange, elle ne *mesure* pas *des utilités*. Elle n'a dès lors plus besoin d'une *base matérielle,* elle peut rompre l'association historique qui la lie aux métaux précieux, elle peut cesser d'être une marchandise; la monnaie étant le commun dénominateur des valeurs, le pouvoir d'achat de toute marchandise à l'égard des autres marchandises peut s'exprimer en unités numériques, et comme l'unité numérique est la seule qui, dépouillée des caractères objectifs de toute richesse particulière, soit invariable, M. Kitson aboutit à cette conclusion que les fonctions maîtresses de la monnaie ne peuvent être remplies d'une manière normale et parfaite qu'à la condition que l'instrument monétaire lui-même soit *sans valeur propre.*

On est frappé du rapprochement qui existe entre cette conception monétaire de M. Kitson et la conception comptabiliste de M. E. Solvay (1). Par des voies différentes, au même moment, deux hommes vigoureusement doués de la puissance d'abstraire en viennent à concevoir une forme définitive de la monnaie qui ne sera plus richesse, mais le signe, le symbole des richesses, qui, perdant définitivement son caractère matériel, apparaîtra comme une monnaie idéale, *an ideal money, a symbolical money,* suivant les expressions de James Steuart dès le XVIII[e] siècle.

---

(1) Voir surtout son étude : *Comptabilisme et fixité de la valeur abstraite.*

I

Les prémisses de la thèse radicale de M. Kitson avaient été proposées par des économistes américains justement renommés (1). Tel M. Francis Walker; dans son livre sur la monnaie, *On Money*, il s'applique, en déterminant les fonctions de la monnaie, à mettre en lumière la distinction de la fonction de *mesure* des valeurs qu'il rejette, de celle de *dénominateur commun* qu'il adopte. Là gît, d'après lui, toute la controverse entre les théoriciens de la monnaie *idéale* et ceux de la *monnaie réelle*. Les uns et les autres reconnaissent la nécessité d'avoir un dénominateur commun, au moyen duquel on pourra enregistrer les valeurs relatives des 100 denrées dont parle Stanley Jevons (2), et échapper à la nécessité des 4,950 expressions de ces valeurs relatives, en prenant successivement chacune d'elles comme unité.

F. Walker s'arrête d'abord à la considération du travail comme mesure de la valeur relative :

« Si, par exemple, il faut cinq fois plus de temps pour produire une brouette que pour produire un boisseau de blé, la valeur de la brouette sera à celle du blé comme 5 est à 1. Et si la charrette exige cinq fois autant de temps qu'une brouette, les valeurs respectives de ces trois marchandises seront comme 25 : 5 : 1. Nous aurons là les *quantités relatives de travail* incorporées aux différents articles comparées les unes avec les autres, directement, *sans intermédiaire d'une marchandise déterminée,* distincte de la brouette, de la charrette, du boisseau de blé : celui-ci coûte une journée de travail, et c'est par cette unité de travail que les trois articles peuvent tour à tour être mesurés et que des *propositions d'échange,* suivant l'expression de Walker, peuvent être établies entre eux (3).

---

(1) « Ces questions, dit M. Sheerwood, sont des formes diverses du problème fondamental, la *valeur de la monnaie*. D'après une théorie la monnaie matérielle doit avoir une valeur indépendante de son usage comme monnaie; l'autre théorie soutient que la monnaie est seulement un bon d'échange, un titre de transfert et ne doit pas avoir de valeur comme les marchandises. » Et il fait remonter la controverse aux Etats-Unis jusqu'en 1762. (SHERWOOD. *Lectures on the history and theory of money*. Philadelphie, 1892.

(2) ST. JEVONS. *La Monnaie*, p. 4.

(3) F. WALKER. *On Money*, pp. 8-9. Ce passage a été déjà reproduit par M. Vandervelde dans les *Annales de l'Institut*.

A ce point de vue, considérée comme unité de mesure, la *monnaie-marchandise* ayant une valeur propre, apparaît suivant l'hypothèse de Ricardo d'ailleurs, comme représentant une quantité sensiblement constante de travail, susceptible d'une détermination immédiate et servant dès lors de terme de comparaison direct dans l'échange de tous les autres produits. Or, cette théorie de la valeur d'échange, Fr. Walker s'efforce lui-même de la réfuter dans d'autres passages de son livre (1) :

Il s'applique en effet :

a) A combattre cette théorie de la valeur d'échange;

b) A montrer que, fallût-il l'admettre, le rôle assigné aux métaux précieux ne se justifierait pas davantage.

« Une *mesure commune des prix* est-elle nécessaire?

» La thèse que la monnaie est nécessaire comme mesure des prix dans l'échange, est basée sur la notion, dont il serait difficile d'établir la genèse, que chaque personne possédant quelque chose dont elle veut se défaire, et ayant en vue plusieurs choses que, à différents degrés, elle désire obtenir, peut plus facilement déterminer la quantité de travail appliquée à la production d'un seul article — la monnaie, qu'elle ne peut successivement déterminer la quantité de travail appliquée à la production des divers articles, qu'elle est en état d'obtenir avec les produits de son industrie, pendant que tout autre producteur de son côté, est capable de comparer la quantité de travail incorporée à son propre produit, avec celle qui est contenue dans une quantité donnée de ce seul article — la monnaie — qui ainsi devient la mesure commune de valeur pour toutes les marchandises. Les prix (c'est-à-dire les valeurs, en termes de monnaie), pour tous les articles, étant ainsi *communément mesurés,* deviennent *mutuellement comparables.*

» Si l'expression « mesure commune de valeur » a quelque signification, c'est celle-là, ni plus, ni moins.

» Ce n'est pas, cependant, même en théorie, le cours par lequel les valeurs relatives des articles apportés au marché sont déterminées. Les quantités relatives selon lesquelles les articles seront échangés, dépendront des rapports de l'offre et de la demande. Quand l'économiste formule en règle, que des quan-

(1) *Ibid.*, pp. 280-288. Ce passage n'a jamais été reproduit.

tités égales de travail sont échangées entre elles, il veut dire que, si, dans les relations existantes de l'offre et de la demande, les produits du travail dans un métier cessent de commander les produits d'une quantité égale de travail dans un autre métier, le travail et le capital passeront du métier dont les produits sont désavantageux à l'échange, au métier dont les produits sont avantageux à l'échange, jusqu'à ce que l'équilibre soit rétabli. Ce n'est que lorsque les travailleurs trouvent qu'en travaillant à un métier, ils se procurent pour eux-mêmes moins de confortable, de luxe, et des choses nécessaires à la vie, qu'ils en auraient en travaillant dans un autre métier, que le transfert du travail a lieu, et le montant de la production du premier métier est diminué, jusqu'à ce que les prix s'élèvent à un taux qui permette de payer des salaires égaux à ceux que les travailleurs reçoivent ailleurs. Maintenant, la monnaie, comme *dénominateur commun* des valeurs, permet au travailleur de déterminer avec une grande facilité s'il reçoit plus ou moins d'articles d'alimentation, de vêtement, que son voisin Brown qui travaille à un autre métier. Il trouverait très difficile de faire une comparaison exacte entre les approvisionnements de toute espèce entrant dans sa maison, et dans celle de Brown dans le cours d'un jour, d'une semaine, d'une année : mais s'il apprend que Brown reçoit 1 d. 25 par jour, tandis que lui reçoit seulement 1 d. 20, il sait à la fois que le métier de Brown est plus rémunérateur et juste à quel degré. — Mais nous devons nous débarrasser d'une manière décisive de ces restes de notion que les choses s'échangent sur une base d'égalité, parce qu'elles ont coûté des sommes égales de travail. La proposition déjà citée du professeur Jevons : « Le travail une fois employé n'a pas *d'influence* sur la valeur future d'aucun article » s'applique d'un bout à l'autre de l'échange. Les produits s'échangent souvent pour la moitié de ce qu'ils coûtent; et souvent pour deux fois ce qu'ils coûtent. C'est simplement une question de demande d'un article et d'offre de cet article. Le coût de production ne fait qu'influencer l'offre. Le coût de production passé a réglé l'offre présente; le coût actuel de production réglera l'offre future.

» S'il en est ainsi, là où les marchandises sont échangées entre elles, il n'en est pas moins ainsi là où elles sont échangées pour

de l'argent. Une once d'argent achète un boisseau de blé, pas du tout parce que chacun a coûté une journée de travail; l'argent a pu être extrait du Laurium, il y a plus de deux mille ans, au coût de production nécessaire pour produire douze boisseaux de blé. Le blé lui-même peut se vendre la moitié plus cher que l'année precédente, pour la seule raison que deux nations en Europe se font la guerre. C'est simplement une question d'offre et de demande.

» Le présent coût de production (les journées de travail) n'entre en ligne que pour affecter l'offre ultérieure.

» Mais de plus, pour montrer l'erreur de cette notion, supposons un instant que dans l'échange, les quantités de travail appliquées à la production des marchandises soient réellement proportionnelles entre elles, et que cette mesure serve de base à l'échange; c'est de cette façon que nous allons répondre à la question du professeur Price : Comment le tailleur saura combien il lui est dû de pains pour son habit; ou le maçon apprendra combien il doit faire de maçonnerie pour un vêtement? Pourrions-nous trouver une chose qui répondît moins avantageusement aux exigences d'une mesure commune de valeur, que la monnaie actuelle or ou argent? D'abord, à cause des conditions spéciales gouvernant la production de ces métaux, en connexion avec le principe particulier qui règle le pouvoir acquisitif de la monnaie, la valeur de l'or et de l'argent peut être de centaines d'années en arrière du coût de production, ou de vingtaines d'années en avance sur lui. En second lieu, nous pouvons dire à juste titre que les hommes en général connaissent moins les conditions du coût de production auxquelles l'or et l'argent sont apportés au marché, que les conditions correspondantes de production des marchandises dont ils font le commerce, et cela dix-neuf fois sur vingt, sinon quatre-vingt-dix-neuf fois sur cent. Presque chaque homme peut connaître quelque chose personnellement, ou se former, de seconde main, quelque idée du coût de production du blé, du bétail, des vêtements ou des chaises.

» Combien de choses peut-il acheter dont il connaisse aussi peu les divers coûts de production que l'or ou l'argent?

» Un homme a presque toujours bien plus l'occasion de comparer le montant du travail compris dans la production de la

marchandise, qu'il a à vendre, avec celui qu'exige la production des épices des îles de l'océan Indien, qu'il ne l'a de faire la même comparaison à l'égard de l'or, trouvé, comme il l'est principalement, dans des régions non seulement éloignées, mais comparativement inaccessibles, d'une productivité irrégulière, avec des sièges d'extraction déplacés, non seulement de génération en génération, mais d'année en année.

» Je crains que cette notion de la monnaie, d'après laquelle elle est une mesure commune de valeur, ne soit complètement fantaisiste; les termes mêmes semblent indiquer une fausse conception; la valeur est une *relation;* les relations peuvent être *exprimées* mais non *mesurées;* vous ne pouvez mesurer la relation d'un *mille* à un *furlong,* vous pouvez l'exprimer comme 8 : 1. »

Ce n'est pas le lieu de discuter la théorie de la valeur d'échange; il suffit de montrer que F. Walker, en écartant la théorie de la valeur de la monnaie métallique basée sur le travail, se retrouve devant une expression beaucoup plus générale de la *fonction monétaire de dénominateur commun,* qu'il substitue à la fonction de *commune mesure.* C'est qu'il n'est plus nécessaire, pour que celle-là soit remplie, de comparer les quantités de travail respectivement incorporées aux marchandises destinées à l'échange et à l'instrument de leurs échanges : des objets ne possédant pas à beaucoup près la même valeur intrinsèque, nous dit-il, peuvent servir de *dénominateur commun,* et exprimer des rapports de valeur aussi étendus que le comporte l'extrême variété de l'industrie moderne : *tels de simples morceaux de papier coloriés* (1).

C'est ainsi qu'il nous place devant les fondements théoriques de l'émission du papier-monnaie inconvertible. Aucun remboursement en espèces n'en est promis; comment se fait-il qu'il circule comme monnaie? C'est qu'une loi en fait un étalon monétaire, libératoire des dettes et acceptable en tous paiements, elle crée une demande pour lui; les uns consentent à le prendre en échange de ce qu'ils ont à vendre, parce qu'ils savent qu'il a été accepté par d'autres qui désirent acheter.

---

(1) WALKER. *On Money*, pp. 288 et suivantes.

« Une demande pour ces morceaux de papier étant une fois créée, tout baril de farine, toute vache ou tout veau, toute paire de bottes portés au marché seront offerts en échange; le désir et l'effort de tout possesseur de ces marchandises seront d'acquérir en échange le plus grand nombre de billets, pendant que le désir et l'effort des possesseurs de papier seront d'obtenir pour un nombre donné de pièces, le plus grand nombre de boisseaux de blé, la meilleure paire de bottes, la vache et le veau du meilleur choix. N'est-il pas évident que cette lutte se résoudra dans l'établissement de proportions d'échange entre les différentes marchandises amenées au marché ?... Au début, le même nombre de billets pourrait être donné en échange d'une certaine quantité de blé et d'une vache laitière; mais, dans ce cas, du grand nombre de fermiers qui ont à la fois des vaches et du blé, et qui connaissent leur coût comparatif de production et les difficultés de les produire, les uns, plus nombreux apporteraient du blé au marché, les autres, beaucoup moins nombreux, y conduiraient des vaches, jusqu'à ce que les détenteurs de papier en offrissent plus de pièces en échange des vaches, et moins en échange du blé, et c'est ainsi que les *prix* des deux produits (Walker veut dire leur valeur relative exprimée en fonction des *unités de papier*) atteindraient finalement des proportions correspondant étroitement à leurs *coûts respectifs de production.* »

Fr. Walker reproduit là, dans la théorie du papier inconvertible, la conception de la *monnaie idéale,* dont James Steuart au dire même de Ricardo, a le premier exposé les éléments mais il oppose aussi à la monnaie idéale l'objection qu'opposait Steuart dans les termes profonds que voici : « L'avantage trouvé en recourant pour remplir les fonctions de monnaie de compte à des substances ayant une valeur intrinsèque, est *compensé par l'instabilité de cette valeur intrinsèque,* et les avantages obtenus par la stabilité du papier ou de la *monnaie symbolique,* sont compensés par le défaut qu'elle a communément, de n'être pas en tout temps susceptible de réalisation en une propriété solide, ou en une valeur intrinsèque. »

Fr. Walker a exposé la théorie du papier-monnaie inconvertible en une série de propositions que l'on peut résumer comme

il suit et dont la deuxième partie de son ouvrage n'est que l'illustration (1) :

1. Un papier-monnaie de pure convention, sans valeur intrinsèque au sens ordinaire, peut devenir, au sein d'une communauté, l'intermédiaire des échanges, accepté librement par tous ceux qui ont des marchandises à vendre, et sur la foi que ce papier sera reçu par d'autres. Cette acceptation peut devenir si générale et si complète que, au moins pour un temps, elle ne peut se distinguer de l'acceptation des métaux précieux.

2. Ce papier-monnaie répond aux conditions d'un commun dénominateur dans les échanges : de qualité uniforme, et d'une divisibilité aisée.

3. Il peut remplir beaucoup mieux que les métaux précieux, la fonction d'étalon monétaire, pour les paiements différés. L'émission du papier-monnaie peut être réglée de manière à lui assurer à de larges intervalles, une valeur beaucoup plus stable que celle des métaux précieux.

4. Si considérable que soit la production annuelle des métaux précieux, elle n'influence que par degrés et à des intervalles plus ou moins longs, la valeur de la monnaie, en agissant sur l'offre dont le stock monétaire accumulé par les siècles forme la partie essentielle. Le papier-monnaie inconvertible est susceptible d'une multiplication rapide et illimitée. C'est pourquoi le péril est si grand d'une émission exagérée *(overissue)*.

5. Ce danger de l'excès d'émission ne cesse jamais de menacer le papier-monnaie inconvertible. La prudence et la modération ne comptent pour rien ou ne comptent que pour peu de chose devant la manifestation inattendue d'un entraînement populaire, ou en face des exigences soudaines du gouvernement.

6. Non seulement le danger de la surémission pèse toujours sur la communauté, mais dès lors qu'elle se produit, l'impulsion à rendre la surémission excessive acquiert de la violence par cela même qu'on s'y laisse entraîner. La raison en est évidente, et elle gît dans une différence qui existe entre la monnaie métallique et le papier-monnaie. Si la monnaie métallique est apportée en excès dans un pays, elle ne tarde pas à s'écouler au dehors, en vertu même de la loi de l'offre et de la demande :

---

(1) FR. WALKER. *On Money*, chap. XVII, pp. 376 et suivantes.

le papier-monnaie ne peut, lui, s'écouler au dehors, il forme une sorte de marais là où il est répandu. Quand il est en excès, les prix s'élèvent et peuvent être élevés indéfiniment sans que le commerce international tende à les abaisser. Le gouvernement qui a émis du papier-monnaie est entraîné par la nécessité d'en accroître l'émission; « un premier excès dans l'émission du papier, dit Lehardy de Beaulieu, amène la *dépréciation* qui entraîne une diminution correspondante du produit des impôts, ce qui oblige le gouvernement à de nouvelles émissions pour augmenter ses ressources en compensant le déficit de recette ».

7. Les effets d'une surémission de papier-monnaie sur les échanges internationaux et sur la production peuvent être redoutables; tout écart entre la valeur de la monnaie qui sert à régler les balances internationales et la valeur du papier-monnaie national peut avoir pour résultat de troubler les échanges entre nations.

Le papier-monnaie déprécié est toujours une monnaie flottante, non seulement parce que la demande de monnaie varie incessamment au sein d'un Etat, mais parce que la dépréciation même du papier-monnaie fait naître une méfiance et des préventions, qui s'éveillent et affectent sa circulation à l'occasion de tous les événements politiques, de toutes les agitations de l'opinion publique.

Un quart de siècle après Fr. Walker, M. P. Leroy-Beaulieu, dans son *Traité théorique et pratique d'Economie politique,* aboutit à une conception analogue. Il s'applique d'abord à démontrer par le raisonnement et par l'histoire, que la monnaie est une marchandise et qu'elle ne vaut que par la quantité de métal précieux qu'elle contient (1); mais en discutant les objections proposées contre cette thèse, il en vient à reconnaître que, théoriquement, on pourrait concevoir qu'une société se *servît d'une monnaie quasi-idéale, et n'ayant que le minimum de substratum matériel,* d'une monnaie de papier par exemple, non convertible en espèces métalliques, et qui pourrait être acceptée pour une valeur infiniment plus élevée que celle de la matière même de cette monnaie.

Dans une autre partie de son livre, il reprend cette hypothèse

---

(1) P. LEROY-BEAULIEU, *Traité*, III, pp. 127-138.

si intéressante et recherche les conditions essentielles de sa réalisation (1). Il admet que cette circulation intérieure en papier-monnaie pourrait coexister rationnellement avec une circulation internationale à base métallique. La circulation intérieure exigerait seulement une limitation rigoureuse de l'émission du papier-monnaie, invariablement proportionnée à la population; ensuite que la confiance publique fût irrévocablement fixée sur la stabilité absolue des principes de cette constitution monétaire nouvelle. La circulation internationale serait assurée sans trouble sérieux dans les relations commerciales, par l'achat de l'or, que l'on se procurerait comme toute autre marchandise.

Après avoir déroulé ces éclatantes perspectives, le savant professeur accomplit néanmoins un retour précipité vers la monnaie métallique, parce qu'il croit à peu près impossible d'échapper à l'arbitraire dans l'émission du papier-monnaie. Il n'en reste pas moins reconnu que théoriquement, la monnaie peut, *sans substratum matériel, remplir sa fonction de commun dénominateur*. Les difficultés ou les dangers d'une application peuvent en détourner irrévocablement, mais ne suffisent pas pour faire repousser cette donnée théorique. A cet égard, il me paraît que le savant Carlo Ferraris a fait une confusion dans sa réfutation des doctrines de F. Walker, *Recente errori sulla moneta* (2). Ni l'adhésion générale des peuples à la monnaie métallique, ni les garanties spéciales de sécurité qu'elle présente, ni les abus funestes de l'émission du papier-monnaie inconvertible ne suffisent pour faire rejeter les fondements théoriques sur lesquels cette émission repose, pas plus que l'insuffisante résistance des parois des vases ne permet de repousser les lois qui régissent la tension des vapeurs. Il semble acquis que le *pouvoir général d'achat* et de *libération* ne doit pas nécessairement être objectivé et incorporé à une marchandise particulière, à utilité monétaire spéciale, et puiser dans cette incorporation même, une puissance d'acquisition ou de libération équivalente à celle des produits qu'il commande ou des prestations qu'il acquitte. Après la belle critique de

(1) *Ibid.*, IV, pp. 160-168.

(2) *Saggi di Economia, Statistica, etc.*, par C. FERRARIS, pp. 358 et 359.

M. Kitson la question reste celle-ci : Sous quelle forme le *consensus social* peut-il, *d'une manière permanente*, donner à la *monnaie idéale* des gages d'élasticité, de stabilité, de sécurité, de bon marché qui la maintiennent bien au-dessus de la *monnaie-marchandises*?

II

Ce qui a porté ces savants non seulement à douter de la stabilité d'un régime de papier-monnaie inconvertible, mais à écarter même comme à peu près irréalisable et toujours grosse de périls, l'hypothèse et cette monnaie idéale, c'est, à leurs yeux, le vice indéfectible de l'arbitraire inévitable de l'intervention de l'Etat. C'est précisément cette même considération qui a déterminé M. Kitson à rechercher la solution du problème dans des conditions radicalement exclusives de toute intervention de l'Etat. D'accord avec eux dans cette partie critique et négative de son œuvre, partant de données théoriques sur la monnaie à peu près identiques, il écarte le facteur sur l'imprévoyance, l'incapacité, l'arbitraire, l'immoralité même duquel les trois économistes sont unanimes : l'Etat. Mais pour M. Kitson, il ne s'agit plus d'un papier-monnaie inconvertible en espèces métalliques, émis par l'Etat ou par une Banque centrale placée sous l'autorité de l'Etat, — il s'agit désormais d'un papier-monnaie convertible en toute espèce de marchandises; ce n'est plus l'Etat qui l'émet ou qui en règle l'émission : ce sont les intéressés eux-mêmes qui créent, développent et règlent spontanément l'instrument monétaire en raison des besoins de la circulation : ce n'est plus une institution imposée d'autorité, c'est une institution contractuelle, un pacte des libertés. M. Kitson se borne à indiquer le principe de la réorganisation monétaire et, pour mieux rendre la direction de sa propre pensée, il renvoie aux projets de banques mutuelles de P.-J. Proudhon et de William Beck. La *Banque d'Echange* de Proudhon, la tentative de réalisation de la *Banque du Peuple,* le projet, resté longtemps inédit, d'une *Société de l'Exposition universelle* ont été examinés par moi dans des études antérieures (1). Quant au travail attribué par Kitson à W. Beck, il

(1) *Proudhon et les principes de la Banque d'Echange*, 1895, *Annales de l'Institut. La Coopération comme fondement de la réforme monétaire*, 1900, *Ibid.*

remonte à 1839, et il a été publié sous ce titre : *Monnaie et Banque, et considérations sur leur nature et leurs effets : avec un plan destiné à assurer la diffusion universelle de leurs avantages légitimes sans les maux qu'elles entraînent, par un citoyen de l'Ohio (Money and Banking, on their nature and effects considered : together with a plan for the universal diffusion of their legitimate benefits without their evils, by a Citizen of Ohio.* Cincinnati, *published by William Beck.* W. Beck en est donc non pas l'auteur mais l'éditeur. Je n'ai pu me faire une idée de ce volume que d'après l'analyse qu'en donne William B. Greene dans *Mutual Banking, a simple plan to abolish interest on money (La Banque mutuelle, simple plan pour abolir l'intérêt de l'argent).* Denver, Colorado, 1895.

Il y a dans le plan exposé par le *citoyen de l'Ohio* une véritable intuition du système de comptabilité auquel M. Solvay a donné de larges développements originaux. On en jugera par cet extrait dont j'emprunte le texte à William Greene et qui résume le plan d'un vaste service de virements et de chèques :

« La monnaie, dit l'anonyme de Beck, suit l'ornière de la demande. Son mouvement progressif est la libération et la satisfaction de la demande. Le paiement de la monnaie est effectivement la libération du débiteur, mais n'est pas également efficace à l'égard de la satisfaction du créditeur. Bien qu'il décharge le débiteur, il laisse le créancier rechercher réellement la satisfaction de ses désirs. Il ne le met pas en possession de l'objet propre à les satisfaire, mais dans la possibilité de l'acquérir : le créditeur doit échanger cette monnaie pour satisfaire son désir.

« Dans le payement des dettes, la monnaie passe de prétendant en prétendant, déchargeant des dettes et satisfaisant des créances tour à tour. La monnaie suit la créance, les deux évoluant continuellement dans toutes les classes de la société en cercles perpétuels, retournant constamment à leurs stations nombreuses, poussés par les opérations de l'industrie et du commerce.

« Chacun à son tour est possesseur de la monnaie. Elle lui vient sous forme de payement pour son salaire ou son industrie, et elle passe sous forme de payement ou dépense pour servir au moment voulu, au même but qu'auparavant.

« Maintenant, je dis que comme la monnaie poursuit un cycle continu, *un certain système de comptes pourrait y suppléer.*

« Par cycle, je désigne l'ensemble de ces différentes étapes dans la société, étapes qui constituent tout le mouvement circulatoire de la monnaie avec les causes et les effets accompagnant cette progression : demande, dette, payement : de façon que si nous voulons tracer son chemin chaque point y sera contenu. Tel est le grand cycle social. Celui-ci contient tout le corps des débiteurs et tout le corps des créanciers. Tous seraient inclus dans la juridiction d'un pouvoir qui présiderait tout le cycle : les créditeurs sont vendeurs, les débiteurs, acheteurs. Mais celui qui achète, vend quelquefois, et celui qui vend, achète. Le créditeur qui reçoit l'argent de son débiteur, dépense cet argent à son tour et par là d'autres deviennent créanciers en acquèrant de nouveau la monnaie. Tous ces mouvements sont dans le seul cycle de la société. Il est évident que si un pouvoir dirigeant tenait les comptes, les biens que chaque personne reçoit payeraient ceux d'égale valeur qu'elle a livrés précédemment; ces biens la placeraient dans sa situation primordiale et éteindraient ce qui lui était dû, sans l'intervention de monnaie. D'après ce procédé, le rôle intermédiare et le retour de la monnaie semblent superflus. Si les trafics ne sont pas directs, c'est-à-dire du créditeur à son débiteur, et du même débiteur au même créditeur, l'effet sera le même; car le cycle renferme chaque individu créditeur et chaque individu débiteur; de cette façon, il contient tout compte où doivent s'inscrire les droits de tout créditeur et le compte auquel le même créditeur sera débité. L'intervention du pouvoir dirigeant en ferait *pro forma* le représentant de son débiteur pour chaque créditeur, et de son créditeur pour chaque débiteur. Il formerait ainsi un centre commun pour toutes les créances de chaque créditeur sur son débiteur. Il constituerait aussi le canal d'acquittement de ses dettes et de réception de ses créances. *L'état de son compte avec la société se trouverait ainsi établi,* et la balance, si elle était favorable, vaudrait autant qu'un solde en espèces.

« Ceci est ce que l'on nomme un cycle. Tel est le grand cycle de la société, le seul qui soit complet et parfait, et tels sont les avantages qu'il renferme. Le plan que je propose est

adapté à ce cycle, il expose la voie suivie par la monnaie, il contient les différents points de sa progression; et, à chacun de ces points, il en remplit la fonction, et y supplée *par les révolutions des débits et des crédits en compte, au lieu du mouvement de la monnaie matérielle actuelle* (1). »

Sans qu'il faille s'arrêter en ce moment aux tentatives de solutions pratiques, la pensée organique, la pensée profonde de l'œuvre de M. Kitson, comme aussi de celle de M. Solvay, c'est de renverser le *rapport* qui existe entre l'instrument monétaire des échanges, et l'échange même des marchandises et des services; au lieu de soumettre les échanges et la circulation tout entière aux variations de l'instrument monétaire métallique, au lieu de faire reposer, suivant le mot de Mac Leod, tout l'appareil du crédit et de la circulation sur une pointe d'or, la réforme doit tendre à adapter normalement un instrument monétaire flexible, aux besoins variables de l'échange des produits et des services. C'est l'achèvement de la révolution commencée par les Physiocrates, et par laquelle ce que Boisguillebert appelait le *valet,* la monnaie, était déjà refoulé derrière le *maître,* les richesses consommables.

C'est ce qu'exprime M. Kitson par son unité monétaire nouvelle, délivrée de tout enchaînement à l'or et à l'argent, bien qu'elle conserve la dénomination de *dollar,* et qui, *dollar idéal,* sans valeur propre, n'est plus que représentative de la valeur des produits, n'exprime plus que les rapports de leurs pouvoirs relatifs d'achat.

Si à un moment donné 100 unités de la marchandise A s'échangent contre 50 unités de B, 20 unités de C, 10 unités de D, 5 unités de E, les rapports des *pouvoirs acquisitifs relatifs* de ces diverses marchandises sont à ce moment comme :

A	B	C	D	E
1	2	5	10	20

L'unité de ces pouvoirs relatifs d'acquisition se ramène à l'unité numérique; dussiez-vous lui donner le nom de *dollar,* elle conservera le caractère de cette unité numérique, débarrassée de la *matérialité* et de l'*utilité* spéciale des diverses

(1) W. B. GREENE, *Mutual Banking,* Denver, Colorado, 1895, pp. 32 et suivantes.

richesses, réduite à n'être qu'un signe, un symbole de la richesse.

L'unité de la marchandise A représentera une unité de pouvoir d'achat, ou un *dollar idéal,* l'unité de B en représentera deux, l'unité de C cinq, etc. Ce qui est vrai quand nous rapportons à l'unité de la marchandise A, l'unité numérique de pouvoir d'achat, l'unité monétaire, le *dollar idéal,* est vrai aussi quelle que soit la marchandise à l'unité de laquelle l'unité de pouvoir acquisitif est ramenée. Dans toutes les hypothèses successives que peuvent nous produire les marchandises A B C D E, en les prenant successivement comme unités, les pouvoirs acquisitifs relatifs présentent des rapports numériques constants :

A	B	C	D	E
1	2	5	10	20
0.5	1	2.5	5	10
0.2	0.4	1	2	4
0.1	0.2	0.5	1	2
0.05	0.1	0.25	0.5	1

Dès lors, l'unité monétaire s'identifiant avec *l'unité numérique,* n'est-il pas légitime de dire qu'elle partage son *invariabilité,* qu'elle est soustraite à toute fluctuation de valeur? Ici se dresse une objection, formulée par le savant Léon Walras : Si le chiffre 1 qui est le *prix* de A en A est nécessairement l'unité numérique, en revanche les chiffres 2, 5, 10, etc., qui sont les *prix* de B, C, D en A sont tout autre chose. Le prix de l'étalon en lui-même étant toujours l'unité numérique, les prix des marchandises en ce même étalon varieront à la fois en raison de la variation de la valeur de la marchandise, et en raison de la variation de la valeur du numéraire (1)... La distinction reparaîtrait ainsi, d'après cet illustre économiste, entre ce que Cernuschi appelait la *richesse évaluante,* et ce qu'il appelait les *richesses évaluées.*

Rendons-nous au principe de cette objection qui a fortement

(1) Voir son étude dans la *Revue d'Economie politique* de mars 1898 : la Caisse d'épargne postale de Vienne et le Comptabilisme — et la polémique qui a suivi : *A propos du Comptabilisme,* M. Walras, M. Solvay, M. Otlet, M. Vanderrydt, M. Denis. *Annales de l'Institut des sciences sociales,* 1898.

impressionné ma pensée. Nous ne pouvons atteindre la stabilité absolue de la valeur de la monnaie, de même que nous ne pouvons atteindre qu'une connaissance relative, nous ne pourrons non plus réaliser qu'un état d'équilibre relatif entre l'instrument monétaire idéal, et le vaste ensemble toujours mobile des produits et des services; nous le reconnaissons; mais ne permet-il pas de réduire de plus en plus l'étendue et l'amplitude de ces variations?

Plaçons-nous, pour ramener l'objection à sa portée légitime, dans les conditions exactes de l'hypothèse de M. Kitson. Il n'y a plus de richesse maîtresse, plus d'étalon monétaire ayant seul le pouvoir libératoire de toute dette, seul légalement acceptable en tout paiement; nous avons franchi la phase du monopole de l'or et de l'argent, nous déroulons ce que Proudhon appelait : *cette longue chaîne de créations qui toutes, sous le nom de marchandises, doivent recevoir la sanction sociale et devenir, sinon en fait, du moins en droit, acceptables comme la monnaie en toute espèce de marché* (1). Toutes les marchandises ont désormais le pouvoir acquisitif et libératoire dont jouissait exclusivement l'étalon monétaire métallique. Chacune d'elles est *évaluante* et *évaluée* alternativement. En chacune d'elles, s'unissent ou peuvent s'unir indissolublement un *pouvoir acquisitif spécial*, en rapport avec l'*utilité spéciale* qui en fait un bien propre à satisfaire certains besoins de l'homme social, et le *pouvoir acquisitif et libératoire général* dont le dollar idéal est le symbole ici. La *stabilité maxima* est au prix de l'indissolubilité de cette union.

Cette stabilité peut être ébranlée par deux ordres de causes qui révèlent les aspects sociologiques du système monétaire :

1° Le pouvoir *acquisitif* et *libératoire général* n'est effectif que pour autant que le *signe* qui l'exprime ait un *gage réel*, si son émission est indépendante de l'*échange* actuel même, ou qu'il ait pour garantie une *opération réelle*, une valeur faite, selon le mot de Proudhon, si son émission n'est que la *socialisation* d'un *titre de crédit*, comme la lettre de change née d'une transaction effective.

C'est l'aspect moral du problème et qui d'ailleurs a le moins

(1) PROUDHON. *Contradictions économiques*, I, ch. II, pp. 70-71.

échappé à M. Kitson. L'ignorance, l'erreur dans les évaluations, et surtout la fraude des particuliers dans la création incessante de monnaie, pourront entraîner le système aux mêmes écueils que l'imprévoyance ou l'immoralité des gouvernements, dans l'émission exagérée du papier-monnaie inconvertible, et la dépréciation de l'*instrument monétaire* peut naître ici manifestement de l'*insuffisance* ou de l'*inexistence* du gage réel. Le gage fictif, les transactions fictives, les effets de complaisance seraient funestes à la *monnaie idéale.*

2° Le *pouvoir acquisitif et libératoire général* n'est *effectif* et *stable,* que pour autant qu'à l'*utilité spéciale* de toute marchandise, considérée comme *bien consommable*, et dont on a dégagé le pouvoir acquisitif général, correspondent une *demande* réelle et les moyens effectifs d'acquisition.

C'est l'aspect économique du problème. La stabilité absolue du *pouvoir acquisitif général* dont le dollar idéal est le symbole, serait subordonnée à l'équilibre permanent et invariable de l'offre et de la demande de tous les produits et services, de la production et de la consommation; mais la vie sociale est un équilibre mobile.

L'amplitude des variations de ce *pouvoir acquisitif et libératoire général* est contenu dans les limites des variations relatives de l'offre et de la demande de tous les biens consommables en société; elle est subordonnée à ces variations, au lieu que dans l'état actuel, les variations de l'offre et de la demande des métaux précieux tiennent en même temps, en leur dépendance directe, les variations des prix de tous les produits. Là est la différence profonde, et il en résulte, toutes choses égales d'ailleurs, une réduction considérable dans l'amplitude et la durée des variations du pouvoir acquisitif général; mais dans ces limites, le risque de l'altération des rapports subsiste et ne peut être conjuré que par les progrès de l'organisation économique de la société. Il en résulte aussi que le progrès, dans la stabilité relative de ce pouvoir acquisitif général, est au prix des progrès dans la coordination des fonctions économiques de la production et de la consommation des richesses, embrassant à la fois l'économie nationale et l'économie internationale. Les *labour exchange* de R. Owen ont succombé non seulement par les atteintes de la fraude, mais par l'instabilité redoutable de

l'équilibre entre l'offre et la demande des produits concentrés dans les magasins sociaux.

La Banque du peuple de Proudhon, son plan d'institution d'une *Société de l'Exposition universelle,* c'étaient là des organes centraux conçus par un génie réformateur, destinés à relier entre elles des individualités et des collectivités, mais sans qu'aucune organisation fondamentale assurât l'adaptation régulière de l'offre et de la demande de leurs produits, la garantie définie et réciproque de débouchés.

Un milieu économique approprié est, me paraît-il, la condition du développement du système monétaire nouveau et de sa conservation, et sa réalisation idéale a pour conditions externes la coordination parfaite des fonctions de la vie collective des nations. Déjà dans l'état social actuel, les conditions de réalisation et de progrès apparaissent comme beaucoup plus favorables qu'à l'époque de ces premières tentatives de transformation : *les sociétés coopératives de distribution* et de consommation, les *syndicats* permettront de *prévoir* dans des mesures de plus en plus larges, l'étendue des débouchés, d'en *réaliser* la *stabilité* progressive par de véritables contrats collectifs, et de préparer par degrés, selon le rêve des théoriciens de la coopération, comme Ch. Gide, l'équilibre de la consommation et de la production. Ainsi la *subordination du système monétaire à l'évolution organique et spontanée du commerce* est peut-être plus profonde encore que ne le conçoit M. Kitson, si l'on se place au point de vue de l'invariabilité de l'*unité* monétaire.

Si, rapprochant l'évolution monétaire de l'évolution même de l'esprit humain, et y recherchant sous un aspect défini ce *processus* d'abstraction et de généralisation graduelles dont l'histoire des religions, l'histoire de la morale, témoignent autant que l'histoire de la science et l'histoire des langues mêmes, nous y pourrons marquer des phases analogues aux phases théologique, métaphysique, positive des connaissances humaines. Elles sont en connexion avec le degré d'organisation des fonctions économiques, de *consensus* et de *solidarité sociale*. La monnaie *métallique,* tentative de réalisation d'une mesure matérielle des valeurs, ayant elle-même une valeur intrinsèque, expression concrète et objective d'un instrument des échanges, titre d'une créance sur la société portant avec

lui la garantie de son remboursement, est aussi l'expression de l'*insolidarité sociale*.

Le papier-monnaie inconvertible, ayant pour fondement le crédit de la collectivité représentée par l'Etat, sans garantie objective et matérielle, et trop souvent conçu comme l'expression d'une puissance créatrice arbitraire et illimitée, le papier convertible, lui-même fondé sur l'hypothèse d'une convertibilité absolue en espèces métalliques, et qui puise sa stabilité, ses garanties effectives dans le développement du crédit, la solidité du portefeuille et le progrès de la confiance mutuelle, appartiennent à une sorte de transition métaphysique : l'instrument monétaire devenu *purement idéal,* sans valeur propre, expression pure et générale de *rapports de valeur* entre les choses échangées, comme la science elle-même n'est que l'expression générale des rapports perçus entre les choses, cet instrument qui par *son élasticité, sa stabilité, sa sécurité, son bon marché,* doit laisser derrière lui toutes les formes antérieures, appartiendra aussi à la phase la plus avancée du développement de l'échange et du crédit, et traduira dans la vie économique, quand il sera universalisé, le plus haut degré de *solidarité sociale,* de *consensus social conscient et réfléchi* que l'on ait pu atteindre. En s'appliquant donc à l'élimination de l'instrument monétaire métallique, il faut poursuivre la réalisation des conditions économiques qui rapprocheront la *monnaie idéale* le plus possible de l'*invariabilité absolue.*

III

Non seulement M. Kitson n'attend de transformation du système monétaire que de l'action spontanée de la société, mais la déchéance de l'Etat, dans la conservation ou l'institution de tout système monétaire légal, est à ses yeux la condition inflexible et formelle d'une révolution vraiment féconde. *Destruam et ædificabo*, il a pris à la lettre la devise du philosophe et procède par un écart absolu.

La conception de l'Etat dans l'œuvre de M. Kitson est, en général, aussi complètement négative qu'elle apparaît dans l'*Essai* d'Adam Smith, et chez tous les représentants du *système de la liberté naturelle* et de l'ordre spontané des sociétés

humaines. Il y ajoute, sous l'inspiration des théoriciens modernes de l'évolution, comme principe de reconstitution organique issu de la liberté, la sélection naturelle, la survivance du système réformateur le mieux adapté aux besoins des échanges, dans l'inévitable lutte que l'anéantissement du système monétaire légal actuel, doit déchaîner. On remarque qu'aucun réformateur n'a procédé d'une manière aussi décisive, ni voulu remonter aussi complètement le courant de l'histoire. Seul le communisme libertaire est aujourd'hui dans cette direction radicale. Owen établissait ses *labour exchange* au sein de l'organisation du crédit et de la circulation de son temps, exactement comme le continuateur actuel de sa pensée aux Etat-Unis, de Bernardy; Proudhon tenta, par le libre contrat, la constitution de la *Banque du Peuple* sans réclamer la suppression de la Banque de France, en ménageant les transitions des systèmes; dans l'institution ultérieure de la *Société de l'Exposition universelle*, il prévoyait même le réescompte des bons d'échange à la Banque de France, pour satisfaire à des demandes éventuelles de monnaie métallique. Aujourd'hui même, M. Solvay poursuit, dans une suite d'études originales et vigoureuses, un essai normal de comptabilisme qui coexiste transitoirement avec toute l'organisation financière historiquement constituée, et M. De Greef a prévu ingénieusement et savamment, dans son bel ouvrage, une série graduée de tentatives expérimentales développant, au sein même du régime actuel, un régime nouveau destiné à l'éliminer complètement, exactement comme chez les batraciens anoures les organes d'une respiration pulmonaire se substituent graduellement aux branchies (1). C'est dans cette direction que j'ai porté moi-même, avec eux, tous mes efforts (2) et l'on comprendra ma préoccupation de transitions graduées après ce qui précède; la coordination normale des fonctions économiques de production et de consommation, à laquelle se lie étroitement la transformation graduelle de la répartition des richesses, développe le *milieu* propre à assurer l'extension universelle et la consolida-

(1) SOLVAY, tous ses travaux sur le comptabilisme. — DE GREEF, *La Banque Nationale et le Crédit commercial*, 1899.

(2) Voir mes études sur le système de chèques et de clearing de l'Autriche, la Banque d'Etat mutuelliste, et la coopération et la réforme monétaire.

tion d'un système de *monnaie idéale*. Ce sont là les deux aspects mêmes de la vie.

La critique de l'Etat est aussi âpre dans les écrits des économistes que dans l'œuvre de M. Kitson, et alors même qu'ils reculent devant cette rupture radicale avec le passé à laquelle une logique héroïque l'entraîne, ils se reportent néanmoins comme lui aussi vers un *état naturel* marqué sinon par la non intervention absolue de l'Etat, du moins par la limitation de ses fonctions à cette *justice* négative destinée à assurer l'exécution des contrats, à laquelle Adam Smith, et plus étroitement, plus jalousement encore Herbert Spencer, ont réduit sa sphère d'action. M. P. Leroy-Beaulieu considère comme un immense malheur pour une très grande partie du monde civilisé que la frappe de la monnaie soit devenue un droit régalien (1). Il étend jusqu'à l'heure présente la condamnation aussi impitoyable que juste d'ailleurs, de l'émission déréglée de papier-monnaie ou de billets de banque à cours forcé, à laquelle se livraient encore, à la fin du XIXe siècle, des Etats comme le Portugal, l'Espagne, l'Italie, la Grèce, la Russie, la République Argentine, le Brésil, le Chili, etc. (2). Lui aussi conçoit comme une expression normale de ce qui *eût pu* et *dû être,* que les banques libres et tout au moins les grandes banques eussent conservé la fonction de la frappe de la monnaie, à l'exclusion des gouvernements. Adversaire du droit régalien dans la constitution du système monétaire, on le voit logiquement opposer un *système naturel* d'organisation du crédit et des banques, au *système artificiel* que l'intervention du gouvernement a partout développé (3).

Ainsi, même aux yeux d'économistes modernes aussi profondément versés que M. P. Leroy-Beaulieu dans la connaissance des faits, l'histoire apparaît encore ici comme une immense déviation, ainsi qu'elle apparaissait aux Physiocrates et à Adam Smith lui-même ; l'effort progressif tend vers la reconstitution d'un idéal abstrait, d'un ordre naturel et immuable apparaissant comme un éden métaphysique.

---

(1) *Traité théorique et pratique d'Economie politique*, III, pp. 124-125.

(2) *Traité de la Science des Finances*, Ve édition (1891), préface.

(3) P. Leroy-Beaulieu, *Traité*, III, pp. 497 et suiv. Système naturel et systèmes artificiels de banque.

Est-il vrai que l'histoire ne soit que la reproduction éternelle des chutes de l'idéal, et le rôle des gouvernements n'est-il qu'une suite de perturbations historiques, rien d'organique ne se dégage-t-il de sa propre évolution?

La critique *positive* accompagne aujourd'hui la critique *négative* des œuvres des gouvernements, comme de celles qui jaillissent de la spontanéité des individus, et elle essaie de dégager de cette longue et cruelle expérimentation des peuples qui s'appelle l'histoire, la tendance à une véritable organisation de la liberté, à laquelle concourent effectivement l'effort spontané des individus et l'action réfléchie des gouvernements; pendant que M. P. Leroy-Beaulieu enregistre avec amertume les défaillances de l'Etat, un théoricien américain de la monnaie non moins savant que lui, M. Sidney Sherwood écrit (1) :

« La frappe a depuis des temps reculés été considéré comme la prérogative de la souveraineté. »

« Les systèmes de frappe libre par les individus, et de monopoles de la frappe garantis par les gouvernements ont échoué à l'égard des plus importants résultats. La pratique et la théorie à peu près universelles consacrent la frappe gouvernementale. Herbert Spencer, néanmoins, défend la doctrine de la frappe privée, c'est un aspect de sa théorie de la non-intervention absolue des gouvernements dans les affaires industrielles. »

Si les pratiques des gouvernements dans la fonte et la refonte des monnaies ont déshonoré l'histoire, la science, chez les nations les plus avancées de l'Occident, a vaincu définitivement l'immoralité des gouvernements.

« La controverse théorique sur la refonte des monnaies, dit encore M. Sheerwood, se rattache en Angleterre à la refonte de 1696. Lowndes fut le champion de l'altération du titre des monnaies; Locke et Isaac Newton furent les défenseurs triomphants de la conservation de l'ancien étalon, de la *droite monnaie;* ce fut l'une des plus grandes victoires de la bonne monnaie dans l'histoire moderne (2). » M. Paul Leroy-Beaulieu a marqué lui-même la fin de cette phase de mensonge et d'altération monétaire chez les peuples les plus civilisés de l'Europe,

(1) *Lectures or the history and theory of money*, p. 21.
(2) SHERWOOD, p. 43.

et dans le fait ce sont les nations dont la stabilité économique est encore la moins assurée qui s'attardent dans l'imprévoyance et la fraude (1). Voilà l'explication profonde.

Les adversaires irréconciliables de l'intervention de l'Etat, ne conçoivent pas le problème à résoudre dans les mêmes termes les uns que les autres, ils n'attendent pas d'une évolution spontanée les mêmes résultats, ils ne parlent pas la même langue.

Le *système naturel* des banques de M. P. Leroy-Beaulieu aurait les traits caractéristiques suivants :

« Serait *banquier* qui voudrait, de même qu'est épicier, boucher ou menuisier qui veut. Chaque banquier pourrait user à son gré, sous la réserve de ne pas enfreindre les conventions, des trois grandes catégories de ressources de la banque : son *capital* propre; les *dépôts* qui lui seraient apportés; les *fonds* qu'il pourrait se procurer par les émissions de billets remboursables au porteur et à vue. De même que chaque banquier aurait une liberté absolue pour se procurer ces ressources, il jouirait d'une liberté également absolue pour les emplois. Il subirait le sort que lui feraient son imprudence ou son habileté. L'expérience peu à peu et la pratique dégageraient quelques règles, auxquelles le public et les banquiers en général se soumettraient (2). »

Et M. Kitson de son côté : « Le plan qui m'apparaît comme le plus scientifique, le plus capable de variation et d'expansion, et en parfait accord avec les principes que j'ai décrits, c'est celui qui est connu sous le nom de *Système de banque mutuelle*. Ce système est un plan coopératif dans lequel les membres de la communauté s'organisent eux-mêmes en *Société de crédit mutuel*, dont l'objet est l'émission de billets ou de monnaie de papier représentant les marchandises qui sont le gage de leur remboursement... Le retrait de toutes les lois prohibant et restreignant l'émission de la monnaie, appellerait à l'existence de nombreux systèmes, dont la concurrence mènerait à la survivance du plus apte, qui serait alors la *solution naturelle* de la question du crédit et de la circulation (3). »

(1) Leroy-Beaulieu. *Traité*, III.
(2) P. Leroy-Beaulieu. *Traité*, t. III, p. 498.
(3) Kitson. *Money question*, pp. 365-367.

D'un côté, l'organisation du crédit et de la circulation est une entreprise privée poursuivie dans un but de lucre;

De l'autre, c'est une institution publique *contractuelle* poursuivie, non seulement *sans but* de lucre, mais *contre* tout prélèvement capitaliste quelconque;

D'un côté, c'est l'intérêt privé qui pénètre l'organisation et qui tendra à s'accorder avec l'intérêt public suivant la conception fondamentale de l'école d'Adam Smith; mais où les inspirations de l'intérêt public seront toujours en quelque mesure paralysées par l'intérêt privé;

De l'autre, c'est la solidarité qui domine et qui tendra à concilier et à discipliner les intérêts privés, c'est la fonction banquière qui s'affirme comme *fonction sociale* définitivement, et non plus comme *entreprise*.

Le régime absolu de la non-intervention de l'Etat ou du *laisser-faire* livrera sans nul doute ces conceptions opposées à une lutte pleine de grandeur.

Mais est-il certain que le principe de *mutualité* sur lequel je m'accorde complètement avec M. Kitson doive alors l'emporter? L'observation attentive de la société nous montre des individualités et des collectivités inégalement *éclairées* sur leurs intérêts, ayant des *pouvoirs* profondément inégaux de les défendre ou de les réaliser, poursuivant *volontairement* leur intérêt dans une direction plus ou moins rapprochée de celle de *l'intérêt permanent* de la société même. L'auteur prévoit lui-même des oscillations plus ou moins profondes et prolongées, qui doivent s'accomplir sur la ligne du temps avant que cette prédominance se réalise. Les exemples qu'il donne pour justifier des prévisions optimistes ne sont pas faits pour rassurer complètement. Sans doute les entreprises de transport, les chemins de fer, les tramways tendent par leur évolution spontanée, dans un régime de *laisser-faire,* à l'unification de leur exploitation; sans doute cette unité déterminée par la loi fondamentale de l'économie de l'effort, est en elle-même un bien, mais ce bien se réalise-t-il sous la forme la plus adéquate à l'intérêt public dans de vastes entreprises capitalistes? Pourquoi alors l'antagonisme éclate-t-il entre elles et l'Etat, ou les villes, et pourquoi cette tendance non moins énergique et constante à leur résorption par les pouvoirs publics?

Si l'on suppose tout le système monétaire institué par la loi anéanti, le cours légal des billets de banque qui fait actuellement partie de l'instrument monétaire *général* définitivement supprimé, la lutte entre les entreprises de *mutualité*, expression normale de l'harmonie de l'intérêt général et de l'intérêt particulier, et les entreprises capitalistes d'intérêt privé, s'accomplira-t-elle dans des conditions d'égalité, exactement comme si l'on avait fait table rase, et que tout dût surgir spontanément et simultanément des efforts isolés? Nullement. Les mutualités se heurteraient à quatre ordres d'obstacles *externes* redoutables : 1° la nécessité sociale impérieuse d'assurer la *continuité* des rapports sociaux, et des moyens *libératoires généraux* de toutes les obligations; 2° la nécessité immédiate pour l'Etat et les administrations de fixer le mode de libération de l'impôt et de paiement des services publics; 3° la puissance historiquement acquise par les formidables institutions banquières, auxquelles le privilège de l'émission a été accordé, et qui, le privilège anéanti, resteraient cependant investies d'une situation de fait prépondérante; 4° la nécessité de combiner la circulation intérieure désormais absolument libre, avec la circulation internationale, et la constitution d'une réserve métallique pour satisfaire aux besoins de celle-ci.

Sans doute aucune expérimentation ne s'est jamais accomplie dans les conditions radicales prévues par M. Kitson, et il est impossible de déterminer *a priori* les limites d'expansion que le crédit mutuel atteindrait dans une période expérimentale donnée. La mémorable tentative accomplie en Belgique, la constitution des *Unions du crédit*, depuis 1848, a coexisté bientôt avec l'organisation d'une banque d'émission privilégiée et elles ont dû s'y adapter.

Je ne puis m'empêcher cependant de me souvenir avec amertume, que dès 1855-57 le plan d'une organisation générale et fédérative des Unions du crédit fut proposé en Belgique par un homme qui eut une puissance constructive géniale, François Haeck (1), embrassant une vaste organisation du virement et de la compensation, et préparant savamment et prati-

(1) Fr. Haeck. *Organisation du crédit industriel, agricole, commercial et foncier en Belgique*, 1 vol. in-4°, 1857.

quement, l'élimination rapide de la monnaie métallique dans la *circulation intérieure;* ce plan admirable est resté si peu de chose dans la conscience collective, qu'en 1899, au moment où le renouvellement du privilège de la Banque Nationale devait réveiller toutes les espérances, et permettre une de ces larges expérimentations rêvées par M. Kitson, la voix de ceux qui ont voulu raviver ce grand idéal, s'est perdue dans le vide. Le fait accompli avait conquis une énorme puissance.

Si l'on se dégage d'une conception purement négative de l'Etat, on en vient à concevoir que par sa propre évolution organique, non seulement il peut favoriser le développement normal et rapide de la mutualité, *mais qu'il prépare lui-même son abdication au profit de la mutualité pure.* On peut concevoir ici l'action spontanée de la liberté, non pas en opposition irréductible avec l'action du gouvernement, mais *en harmonie* avec elle; la convergence des efforts partant du centre et de ceux qui partent de la périphérie, de telle sorte que l'organisation finale du crédit et de la circulation ne garde de l'empreinte du pouvoir que l'*universalité,* l'*unité,* la *coordination avec les autres fonctions économiques,* et conserve la *spontanéité,* l'*autonomie* des œuvres de la liberté même.

L'une des lois les plus manifestes qui régissent le développement des banques d'émission est celle suivant laquelle elles tendent à l'*unité :* dans cette centralisation, le rôle de l'Etat va grandissant; la Banque centrale d'émission, d'abord Banque privée privilégiée, tend à devenir Banque d'Etat, elle suit de plus en plus la *ligne de l'intérêt public;* soustraite à l'influence prépondérante et directe de l'intérêt capitaliste privé, elle tend à se soustraire aussi à l'influence gouvernementale et politique, à se constituer comme personnalité, à part du gouvernement, et dès lors à devenir de plus en plus un organe supérieur de la mutualité : l'expression la plus haute de la Banque d'Etat est donc celle où elle se résout en une *fonction autonome* de la *collectivité productrice* et *échangiste,* c'est-à-dire où l'*Etat s'efface devant la société organisée.*

On doit admettre dès lors, qu'à mesure que l'Etat prend mieux conscience de cette *fin à atteindre,* il puisse aussi mieux favoriser le développement organique des institutions de mutualité nées du libre contrat, et dont il ne prépare directement lui-même

en définitive que le couronnement. Une telle conception du rôle de l'Etat résout seule la contradiction qui gît au fond de l'œuvre de Herbert Spencer, et que M. Kitson a transportée dans la sienne. Spencer, adversaire implacable de l'intervention de l'Etat, ne peut rationnellement en concevoir l'anéantissement que dans un état de moralité humaine tel, qu'il doive nécessairement s'exprimer par l'autonomie morale complète de l'homme et le règne universel et absolu du *contrat :* mais reconnaissant lui-même que notre état moral est imparfait, et professant néanmoins la non-intervention absolue, il prend comme *moyen* ce qui doit être sa propre *fin*. La contradiction est manifeste. Dans le domaine monétaire, les phases transitoires à l'abolition absolue de la monnaie métallique, impliquent d'autant plus l'intervention de l'Etat, que sa fonction éducatrice est elle-même mieux comprise.

On est ramené par là à une expérimentation combinée de l'action de l'Etat et de celle de l'initiative privée, et le milieu économique où l'expérimentation pourra rapprocher le plus de l'idéal de M. Kitson et du nôtre, est celui dans lequel la Banque centrale d'émission devenue Banque d'Etat, sera aussi le plus complètement soustraite à l'arbitraire du gouvernement et pénétrée, par une constitution rationnelle, de sa fonction économique. Là aussi on peut concevoir la circulation nationale différenciée de plus en plus de la circulation internationale, qui exigera longtemps encore peut-être une réserve métallique.

Ainsi se constituerait une synthèse progressive dont le beau livre de M. Kitson : *A scientific solution of the monetary problem* développe avec tant d'originalité et d'éclat l'un des éléments.

H. DENIS.

